

Les services publics doivent répondre aux besoins de la population

L'objectif du gouvernement en démantelant les services publics comme il le fait actuellement, est de s'avancer petit à petit vers une privatisation complète de tous les services publics. Pour argumenter la nécessité de privatisation, le gouvernement utilise la notion de rentabilité !... C'est-à-dire que cela doit rapporter, faire du profit. La base de toutes les discussions est liée à cette conception. Il est évident que pour l'ensemble de la population, cette conception de rentabilité, de profit, n'a aucun sens lorsqu'un service correspond à un besoin social : le droit à l'enseignement, le droit aux soins de santé, le droit aux transports, à l'information, à la communication ! La notion de rentabilité est liée à la défense des intérêts du système capitaliste. Ce sont ces intérêts que le gouvernement social-chrétien-libéral défend. Le programme d'assainissement de tous les services publics ne correspond pas aux besoins de l'État, des banques. Les 195 milliards d'économies planifiés à Val Duchesse sont tout à fait insuffisants pour répondre aux besoins du capitalisme, pour résoudre sa crise.

Au début de l'industrialisation, un réseau centralisé de transports, par mer, eau et air, était nécessaire pour l'extension et le développement des entreprises. Ces mêmes entreprises avaient besoin de main d'œuvre qualifiée, d'employés compétents, de cadres formés. D'où la nécessité de développer un enseignement correspondant à cette nécessité.

Aujourd'hui, tous les services publics qui ont directement une relation avec l'ensemble de la population, sont touchés par les restrictions. L'État capitaliste n'a aucun intérêt à organiser le transport des chômeurs, à stimuler l'éducation de futurs chômeurs, à soigner les gens, puisque cela ne lui rapporte rien.

Les secteurs des services qui intéressent l'État sont ceux liés aux entreprises privées et à leur fonctionnement : transport de marchandises, postes, télécommunications, énergie. Et ce sont justement tous ces services qui tendent à être privatisés ou le sont déjà. Il n'existe plus aujourd'hui une seule régie publique de gaz et d'électricité : Intercom et Sibelgaz centralisent tout et font d'ailleurs des bénéfices fabuleux que paient les usagers.

La situation dans le domaine des soins de santé démontre bien le manque de préoccupation pour les gens, de la part de l'État capitaliste. Les nouvelles mesures suppriment purement et simplement l'accès à la santé pour les plus démunis. Il n'existe plus aujourd'hui que la médecine des riches, car celle des pauvres est en voie de disparition.

La Sabena fait des bénéfices, dit-on, depuis qu'elle est partiellement privatisée. Mais à quel prix ? Les travailleurs ont cédé au moins 10% de leur salaire et perdu des centaines de postes de travail. Peut-on alors parler de bénéfices ? Une petite partie de privilégiés, de cadres supérieurs sont concernés par ces profits. Mais les conséquences de cette politique sont catastrophiques pour la grande majorité de la population et signifient une précarité de vie pour tous, la misère sociale et culturelle pour beaucoup.

Les services publics qui sont directement en relation avec la population sont les plus touchés par ces plans d'assainissement. Cependant, ils parviennent encore à subsister. L'État capitaliste ne peut pas les liquider ni les privatiser entièrement comme il le souhaiterait. Des études ont été faites par les holdings financiers pour le rachat de tous les services publics «intéressants». Ces ventes pourraient rapporter à l'État près de 140 milliards de francs. Pourquoi ne le fait-il pas ? C'est parce qu'il doit affronter la protestation, la résistance des travailleurs des services publics, des jeunes, des étudiants. Le gouvernement agit avec beaucoup de précautions par crainte de ces réactions.

Prenons l'exemple des sociétés de transport urbain (STI) : avant les grèves de mai 86, le Ministre des Communications, Monsieur De Croo, voulait réaliser 2,3 milliards d'économies. Après les grèves, il ne fallait plus que 1,3 milliard. Mais le milliard en moins, le gouvernement va, de toute manière, le chercher quelque part, dans un secteur où les travailleurs ont moins de possibilité de résister.

Il faut défendre les services publics dans leur ensemble. Mais comment ? Il ne suffit pas de faire appel aux responsables politiques pour qu'ils rompent avec les pratiques actuelles, comme le fait la CGSP dans son dernier congrès. Comment mettre sur pied une politique des services publics correspondant aux besoins de l'ensemble de la population ? La CGSP doit faire appel à un débat public sur ce problème, débat auquel participe toute la classe ouvrière, et pas seulement les travailleurs des services publics.

Les hommes politiques, dits responsables, sont-ils capables de changer l'état actuel des choses, simplement en faisant pression sur l'État ? Ce gouvernement défend les intérêts des banquiers, de la propriété privée. Pour changer la situation actuelle, il faut envisager un changement social fondamental. Tant que la CGSP ne mettra pas en cause la structure même du système, et ne propose que des réformes, rien ne peut changer. Il est indispensable de mettre en cause le système capitaliste et de là proposer un programme de transformations sociales du pays. Dans toutes les instances, à tous les niveaux, il faut intervenir dans les syndicats, et la CGSP, pour qu'elle réponde par des actions radicales pour imposer un tel programme.

Sommaire

page 2 — Sankara au Nicaragua

— Activité du Parti

page 3 — J. POSADAS : la guerre et la fonction des pays socialistes

— L'Irangate

page 5 — Vie de l'Internationale : Brésil

page 6 — France : la portée de la grève

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Correspondance : «LUTTE OUVRIERE» - Rue des Hellènes, 38 - 1050 Bruxelles
Tél : (02) 648.76.75 - CCP 000-0976234-26 (Pölet)

23e année

numéro 371

mars 1987

10francs

L'enjeu des élections sociales en pleine crise capitaliste

EDITORIAL

Les prochaines élections sociales du mois d'Avril se dérouleront dans un contexte de crise dont la classe ouvrière et la grande majorité des travailleurs continuent à faire les frais. Personne ne débordait d'enthousiasme sur les revendications qu'il est possible d'imposer au patronat par le biais des conseils d'entreprise ou des comités de sécurité et d'hygiène. Ni les uns ni les autres n'ont jamais été les lieux des conquêtes sociales des travailleurs. Mais aujourd'hui, ils sont devenus, en plus, les lieux où l'on fait savoir aux représentants des salariés à quelle sauce ils seront licenciés, rationalisés, diminués ou bloqués dans leurs salaires, exclus des régimes de prépension, etc... tandis que les capitalistes sortent leurs batteries de chiffres pour «démontrer» que les résultats économiques de l'entreprise ne permettent pas de faire autrement.

Cependant, ces élections intéressent la classe ouvrière. C'est, en effet, une des rares occasions qu'on a de voter pour des délégués qui devraient représenter les travailleurs face à la classe patronale, entreprise par entreprise. Elles sont aussi l'occasion de discuter, d'intervenir dans la vie économique et sociale du pays à partir de son lieu de travail. Même si on ne se fait pas d'illusions sur le pouvoir effectif des représentants ouvriers ou employés dans les conseils d'entreprise, c'est une occasion de marquer une position de classe, de soutenir le mouvement syndical qui est la force essentielle en Belgique pour lutter contre le capitalisme. Ces élections vont servir, pour la classe ouvrière, à opposer un front, comme elle l'a fait dans toutes ses luttes et dans les grandes grèves de l'année passée, dans la grande manifestation des 300.000 du 31 Mai à Bruxelles.

Il faut qu'elles soient aussi un moment de bilan et de mise au point dans tout le mouvement syndical, pour voir où en sont les luttes et les revendications des travailleurs, pour se fixer des objectifs en se basant sur une analyse réelle de la société capitaliste en crise, de la situation économique de la Belgique capitaliste dans la crise totale du système. Et c'est aussi intéressant de comparer notre situation de travailleurs dans ce régime et avec les directions syndicales que nous avons, et celle des travailleurs et des syndicats des pays socialistes, en particulier en URSS. Le congrès des syndicats vient de se tenir à Moscou, et c'est une expérience fort utile, car le centre en a été le besoin de démocratiser la vie et l'organisation syndicale, de le débarrasser de sa pesante bureaucratie, de permettre aux collectifs des travailleurs d'avoir un plus grand pouvoir dans l'entreprise et une

prise sur le plan économique établi par l'État ouvrier. A ce congrès, on a posé la nécessité de délégués élus et contrôlés en permanence par les ouvriers, de la participation active à la direction des entreprises (entre autres en élisant directement le directeur, en discutant sur l'échelle des salaires, l'utilisation des fonds sociaux de l'entreprise, etc...)

Quand on fait la comparaison, on voit que les travailleurs soviétiques peuvent parler de «restructuration», de «rationalisation» avec confiance, car cela ne va pas nuire à leurs conditions de vie. Ils parlent aussi de démocratisation, dont nos organisations auraient un grand besoin ici, mais c'est pour avoir une meilleure emprise sur la direction de l'économie, de la planification pour le bien-être de la population.

En Belgique, le gouvernement Martens-Gol n'agit que comme l'instrument du capitalisme. Val Duchesse a signifié une détérioration supplémentaire des conditions de vie de la population travailleuse ou exclue du travail et sans ressources. Pourtant, on apprend par le rapport de la Banque Nationale, que les revenus des Belges se portent bien... Ce qui veut dire en clair que la minorité capitaliste et bourgeoise fait bien porter le poids de sa crise sur la grande majorité populaire. Que ce soit les fluctuations du dollar, des prix du pétrole, les conflits commerciaux entre les capitalistes européens et les États-Unis, que ce soit les dépenses incommensurables de la politique d'armement de l'impérialisme américain et du reste du capitalisme : les conséquences de toutes ces crises retombent toujours sur les masses.

Le Parti Socialiste tend à dire que c'est le résultat de la politique néolibérale de nos gouvernants. Il réduit ainsi la profondeur de la crise à une question de changement de politique gouvernementale, et s'offre à assurer une meilleure gestion s'il revient au pouvoir ou s'il peut y participer en coalition avec une autre force politique catholique ou libérale. Il parle de lutte contre la fraude fiscale et l'évasion des capitaux par exemple. Mais le fait que les capitalistes investissent très peu en Belgique et que les banques et les holdings placent les capitaux là où cela rapporte le plus et le plus vite, ne vient pas d'un «manque de civisme» économique de la part de la bourgeoisie. On ne peut simplement pas l'empêcher de faire la lutte et la recherche féroce du profit.

(Suite page 2)

ÉDITORIAL

Tant que les travailleurs n'auront pas le pouvoir, ils ne pourront pas imposer une réorientation de l'économie, de façon à ce qu'elle développe la production dans l'intérêt de la population du pays ou des échanges de coopération avec les pays socialistes, ou les pays dits du «Tiers-Monde». Lors des dernières réunions entre la CEE et les États-Unis, le capitalisme américain a exprimé ses exigences commerciales. La réponse de nos ministres a été qu'il faut soutenir la politique de Reagan, car si le dollar s'écroule, si l'économie américaine fait faillite, c'est tout le capitalisme qui est entraîné dans sa chute. C'est aussi pour cela que les réunions des six pays les plus industrialisés du monde capitaliste aboutissent à nouveau sur des mesures pour soutenir la monnaie américaine, même si cela coûte aux autres capitalistes (allemands en particulier). Une Europe capitaliste ne sera jamais indépendante du principal dirigeant du capitalisme mondial, les États-Unis.

En Belgique, la situation actuelle ne provient donc pas simplement de l'orientation politique «néo-libérale» du gouvernement, mais de la nature même du régime capitaliste qui est en crise. Les syndicats sont désemparés devant la profondeur de cette crise car tous les recours antérieurs sont devenus complètement inutiles. La réduction à rien du rôle des conseils d'entreprises fait partie de ce problème d'ensemble. On a, par exemple, salué le fait que les négociations entre patronat et organisations syndicales étaient à nouveau «libres» pour établir des conventions salariales. Mais de quelles augmentations s'agit-il en fait ? On discute et on se bat avec acharnement... pour des 1/10%. Des grèves ont éclaté en divers endroits, comme à Sidmar de Gand pour protester contre ces offres ridicules aux travailleurs. Les négociations pour de nouvelles conventions stagnent et piétinent un peu partout et portent sur des sommes très faibles, qui ne vont pas, ni même de très loin, compenser les pertes du pouvoir d'achat des travailleurs et la dégradation des conditions de vie de la grande majorité. Le chômage continue d'augmenter, mais aucune négociation paritaire ne pose le problème de l'embauche. Dans les services publics, à la Poste ou à la SNCB, dans les transports en commun ou dans l'enseignement, on ne parle que d'économie et de restrictions de personnel. C'est une situation qui devient très grave pour un nombre de plus en plus important de gens. Par exemple, 100.000 prépensionnés, à qui l'État avait garanti une certaine sécurité de revenus, se retrouvent avec une indemnité inférieure parfois au minimum-vital.

Tout cela forme le contexte des prochaines élections sociales. Dans la campagne pour ces élections, il faut en parler et ne pas en rester seulement aux problèmes propres à l'entreprise. Si des représentations combattives des travailleurs sont élus au conseil d'entreprise et au comité de sécurité et d'hygiène, il est certain qu'ils ne vont pas pouvoir imposer les revendications anti-capitalistes dans ces conseils. Mais cela va contribuer à améliorer le rapport des forces dans la lutte contre le patronat dans l'entreprise et sur le plan national. Mais alors, il faut continuer plus loin. Il faut rediscuter dans le mouvement ouvrier et dans nos organisations syndicales en premier lieu, un programme pour donner une alternative à la débâcle capitaliste. La nationalisation des holdings financiers sous le contrôle des travailleurs en est un élément essentiel sans lequel la lutte contre la fraude fiscale, les fuites de capitaux etc... n'est qu'une parole. Que les capitalistes paient leur crise, cela reste aussi une revendication primordiale, et donc, pas de licenciements, pas de fermetures d'entreprises, et la diminution du temps de travail pour tous sans perte de salaire, de façon à ce que tous aient du travail. Et cela est à inclure dans un plan économique, que le mouvement ouvrier peut mettre en avant lui-même, pour que l'économie réponde aux besoins de la population et non aux profits de quelques-uns.

THOMAS SANKARA A MANAGUA

exhorte l'humanité à soutenir le Nicaragua

L'exemple de cette identification entre deux révolutions de pays très arriérés et oubliés du système capitaliste, exprime comment se développe aujourd'hui le processus inégal et combiné. Inégal par ses origines. Combiné, quant à ses objectifs révolutionnaires. C'est une tâche fondamentale de soutenir ces deux révolutions qui sont des centres stimulants sur les deux continents, ainsi que de participer aux expériences de progrès qu'ils réalisent, afin de les confirmer et les renforcer pour qu'ils servent aux masses du Burkina, du Nicaragua et du monde entier.

Extrait de "El Nuevo Diario" du 8.11.86

Managua (ANN) - Le Président du Burkina Faso, le Capitaine Thomas Sankara a exhorté la communauté internationale à soutenir le Nicaragua et à diffuser par tous les moyens possibles la lutte des Nicaraguayens contre l'agression imposée par les États-Unis. Sankara, le seul chef d'état étranger ayant participé au meeting central pour le 25e anniversaire du Front Sandiniste, a parlé au nom des 180 délégations politiques présentes à Managua.

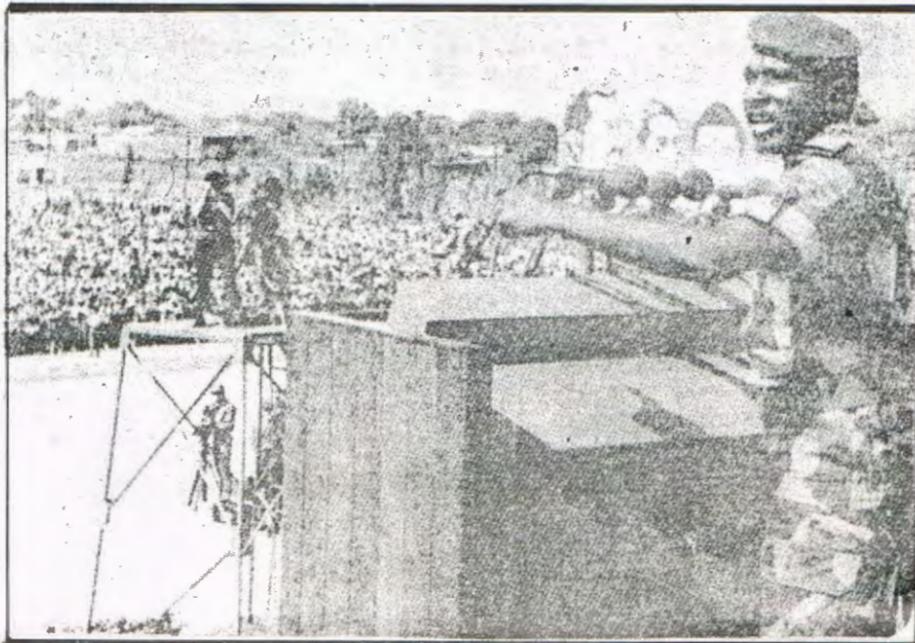
"Nous devons soutenir économiquement le Nicaragua. S'il était détruit, cela ouvrirait une brèche contre la libération des peuples", a ajouté le leader africain qui parlait devant près d'un demi million de personnes.

"La lutte du peuple nicaraguayen doit être soutenue partout dans le monde". Il a aussi qualifié le Nicaragua de nation anti-impérialiste, unie au Burkina dans sa lutte pour la liberté et al justice.

"Les «contras» sont des gens qu'il faut détruire, car ils ont vendu leur âme à l'impérialisme. Vous devez résister aux bombardements, au minage de vos ports, à toutes sortes d'agressions économiques. C'est le devoir de chaque nicaraguayen de faire reculer ces «contras» fantoches.

Il fit également allusion aux luttes de libération d'autres peuples, en mentionnant spécifiquement la Palestine et la Namibie.

"En Afrique, nous sommes confrontés au colonialisme, au néo-colonialisme et à l'impérialisme. La lutte contre l'apartheid est celle de tous les peuples libres, c'est pourquoi nous, les Africains, nous la revendiquons".



ACTIVITE DU PARTI

INAUGURATION DE NOTRE NOUVEAU LOCAL

A la nouvelle adresse de «Lutte Ouvrière», nous avons inauguré les locaux en invitant des amis de diverses organisations politiques et syndicales et des pays socialistes, à une réception amicale.

Ce local, en effet, va servir à l'activité générale du parti, et il est aussi à la disposition des camarades du mouvement syndical, du mouvement de la paix, et d'autres groupes de gauche qui travaillent avec le même objectif que le nôtre : la transformation socialiste de la société et la construction du front de la gauche en Belgique pour avoir un instrument de ces changements.

On peut trouver également dans le local tous les textes du camarade J. Posadas parus en français, et dans d'autres langues, les journaux et diverses publications des différentes sections, et une bibliothèque de livres fondamentaux sur le marxisme, des oeuvres de Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

PROGRAMME DES COURS DE FORMATION AU MARXISME

1. Le matérialisme dialectique
2. Le matérialisme historique
3. Introduction à l'économie politique :
 - la loi de la valeur
 - les lois du capitalisme
 - le capitalisme au stade de l'impérialisme
 - la crise totale du système capitaliste aujourd'hui
4. Les États ouvriers (ou pays socialistes) :
 - L'Union Soviétique - sa fonction dans l'histoire - la Révolution Russe
 - Les autres États ouvriers (Chine, Cuba, Yougoslavie, etc...)
 - Les États ouvriers et le soi-disant «Tiers-Monde»
 - Le processus du nationalisme à l'État ouvrier
5. Histoire du mouvement ouvrier :
 - De la 1re à la 4e Internationale - le Posadisme
 - La fonction des syndicats et du parti dans le régime capitaliste et dans l'État ouvrier.

Ces cours s'étendront sur une ou plusieurs soirées chacun, selon leur extension. Une bibliographie des textes fondamentaux à connaître sera établie en préparation des cours.

Les camarades intéressés peuvent s'adresser au journal pour de plus amples renseignements.

PARTICIPATION DE L'ÉDITION SCIENCE CULTURE ET POLITIQUE A LA FOIRE DU LIVRE DE BRUXELLES

Du 7 au 15 Mars 1987 aura lieu la Foire Internationale du Livre à Bruxelles. L'Édition Science Culture et Politique y tient un stand (NO) - au même endroit que les années précédentes - où vous trouverez toutes les publications de J. Posadas en français, espagnol, portugais, italien, anglais, grec, allemand. Nous attendons votre visite.

La guerre est une conséquence du développement de la société capitaliste, et non de la production d'armements. Le poids de la production d'armements est secondaire dans la détermination des causes de la guerre. Le capitalisme a besoin de faire la guerre.

La grande splendeur du monde capitaliste n'est plus. Il y a un recul. Par contre, il y a une ascension ininterrompue et irrépressible des processus révolutionnaires en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. Des pays sortant du néant ont eu la volonté de progresser. Dans tous ces pays il y a des guerres. Les guerres triomphantes sont celles qui libèrent de l'oppression capitaliste, et ce sont ces pays qui cherchent à organiser l'économie en fonction des besoins de la population. La forme de propriété dominante antérieure était la propriété privée. Maintenant, les pays qui se libèrent organisent la propriété étatisée, de manière à ce que ce soit l'État qui développe l'économie. Ces pays qui se libèrent sont des peuples arriérés économiquement, et dans un sens général, ils le sont aussi culturellement. Mais de tous les aspects - social, économique ou culturel - c'est sous l'aspect culturel qu'ils avancent le plus rapidement. Même sans avoir à manger, ou sans manger plus qu'avant, ces peuples voient et apprennent du monde quelle est la voie pour progresser.

La guerre est une conséquence du système de propriété privée. La propriété privée mène à la crise. Celle-ci, dans les étapes antérieures, se résolvait par des guerres entre les pays capitalistes. Maintenant par contre, sous l'influence des États ouvriers, il y a un affrontement de système contre système. Les guerres de 1870 - 1871, de 1914 et 1939, sont des exemples de guerres inter-capitalistes, et pas seulement de guerres, mais aussi d'occupations. Par exemple, des zones d'Allemagne sont passées à la France. La même chose se produisit avec la Belgique. Il s'agissait de guerres entre pays capitalistes, à une étape où il n'existait par encore d'État ouvrier. Ce n'est pas à cause de l'existence des États ouvriers que le capitalisme fait des guerres. Il y a toujours eu des guerres sous le régime capitaliste.

Les guerres inter-capitalistes ont été motivées par les contradictions du système capitaliste. Il arrive un moment où la production est supérieure au niveau de consommation de la population, et il n'y a pas de marché pour écouler une production si importante. Ceci est une conséquence de la production capitaliste. C'est le système de production lui-même qui conduit à cette crise. Les capitalistes ont des conflits entre eux, et se font la guerre pour s'éliminer mutuellement. De grands trusts mondiaux se forment, mais même si l'Allemagne, l'Angleterre, et les États-Unis ont d'importants consortiums communs, ils s'affrontent encore, car la concurrence entre les pays subsiste.

J. Posadas

La guerre et la fonction des pays socialistes

En même temps, la préparation de la guerre et la production d'armements sont une nécessité vitale pour le capitalisme, car celui-ci les utilise aussi bien pour la lutte inter-capitaliste que contre les masses du monde. Par exemple, lors de la guerre entre la France et l'Allemagne de 1870, la bourgeoisie française, en pleine guerre, a laissé les Prussiens entrer en France pour liquider la Commune de Paris.

La guerre n'est pas le résultat de la mauvaise volonté ou de l'existence de gens mauvais. Cela existe, mais ce n'est pas déterminant. Ce qui l'est, c'est la logique de la production sous le régime de propriété privée. La guerre ne date pas d'aujourd'hui. Elle est une conséquence naturelle de la vie du système capitaliste. Elle ne surgit pas par hasard, ou parce que la crise est arrivée à un degré imprévisible, mais elle est la conséquence logique du système capitaliste. C'est pour cela qu'il s'y prépare.

En même temps que les grandes guerres, il y a eu partout de «petites grandes» guerres, comme par exemple l'intervention de l'impérialisme en Indonésie. Le gouvernement de Sukarno, qui était social-démocrate, essayait de prendre une série de mesures de développement de l'économie du pays. Le capitalisme mondial appuya l'impérialisme hollandais pour mettre Sukarno en échec. Mais il se débarrassa ensuite de l'impérialisme hollandais. Ils chassèrent le gouvernement qui était en train d'adopter des mesures favorables au développement de l'économie du pays et des masses, et en même temps, ils écartèrent leur principal concurrent qui était l'impérialisme hollandais. Ils ne l'ont pas complètement mis dehors. Ils lui ont laissé une certaine participation afin de garder un associé contre un possible soulèvement. Voilà un exemple des différentes formes de guerres capitalistes.

La guerre de l'impérialisme yankee contre Cuba en est un autre exemple. Cuba a connu la domination espagnole jusqu'en 1898, année où les Espagnols durent accorder l'indépendance. Mais les Yankees prirent leur place et les masses continuèrent la lutte contre l'impérialisme yankee. Celui-ci s'empara de la moitié de l'île. Maintenant encore, la province de Guantanamo est sous la domination de l'impérialisme. C'est une des façons les plus brutales, assassines et criminelles d'empêcher le progrès objectif de la population. Les Yankees ont le pouvoir militaire à Guantanamo, et ils utilisent cette région à cette fin.

Guantanamo n'a aucune valeur économique. Et même du point de vue militaire, elle n'a pas d'importance. Une seule bombe atomique la ferait disparaître. Les Yankees savent cela, mais ils ne s'en vont pas, car ce serait une démonstration de faiblesse très grande qui stimulerait la révolution dans toute l'Amérique Latine. C'est aussi une base militaire pour intervenir dans tous les pays d'Amérique Latine. Elle n'a aucune valeur du point de vue stratégique militaire, mais elle en a une pour faire pression sur Cuba et pour envoyer des armes à d'autres endroits.

Mais d'un point de vue historique, elle n'en a pas. La base yankee sera éliminée avec une seule bombe atomique quand commencera l'affrontement atomique.

Tous ces endroits stratégiques, qui étaient importants à une autre étape de l'histoire, n'ont aujourd'hui aucune valeur. De même la marine, au sens général, n'a plus de valeur. Elle a un rôle comme moyen de transport et comme porteur d'armes atomiques, mais elle a perdu toute autre valeur militaire. Par contre, l'aviation a encore une certaine valeur. Mais c'est surtout la relation entre la population et l'armée qui vient occuper le pays qui a de l'importance et vaut plus que toutes les marines et les aviations réunies. Les Soviétiques savent qu'ils

comptent sur l'accueil de la population et qu'ils vont recevoir du pain et de l'eau. Les Yankees, par contre, seront reçus à coups de balles et de merde.

La production capitaliste conduit à la crise, et la crise pousse l'impérialisme à chercher une issue contre ses rivaux capitalistes. Quand les rivalités ne peuvent se résoudre à travers la concurrence économique, alors vient la guerre. La guerre est inhérente au système capitaliste et non aux États ouvriers. La guerre que prépare le capitalisme contre les États ouvriers a pour objectif d'essayer d'arrêter le progrès de l'histoire. La guerre est un résultat du capitalisme. Il n'y a pas une seule guerre entre des États ouvriers. L'invasion du Vietnam par la Chine n'est pas la guerre d'un État ouvrier contre un autre, mais celle d'une camarilla contre-révolutionnaire - celle de la Chine - contre l'État ouvrier vietnamien. Ils n'ont envoyé qu'un nombre limité de soldats pour cette invasion, et cette action a elle-même été limitée. Ils ont vite dû s'en aller. Ils n'ont pas atteint leur objectif de «donner une leçon au Vietnam», ils ont dû partir avant d'être mis eux-mêmes en face d'une rébellion intérieure, sinon ils seraient restés. Mais en même temps qu'ils avaient peur d'une rébellion du peuple chinois à cause de cette invasion, ils avaient peur aussi d'une intervention soviétique. Les Soviétiques n'allaient pas se contenter d'une intervention, ils allaient s'appuyer sur l'opposition révolutionnaire intérieure chinoise pour la renforcer et la développer. C'est dans ce sens que les impérialistes yankees, après avoir vu qu'ils n'auraient pas de succès, ont conseillé aux Chinois : «Allez-vous-en». Ils voyaient comment cela allait tourner. Ils ont alors conseillé aux Chinois de s'en aller.

Le système capitaliste, par nécessité logique de son régime de production, conduit à la guerre, comme il conduit à la crise qu'est en train de vivre, par exemple, l'Allemagne. Mais à l'étape actuelle de l'histoire, la nature de la guerre entre pays capitalistes a changé. C'est une guerre sans armes, mais bien profonde, de dépècement économique, commercial, car maintenant ils ont en face d'eux les États ouvriers qui les empêchent de s'affronter militairement entre eux.

La crise du capitalisme s'exprime dans la production, les finances, l'accumulation et l'exportation de capitaux, et en même temps, la concentration de capitaux se fait chaque fois plus importante dans les multinationales. Marx, ainsi que Kautsky, décrivent la guerre inévitable du système capitaliste avec une anticipation de 70 ans, non simplement parce que les capitalistes étaient mauvais - ils le sont -, mais parce que leur système menait à cela. Les États ouvriers, par contre, n'ont pas besoin de la guerre. La guerre des Chinois contre le Vietnam était une guerre d'essai d'une camarilla contre-révolutionnaire. Il ne s'agit pas de l'État

(Suite page 4)

RÉSOLUTION DU BUREAU EUROPÉEN :

L'«IRANGATE» ET LA CRISE DE L'IMPERIALISME

Ce qu'on appelle «l'Iranganate» est une expression de l'aiguïssement de la crise globale de l'impérialisme yankee et du système capitaliste. La dénonciation du trafic d'armes, mais surtout de la façon dont l'impérialisme organise et dirige les mouvements contre-révolutionnaires dans le monde, fait partie d'une féroce lutte interne. Les méthodes qui sont dénoncées comme étant hors-la-loi sont les méthodes normales avec lesquelles l'impérialisme intervient. Ce qui par contre n'est pas normal, c'est la dénonciation publique. Quand ceux qui savent en arrivent là, c'est qu'ils ont intérêt à porter un coup à Reagan. C'est la forme que prend la lutte politique aux États-Unis, une forme de guerre de camarillas, dont le motif n'est pas la légalité de l'action, mais la mise en question de la politique extérieure de Reagan.

Ce n'est pas une crise normale. Le fond de cette crise est l'absence de base sociale de la direction de l'impérialisme. Les récentes élections aux États-Unis ont été une démonstration du rejet de ce système de gouvernement par le peuple nord-américain. Ce rejet s'est exprimé par l'abstention la plus grande de l'histoire des élections aux États-Unis. 32% de gens seulement ont voté, ce qui signifie que celui qui a gagné n'a que 17% des voix, et donc qu'il représente une petite minorité. Voilà ce qu'est la «démocratie» yankee. C'est ce que voient les masses du monde, et ce que sent la bourgeoisie mondiale et nord-américaine. Ceci élève ses divergences, son sentiment d'insécurité, et par conséquent sa crise. «L'Iranganate» est la démonstration de ce processus.

Ces événements montrent que l'impérialisme yankee ne peut déjà plus sup-

porter un accord avec l'Union Soviétique. Reagan est allé à Reykjavik pour parvenir à un accord, sinon il ne se serait pas dérangé. Mais les secteurs qui décident, le grand capital lié aux sphères militaires, ont empêché Reagan de signer l'accord. Ce fut la raison de la confusion des yankees en Islande, qui apparaissaient comme des pantins. Postérieurement, ils ont imposé la reculade dans tous les accords partiels auxquels ils étaient parvenus. C'est la raison pour laquelle la dénonciation des ventes d'armes à l'Iran et de toute l'organisation de l'aide à la contre-révolution dans le monde sort à la lumière maintenant. C'est qu'en partie Reagan avait intérêt à parvenir à un accord avec les Soviétiques pour gagner une certaine autorité vis-à-vis de la population des États-Unis, et qu'il devait répondre à la pression de la bourgeoisie

européenne et gagner ainsi du temps dans les préparatifs de guerre. Par contre, les secteurs qui décident au sein de l'impérialisme yankee s'y opposent, car ils ont peur qu'un accord permette le développement de la révolution dans le monde et à certains secteurs des différentes bourgeoisies de parvenir à des accords bilatéraux avec les Soviétiques.

Cela fait aussi partie de la concurrence économique entre les yankees et les bourgeoisies d'Europe et du Japon, car tandis que les yankees doivent dépenser une très grande partie de leur budget en armements, la bourgeoisie allemande et japonaise dépense beaucoup moins. Et dans le cas d'une certaine détente dans le monde, ceci va favoriser la concurrence

(Suite page 5)

ouvrier, mais d'une direction contre-révolutionnaire.

La Yougoslavie, qui a eu de multiples conflits avec la direction de l'URSS, n'a jamais été envahie par l'URSS. Ce n'était pas grâce au fait que le capitalisme l'aurait défendue, mais parce que toute la structure de l'État ouvrier était opposée à la guerre avec la Yougoslavie. Ce n'est pas l'impérialisme qui donna des garanties à la Yougoslavie. Les Soviétiques seraient entrés s'ils l'avaient voulu, avec ou sans garanties.

Lors de la Deuxième Guerre Mondiale, les Américains et les Anglais donnèrent des garanties à l'Allemagne d'Hitler pour qu'elle envahisse l'URSS. Churchill alla même jusqu'à proposer de laisser les Allemands envahir l'URSS pour les écraser ensuite les uns et les autres. Les Yankees s'y opposèrent. Ils voyaient que c'était une folie, car ils allaient rencontrer l'opposition de tout le monde, de la classe ouvrière, et favoriser le renforcement de l'Europe contre eux. Il s'agit là des contradictions du système capitaliste et de son antagonisme avec l'État ouvrier.

L'État ouvrier n'a pas besoin des guerres. Quand il y a des attitudes contre-révolutionnaires, belliqueuses, comme celles des Chinois, ce n'est pas le produit de l'État ouvrier, mais celui de la direction contre-révolutionnaire. Ce fut aussi le cas à l'époque de Staline, quand celui-ci a assassiné la direction bolchevique. Ceci n'est pas un produit de l'État ouvrier. Sa structure n'a pas besoin de guerre, ni d'assassinat. C'est la direction politique usurpatrice du pouvoir qui assassine et fait la guerre.

La guerre n'est pas nécessaire à l'État ouvrier pour vivre et progresser. Au contraire, celui-ci a besoin du développement de relations logiques au sein de la population. Dans le système capitaliste c'est le contraire, car c'est un système basé sur le profit. L'État ouvrier n'est pas basé sur le profit, mais sur le développement de la production, de la science et de la culture. Il y a un développement immense en URSS, qui n'est pas seulement économique, mais aussi scientifique et culturel. Les États ouvriers ne se développent pas en s'opposant entre eux, ou en se faisant la concurrence. Ils tendent par nécessité logique à unifier leurs économies, les relations sociales, scientifiques, culturelles. S'ils ne le réalisent pas encore, c'est à cause des limitations des directions des États ouvriers. Mais même ainsi, le progrès des États ouvriers est immense depuis 1945. Aucun État ouvrier ne connaît le chômage ou la faim.

Les États ouvriers ont su, pour se développer, mettre à profit la structure de la production qui existait déjà dans le régime capitaliste antérieur. Les États ouvriers ont dû partir de cette structure. Postérieurement, ils vont changer, mais pour l'instant ils ne peuvent pas, premièrement parce que sur le plan technique ils dépendent d'une structure déjà établie. Les États ouvriers partent du système capitaliste, de sa structure économique et sociale, pour construire le socialisme. Ils changent la structure sociale, et cela peut se faire car il s'agit d'une relation de direction. Par contre, ils ne peuvent en faire autant de la structure économique, parce qu'il y a déjà une structure matérielle pré-établie. C'est le capitalisme qui a créé la technique de la production. Les États ouvriers ont dû partir de cette technique. Ils sont déjà en condition de dépasser cette technique et d'en utiliser une supérieure, mais il faut pour cela que des rapports plus élevés se développent au sein de l'État ouvrier.

Les États ouvriers héritent de la structure établie par le système capitaliste, et doivent, à partir de là, aller vers une structure supérieure. Ils annulent ainsi les vieilles structures, parce qu'ils construisent un système de production en fonction des besoins et des intérêts de la population. Le système capitaliste fonctionne sur la base du profit, tandis que les États ouvriers fonctionnent sur la base du développement social. Mais la structure économique et sociale de laquelle ils ont dû partir provient du système capitaliste.

La guerre et la fonction des pays socialistes

En fait, 60 ans d'État ouvrier, cela fait peu d'années pour dépasser le capitalisme, si l'on tient compte que les États ouvriers doivent coexister avec le capitalisme. Ils doivent consacrer près de 50% de leurs ressources aux dépenses de guerre au lieu de les utiliser pour le développement. Si on avait déjà liquidé le capitalisme, le développement de la production serait énorme.

Les États ouvriers ont dû créer la structure technique de leur production, tandis que le capitalisme s'était déjà structuré au sein du féodalisme. Les États ouvriers doivent se doter d'une structure technique avec des directions bureaucratiques, et même assassines comme Staline ou Kroutchev, qui limitaient et annulaient ce développement. Kroutchev essayait, entre autres choses, d'empêcher le développement de la Chine. Il voulait soutenir la Chine contre le capitalisme, mais sans qu'elle se développe. Il faisait cela pour empêcher la Chine de devenir un concurrent - non pas économique ou commercial, mais social - qui allait développer un centre révolutionnaire dans le monde, et influencer l'URSS.

Si les États ouvriers n'avancent pas plus, c'est parce qu'ils n'ont pas la direction nécessaire. L'URSS est le deuxième pays en importance dans le monde, et sur beaucoup d'aspects, elle occupe la première place. Par exemple, dans la production industrielle, elle est supérieure même à l'Allemagne capitaliste dans la production technico-scientifique. Les voyages dans l'espace que font les Soviétiques depuis deux ans, en changeant les cosmonautes dans les Soyuz, expriment aussi le niveau de la production industrielle. Ce n'est pas une production d'articles de consommation, mais c'est une production pour l'intelligence humaine qui va, avec le temps, éliminer l'autre type de production.

Le capitalisme développe une structure scientifique qui provenait du féodalisme, tandis que l'État ouvrier doit tout acquérir. Il consacre en outre une importante attention aux problèmes de développement de l'humanité, comme en témoignent les voyages dans l'espace. Cela montre la confiance et la certitude de ce que la vie sur terre, pour continuer, doit se lier avec le cosmos.

Les États ouvriers doivent cohabiter avec le capitalisme, ce qui a pour conséquence d'affaiblir leur développement et leur préparation technique. Ils doivent aussi créer une nouvelle direction dans l'histoire, après être passés par l'étape de Staline et de la guerre qui a détruit la moitié du monde.

Le capitalisme c'est la guerre, le socialisme c'est la paix. Ce n'est pas une déclaration, une maxime ou un mot d'ordre, mais une conclusion logique. Le capitalisme engendre la guerre pour vivre. L'État ouvrier, lui, doit engendrer la paix pour vivre. Ce sont les directions qui réduisent la portée de cette conclusion. Elles la limitent, mais elles ne l'empêchent pas. La preuve en est que les Chinois ont dû s'en aller du Vietnam. Au moment de l'invasion, les Vietnamiens n'en ont pas profité pour massacrer les Chinois ou la population chinoise. Ils auraient pu le faire.

Rien n'empêchait les Vietnamiens d'utiliser les avions pour bombarder la population chinoise. Au lieu de cela, ils laissèrent s'en aller les Chinois, non par peur, mais parce que l'objectif de l'État ouvrier n'est pas la guerre contre un autre État ouvrier. Le retrait des Chinois est dû aussi, en partie, à cette conclusion. L'État ouvrier chinois ne peut exercer la même action criminelle que l'impérialis-

me. Les Chinois se sont retirés, ce n'est pas seulement par peur de l'URSS, mais aussi par peur de la réaction intérieure dans laquelle est incluse la force de l'Union Soviétique.

Pour mesurer l'état actuel du capitalisme, il suffit de voir ce qui se passe en Allemagne capitaliste. Une des grandes conquêtes de l'humanité, c'est que le travail est un droit avant d'être une obligation. Dans le système de propriété privée, c'est un droit. Celui-ci doit donner du travail, sinon c'est la mort. Cela entraîne d'autres droits : le droit de vote, le droit d'être élu, d'être protégé par la loi, de participer à la direction de la société. L'Allemagne compte deux millions et demi d'ouvriers qui n'ont aucun droit politique, pas même sur le plan municipal. Les ouvriers étrangers n'ont aucun droit. Leurs enfants, qui sont nés et vivent en Allemagne, n'ont même pas la nationalité allemande. Voilà ce qu'est le système capitaliste ! Il n'y a rien de comparable dans l'État ouvrier.

L'État ouvrier est seulement en train de s'organiser, alors que le capitalisme a des centaines d'années d'existence. Le système de propriété privée est vieux de milliers d'années. Il passe d'un mode de fonctionnement à un autre, mais le régime de propriété reste le même. L'esclavage, le féodalisme, le capitalisme, ont en commun leur régime de propriété, tout en ayant un système de production différent. Une des conquêtes qu'a fait la bourgeoisie sur le féodalisme est le suffrage universel. Et pourquoi les ouvriers étrangers ne votent-ils pas en Allemagne ? Ils sont deux millions et demi ! Pourquoi leurs enfants ne votent-ils pas ?

L'État ouvrier est le représentant d'une société supérieure. Cela ne signifie pas qu'il a une direction juste, apte à représenter cette nécessité, mais il a une direction qui représente la nécessité de cette société. Elle n'a pas encore la capacité et la politique nécessaires, mais il faut tenir compte du fait que la classe ouvrière, pour la première fois dans l'histoire, cherche à diriger la société. L'URSS est un exemple de la sécurité et de la construction du socialisme. Les masses soviétiques ont supporté Staline et Hitler. Quand Hitler accéda au pouvoir, le capitalisme mondial chercha à ce que l'URSS résiste à Hitler, de manière à affaiblir Hitler et l'URSS. Il chercha aussi à ce que les ouvriers se soulèvent contre Staline. Les ouvriers ont dit : « Il faut liquider Hitler, et après, nous réglerons nos comptes avec Staline ». La conscience des ouvriers venait de l'assurance que crée l'État ouvrier. C'est pour cela que Hitler a perdu. Ce n'est pas à cause de l'intervention des États-Unis, mais parce que les ouvriers de l'Union Soviétique et les masses du monde se sont concentrés dans la défense de l'URSS contre le nazisme. Après, ils ont mis Staline à la porte et l'histoire a progressé. L'Union Soviétique est devenue ce qu'elle est, en partant de rien, à cause de la forme de société qu'elle a créée : la propriété étatisée, la planification de la production, le développement de la science, de la culture et du niveau politique de la société.

L'URSS n'est pas une société contradictoire. C'est une société qui apprend à être dirigée et qui connaît un progrès ininterrompu. En Allemagne, ce n'est pas comme cela. Il y a deux millions et demi d'ouvriers étrangers qui n'ont pas de droits politiques, il y a des problèmes de chômage, de manque de logements, d'augmentation du coût de la vie. Cela montre qu'il n'y a pas de libertés démocratiques, alors que la base de la société capitaliste en Allemagne, c'est la « liberté ».

En URSS, la base de la société n'est pas la « liberté démocratique », c'est la propriété étatisée, la planification de l'économie, le développement de la lutte contre le capitalisme dans le monde. Telle est la base de la société soviétique, et pour maintenir cela au niveau le plus élevé, la démocratie soviétique est nécessaire, elle sert à cette fin.

L'Allemagne capitaliste s'est développée après la Deuxième Guerre Mondiale, mais non à cause de sa propre capacité. L'impérialisme a donné une immense quantité de millions de dollars pour développer l'Allemagne, de façon à ce qu'elle soit un pont contre l'État ouvrier. Voilà la base essentielle du développement de l'Allemagne. Elle n'a pas trouvé d'elle-même la force de se développer après la guerre. D'où a-t-elle obtenu les capitaux ? L'impérialisme, au moyen du Plan Marshall *, destina une immense quantité de dollars pour que l'Allemagne se développe et serve d'opposition, d'entrave au développement des États ouvriers. Mais actuellement, l'Allemagne est un pays occupé par les Anglais, les Français, les Nord-Américains. Elle dépend de l'impérialisme français, anglais, et surtout yankee, et n'a ni droits démocratiques, ni forces militaires propres. C'est un pays assujéti, et qu'on a développé pour qu'il ait des forces pour affronter les États ouvriers, mais aussi pour empêcher son développement économique indépendant, qui lui aurait donné des droits militaires et sociaux. Si l'Allemagne s'était développée militairement, elle aurait déjà fait une autre guerre avec la France et l'Angleterre.

L'élimination du système capitaliste est la solution pour en finir avec les guerres, le chômage, la faim, l'exploitation des ouvriers étrangers et des ouvriers de chaque pays. La façon d'en finir avec la guerre est d'éliminer le système capitaliste.

J. POSADAS
22 Mars 1981.

* C'est ainsi que fut nommé (du nom d'un des généraux américains qui prit part à la IIe Guerre Mondiale) le programme des États-Unis établi en 1947, sous la direction du Président Truman, pour intervenir dans l'économie de l'Europe occidentale afin de contrer l'avance de l'influence de l'Union Soviétique en Europe. Ce plan comprenait l'offre de crédits très importants destinés à redresser l'industrie européenne détruite par la guerre, et à financer certains programmes sociaux pour créer une base sociale d'appui parmi les travailleurs. Ce plan signifiait une accélération de la division de l'Europe, et en particulier de l'Allemagne, dont le secteur occidental fut le principal bénéficiaire. Il signifie aussi la consécration de la prédominance économique des États-Unis.

SOUTENEZ Lutte Ouvrière

périodique bimestriel
Abonnement annuel : 200 F
Abonnement de soutien :

600 F
A verser au CCP de C. Pôlet
n° 000-0976234-26
éditeur responsable :
Pôlet Claudine
rue des Hellènes, 38
1050 Bruxelles

Abonnez-vous !

L'«IRANGATE» ET LA CRISE DE L'IMPERIALISME

des Allemands et des Japonais. La raison fondamentale vient du fait que sans un climat de guerre et d'affrontements avec les États ouvriers, le système capitaliste n'est pas capable de maintenir une certaine unité avec les bourgeoisies, ni sa pression militaire dans le monde. Mais il ne peut pas non plus parvenir ainsi à imposer au monde sa politique et obtenir l'obéissance des bourgeoisies. C'est pour cela que Reagan est passé de l'échec de l'attaque à la Libye à se rendre à Reykjavik en pacifiste afin de gagner du temps.

L'impérialisme ne peut avoir d'autre politique que celle de préparer la guerre contre les États ouvriers. L'étape actuelle du processus historique est déterminée par le conflit système contre système, parce que le capitalisme perd sa force, son pouvoir, que sa crise augmente et qu'il ne peut réagir de façon raisonnée en abandonnant sa place dans l'histoire. C'est ainsi que le petit Nicaragua révolutionnaire apparaît face à l'impérialisme comme un monstre à mille têtes. Tout en ayant la force d'écraser cent fois le Nicaragua, l'impérialisme américain doit recourir à des expédients clandestins pour soutenir les contre-révolutionnaires, comme ce qui s'est passé avec l'avion que les sandinistes ont abattu. Et l'insécurité des marchands qui travaillent pour l'impérialisme est tellement grande que ce dernier a immédiatement parlé du «valeur agent de la CIA». Cela signifie qu'il sent que tout son pouvoir militaire est insuffisant pour affronter la révolution. Cela vient aussi de l'attitude du peuple nord-américain qui s'oppose aux actions de l'impérialisme et à la guerre avec les Soviétiques.

Le colonel North, appelé «Rambo», pleure devant les députés et n'est pas capable de se présenter comme quelqu'un qui a mené une action nécessaire pour la défense du «monde libre occidental», quoique illégale, parce qu'ils savent tous qu'ils n'ont pas raison socialement. C'est de là que vient toute la faiblesse morale des serviteurs de l'impérialisme. N'importe quel fonctionnaire soviétique agit avec l'assurance de représenter un régime social supérieur. La petite-bourgeoisie voit comment agit Gorbatchev, et en général les dirigeants soviétiques. Elle voit aussi comment agissent les yankees et qu'ils n'ont aucune idée, aucune pensée qui soit l'expression d'une préoccupation culturelle, scientifique, artistique. Bien au contraire, ils sont dominés par la sensation de ceux qui agissent contre la vie des gens au nom des intérêts d'une caste. C'est pour cela que les représentants yankees n'agissent pas en fonction d'une perspective comme le font les Soviétiques.

Cette crise de l'impérialisme yankee ne va pas s'arrêter là, ni même avec la chute de Reagan. Ils veulent l'éliminer parce qu'il ne leur sert déjà plus, quoiqu'il n'ait jamais décidé par lui-même. Quel que soit le président des États-Unis, il doit suivre la politique de préparation de guerre, qui est la politique que Carter a menée. La différence entre l'un et l'autre, c'est que Reagan a voulu accélérer dès le début les préparatifs de guerre en croyant pouvoir imposer à l'URSS l'arrêt de son appui à la révolution. Comme tout ceci a échoué, parce que la politique de l'URSS ne s'est pas modifiée en ce qui concerne l'appui au processus révolutionnaire mondial, mais qu'au contraire sa relation avec le monde s'est élevée politiquement, c'est Reagan qui a dû changer. Et il a fini par traiter des affaires avec l'Iran.

Du point de vue économique, les États-Unis ne peuvent pas se passer de la production d'armements, et des plus sophistiqués, nucléaires, électroniques, à rayons laser, là où les yankees n'ont aucun concurrent dans le monde capitaliste. La soi-disant guerre des étoiles fait partie de ce processus. Et après la guerre des étoiles, ils vont créer autre chose, parce qu'ils ont besoin militairement et politiquement de rechercher l'arme invincible, ou pour des raisons économiques. Avec la guerre des étoiles, ils cherchent à créer une structure industrielle qu'ils dirigent et dans laquelle ils incluent l'Europe et le Japon, afin de soumettre les bourgeoisies de ces pays à leurs plans, en faisant croire qu'ils peuvent résoudre leurs problèmes de marché. Mais ce plan n'a aucune perspective. La bourgeoisie européenne participe pour en tirer certains avantages et gagner quelques dollars de plus, mais elle est consciente que les yankees ne vont rien donner d'important, et qu'au contraire ils vont s'approprier la technologie européenne par l'intermédiaire de ce système, pour répondre à leurs propres intérêts, et pouvoir décider ensuite. Voilà la nature du système capitaliste : ils ne peuvent éliminer la concurrence même dans l'exécution d'un projet qui en théorie devrait servir à leurs intérêts communs historiques de classe.

Les partis ouvriers, communistes et socialistes, ne discutent pas ces problèmes et par conséquent, ne peuvent pas prévoir. Le Parti Communiste Italien parlait de Reagan comme d'un phénomène extraordinaire, que les gens appuyait, etc... Alors comment peut-il se faire que d'un seul coup, les gens ne l'appuient plus ? C'est que tous les sondages réalisés aux États-Unis sont fabriqués en fonction de l'intérêt du moment du secteur qui les développe. Reagan a été élu avec un peu plus de 20% des voix, et aujourd'hui il a obtenu beaucoup moins dans les dernières élections. Comment alors mesurer le peuple nord-américain, en fonction de la minorité qui a voté Reagan ou ses candidats, ou en fonction de la majorité qui n'a pas voté ou qui a voté contre Reagan ?

Les masses nord-américaines sont sensibles au processus mondial. La fillette qui s'est rendue en URSS à l'invitation d'Andropov, Samantha Smith, et qui a été ensuite assassinée, s'est multipliée par milliers aux États-Unis. Aucune organisation ne représente cela, du fait du manque d'expérience, de tradition et de vie de parti, de syndicats aux États-Unis. Même ainsi, c'est l'expression de l'inclination du peuple nord-américain contre la guerre avec les États ouvriers. Il s'agit également de couches de la bourgeoisie qui, en perdant confiance dans la structure impérialiste des États-Unis, finissent par s'opposer à cette politique. C'est pour cette raison que l'église catholique des États-Unis s'oppose aux plans militaires du gouvernement et appuie le Nicaragua.

Il est nécessaire de discuter ces problèmes dans le mouvement pacifiste, non comme des aspects de propagande contre l'impérialisme, mais comme faisant partie des problèmes essentiels de la culture de cette étape de l'histoire. Les États ouvriers, l'URSS en particulier qui est en train de promouvoir d'importantes réunions pour la paix, doivent le poser d'une façon plus profonde et impulser cette discussion au sein des partis communistes. Le front unique mondial contre l'impérialisme est objectivement plus vif chaque jour, mais il a besoin d'une programmation plus consciente pour obtenir des effets organisatifs et pratiques plus grands : développer la lutte contre le système capitaliste pour pouvoir créer les conditions et les relations nécessaires à la paix.

11 Décembre 1986.

VIE DE L'INTERNATIONALE

BRÉSIL : BILAN DE LA PARTICIPATION DES CANDIDATS POSADISTES AUX ÉLECTIONS

Les candidats posadistes aux élections du 15 Novembre dernier ont obtenu ensemble 3.170 voix. Les posadistes sont intervenus avec 4 candidats : Beto Almeida sur la liste du PSB à Brasilia a obtenu 700 voix ; sur les listes du PT (Parti du Travail de Lula) à Paraíba, Severino Dantas 1.450 ; à Minas Gerais, Eduardo Dumont 680 ; à Rio de Janeiro, Celso Agra en a eu 340.

Ces candidatures au Brésil font partie de l'objectif mondial de la IVe Internationale Posadiste d'intervenir dans le processus de l'histoire pour contribuer à des expériences de formation politique, théorique, programmatique des directions de ce processus révolutionnaire qui est apte historiquement pour le socialisme, mais qui ne compte pas de direction consciente.

Tout en considérant que, sans la présence physique de J. Posadas et sans son élaboration quotidienne, l'Internationale Posadiste réduit immensément la partie de sa vision politique et de sa contribution au processus révolutionnaire, nous avons la pleine conviction que l'oeuvre, les principes et la méthode laissés par Posadas, restent toujours en vigueur, et sont un instrument irremplaçable pour l'élaboration d'une politique consciente de la part des directions.

L'activité électorale des cadres posadistes s'inscrit dans cet objectif. Elle ne permet aucun espoir de changer le pays au travers de la Constituante, ni de remplacer par une agitation électorale le processus de formation de la direction politique révolutionnaire des masses. C'est l'activité électorale qui doit se soumettre à l'objectif plus vaste de la formation de cette direction.

Tous les candidats posadistes sont intervenus avec un programme. Ils ont proposé des solutions aux problèmes nationaux, ils ont proposé une issue combinant des mesures démocratiques avec des mesures de transformation économiques et sociales.

Les candidats posadistes ont aussi défendu la nécessité d'un front unique anti-impérialiste dans le pays et que, dans ce front, les instruments des masses (PT, syndicats, associations de quartiers) élèvent la lutte pour des revendications anti-capitalistes. Cette proposition surgit du fait qu'une issue à court terme pour ce processus aura un caractère anti-impérialiste, étant donné que la classe ouvrière n'a pas de poids, ni d'instruments pour imposer sa propre issue. En même temps, une série de secteurs non ouvriers, ou classe moyenne, de petits et moyens agriculteurs et industriels, sont intéressés à une solution contre l'impérialisme. De là surgit la nécessité, sur le terrain politique, d'une tactique de front entre le PT, les syndicats, et des secteurs progressistes de l'Église, de l'armée, du PDT, du PMDB, sur la base d'un programme de mesures démocratiques et anti-impérialistes. Un mouvement de cette nature peut mobiliser les grandes masses à bref délai. Dans le cours même de leur intervention, les masses approfondiront le caractère de ce mouvement.

À Brasilia particulièrement, notre camarade Beto Almeida a organisé une expérience importante de front unique, en publiant un journal «Courrier Socialiste», avec un tirage de 5.000 exemplaires et défendant des candidats de plusieurs partis de gauche à la fois (PT, PDT, PCB, PSB) dont il publiait des interviews, des articles. Cette activité a eu une continuité dans l'intervention ultérieure des camarades posadistes dans le Comité de Front Unique chargé de préparer les mobilisations contre les mesures gouvernementales et pour la grève générale à Brasilia.

Tous les candidats ont aussi défendu ouvertement les États ouvriers (pays socialistes) comme une expérience vivante et nécessaire, comme un exemple pour sortir de l'arriération économique, culturelle, scientifique, imposée par le capitalisme. Dans leur campagne électorale, les candidats ont appelé l'avant-garde à discuter l'expérience de Cuba, de l'URSS, de la Bulgarie, du Vietnam, de la Chine et de tous les pays socialistes.

Les candidatures posadistes furent un moyen de stimuler, au travers de conférences, de films, de publications, de vie culturelle, la préoccupation scientifique pour tous les aspects de la création humaine.

Ce n'est pas par hasard que 3 de nos candidats sur 4 soient militants et candidats du PT. Dans tous les États où cela fut possible, nous nous sommes présentés avec le PT parce que nous considérons que celui-ci concentre l'expérience la plus élevée de la classe ouvrière et de l'avant-garde au Brésil. Il s'agit d'une expérience en cours, qui n'a pas la même importance ni le même poids dans tous les États du Brésil, et qui ne concentre pas à lui seul toute l'avant-garde du Brésil. À Brasilia, du fait des conditions particulières que nous n'avons pas choisies, nous sommes intervenus au travers du PSB, mais en menant une profonde activité électorale adressée à toute l'avant-garde, PT inclus. Après la campagne, Beto Almeida a été sollicité par des camarades du PT pour y entrer. Il était juste d'utiliser les moyens disponibles pendant cette période électorale pour intervenir avec notre politique, notre programme, et avoir une emprise sur un processus beaucoup plus large, où le PSB nous a permis d'avoir une tribune pour agir.

Tous les candidats posadistes ont participé aux élections avec infiniment peu de moyens économiques. Si le manque de moyens pèse sur un parti comme le PT, il pèse encore plus sur un parti comme le nôtre qui lutte pour des idées, un programme et des principes, et ne donne pas la priorité à l'activité syndicale ou de quartier. Nous utilisons les moyens dont nous disposons pour intervenir dans les secteurs décisifs de l'avant-garde. Les votes en faveur de nos candidats ne sont pas essentiellement des votes de protestation ou de circonstances. Ce sont des voix données pour impulser une discussion, des idées, une perspective, bien déterminées par ce processus.

Nous valorisons beaucoup les 3.170 voix que les posadistes ont obtenus au Brésil. Ces voix n'expriment pas toute l'influence du posadisme dans le pays, étant donné que notre activité, par sa nature même, tend à influencer des organismes de masses qui décident dans la prochaine étape du processus. De là notre conviction que beaucoup des votes obtenus par le PT, le PCB, le PDT ou le PSB expriment une influence de l'activité posadiste. En général, les voix qui sont allées aux posadistes proviennent d'une avant-garde favorable au parti de Lula, mais dont la vision politique va plus loin que la perspective immédiate du PT. Ce sont aussi des votes de militants ou d'ex-militants du Parti Communiste, qui sont insatisfaits de la politique de leur direction. Ce sont des voix de militants qui ont une préoccupation de dirigeants et un pouvoir d'influence et d'extension immense.

(Suite page 6)

en France

La portée des grèves dans les services publics

Le mouvement étudiant a été le révélateur du profond mécontentement et de la volonté de changement qui existe dans le pays. Quelques jours après les puissantes mobilisations étudiantes, le mouvement ouvrier se mobilisait massivement contre le gouvernement et pour la défense de toutes les conquêtes sociales.

Contrairement à ce qui a été dit et répété par les représentants du gouvernement et du patronat, les revendications pour lesquelles les travailleurs de la SNCF et ensuite de l'EDF et de la RATP se sont mobilisés, n'étaient pas essentiellement salariales, mais concernaient avant tout l'amélioration des conditions de travail et de sécurité. Le souci des travailleurs était de défendre l'outil de travail et d'assurer le transport de la population dans de bonnes conditions.

On a voulu opposer les intérêts des travailleurs des services publics aux intérêts des usagers. Mais, malgré la campagne menée par la droite et la désinformation d'une télévision et d'une radio qui devaient être au service de la population, les travailleurs ont refusé de manifester contre l'action des grévistes. Ils ont supporté avec une patience extrême les difficultés provoquées par les grèves. Ce n'est pas un hasard si la population a agi de la sorte, c'est parce que dans le fond, les travailleurs dans leur ensemble sentaient que ces grèves agissaient pour la défense des intérêts de tous, et que grâce à ce mouvement, le patronat n'oserait pas aller aussi loin qu'il le voulait dans la remise en question des conquêtes obtenues aux cours des années précédentes.

En même temps, ces mobilisations vont à l'encontre de toutes les théories qui prétendaient que les masses ne se mobilisent pas en périodes de crise. Il est vrai qu'il s'agit là de théories consciemment falsifiées, car ce n'est pas la première fois que des mouvements de ce genre se produisent en France et dans le monde. La classe ouvrière, y inclus les secteurs les plus qualifiés, n'hésite pas à sortir quand elle sent que des conquêtes sont mises en cause, ou quand il y a une menace des conditions de vie de la population.

Apparemment, ce mouvement des travailleurs, comme le mouvement étudiant l'avait déjà montré, a un caractère revendicatif sans but politique, mais la réalité est toute autre. Ce mouvement apparaît comme revendicatif, car il a été organisé et dirigé par des secteurs d'avant-garde qui ont agi en dehors des structures traditionnelles de la classe ouvrière. Une nouvelle fois, un puissant mouvement se produit dans le pays, après la mobilisation des étudiants, sans que les syndicats et les partis ouvriers en prennent l'initiative. Il est donc logique que les revendications qui sont apparues à la surface soient d'origine purement revendicatives.

La masse ouvrière ou étudiante, qui a démontré sa capacité pour mobiliser et organiser ces grèves, ne peut pas, ou n'a pas encore la capacité pour se substituer aux partis et aux syndicats, afin d'imprimer une issue anti-capitaliste au mouvement. C'est là le déficit qu'on avait déjà aperçu lors des premières mobilisations étudiantes, quand l'organisme que celles-ci avaient formé, la coordination nationale, avait essayé de donner un caractère apolitique au mouvement. La base étudiante avait démontré qu'elle était plus mûre que sa propre direction, et dans chaque assemblée générale, les étudiants se centralisaient autour de ceux qui voulaient passer du mouvement d'opposition à une loi à une lutte pour une transformation complète de l'enseignement dans le pays. La force du mouvement avait alors commencé justement au moment où les revendications étudiantes avaient été dépassées par le besoin de mener un autre type de lutte voulant incorporer

toute la population pour un projet de réforme de l'enseignement qui ne pouvait être appliqué qu'en transformant la société.

Si le mouvement étudiant a réussi à faire participer toute la population, le secteur des services publics qui s'est mobilisé ces derniers jours n'a pas encore pu le faire. Il est évident que les enjeux des luttes ne sont pas les mêmes dans l'un et l'autre cas. Le poids des partis ouvriers et des syndicats au sein de la classe ouvrière est beaucoup plus important que parmi les étudiants. Dans la mesure où ces partis et ces syndicats n'ont pas été à l'initiative des récentes mobilisations, ils agissent, même quand ils appellent à appuyer le mouvement, - ce qui est un paradoxe - comme un frein et non comme un stimulant. Chaque organisation essaie de tirer la couverture à elle, et même si l'une d'entre elles agit effectivement pour imposer le mouvement, cela n'est pas ressenti de la sorte par les autres organisations syndicales ou politiques. Il ne faut pas oublier qu'aucune des mobilisations qui ont été menées auparavant par les organisations traditionnelles n'a eu de succès. C'est la démonstration que les partis politiques qui se disent ouvriers, et les centrales syndicales, sont loin de représenter aujourd'hui les préoccupations, les problèmes, les inquiétudes et les sentiments des masses salariées en général.

Ces mobilisations mettent donc en question la politique et le mode de fonctionnement des partis ouvriers et des syndicats. Les déclarations qui ont été faites par les différents responsables des organisations syndicales sont très claires à ce sujet. Au milieu d'un mouvement qui était massif et unitaire, elles se sont opposées publiquement les unes aux autres, et ont décidé séparément de continuer ou d'arrêter la grève. La base doit se demander pourquoi de telles organisations syndicales existent, et quelle est leur fonction ! Il est évident qu'agir séparément va à l'encontre d'une lutte qui démontrait sa capacité à diriger le mouvement pour imposer toutes les revendications. FO et la CFDT ont cédé en pleine déroute du gouvernement, et les argumentations qu'ils ont données pour arrêter les luttes sont les mêmes que celles avancées par les partis de la bourgeoisie.

Il est honteux d'entendre un dirigeant syndical tenir les propos qu'a tenus Edmond Maire : «il ne faut pas développer les conflits sociaux... il faut arriver à une entente...» Il tient ces propos au moment où les travailleurs sont en lutte, et ne les a pas tenus quand le gouvernement de Chirac et le patronat ont multiplié les mesures contre la classe ouvrière.

Il serait erroné de tirer la conclusion qu'on peut se passer des directions politiques et syndicales, comme cela apparaît dans les prises de positions des mouvements dits gauchistes. Bien au contraire, si l'on veut aboutir dans les revendications économiques, on ne peut le faire qu'en faisant un nettoyage et une véritable révolution politique à l'intérieur des partis ouvriers et des syndicats. Les revendications économiques ne peuvent aboutir dans le cadre d'une société qui ne met pas en question l'actuelle structure économique du pays. A supposer que le gouvernement ait cédé aux revendications économiques, des mesures auraient été entreprises, un processus d'inflation se serait installé dans le pays, qui aurait re-



posé toutes les revendications. La solution aux problèmes vécus par la population n'est pas syndicale, même si le mouvement peut commencer par ce genre de revendications, mais politique. On peut se mobiliser sans partis et sans syndicats, et on doit le faire, mais on ne peut transformer la société sans l'activité, la participation et la direction des partis ouvriers et des syndicats.

Si la bourgeoisie a réussi pour l'instant à contenir le processus, cela ne vient pas de sa force et de sa capacité propre, car le gouvernement n'est intervenu que vingt jours après la mise en route du mouvement, mais du manque d'intervention programmatique de la part des organisations ouvrières, politiques ou syndicales.

La droite s'est démontré plus faible que jamais. Elle n'a pas réussi à prendre une seule mesure importante pour arrêter le mouvement. A chaque fois que la police a dû intervenir contre une action menée par les grévistes, elle l'a fait avec le souci de ne pas affronter les ouvriers. Elle avait peur qu'une action répressive déchaîne un mouvement qui pouvait échapper complètement à son contrôle et au contrôle des directions syndicales.

La seule chose que le gouvernement a pu faire, c'est la manifestation ridicule de quelques militants des partis bourgeois,

qui se sont mobilisés pour des objectifs autres que les inconvénients produits par les grèves. L'objectif de ces mobilisations est apparu très clairement à la population, et le mouvement ouvrier sort renforcé, parce que lui seul peut mobiliser les grandes masses dans le but de transformer la société.

Le mouvement que mènent certains secteurs des travailleurs des services publics n'est pas terminé. Ce n'est qu'un avertissement. Ce n'est que la préparation pour d'autres combats, pour d'autres batailles. Il y a un profond sens politique dans toutes ces mobilisations, car on est en train d'agir pour désagréger les partis de la bourgeoisie. Les masses sont en train de montrer l'identité de leurs objectifs et leur volonté irrésistible de s'unifier pour imposer toutes leurs revendications.

De nouveaux secteurs des services publics et privés ont déjà donné leur préavis de grève. Une manifestation nationale est en train de se préparer pour protester contre les mesures répressives qui ont été prises ici ou là. C'est un mouvement qui risque de s'amplifier, de gagner de l'importance, et pour lequel les organisations politiques et syndicales doivent se préparer. Ce sont là les premières conclusions de ces mouvements de grèves.

13 Janvier 1987.

Nos camarades ont agité des mots d'ordre tels que la révocabilité des mandats pour les députés, les sénateurs ou les dirigeants syndicaux, comme un moyen d'augmenter le contrôle démocratique de la population sur le fonctionnement de la Constituante et du Parlement. Ils ont également proposé que les militaires et les policiers aient le droit de voter et d'être élus, et de s'organiser syndicalement. Ils ont défendu l'idée d'une Assemblée Constituante publique, développant ainsi une proposition de Lula qui consiste à tenir les sessions les plus importantes de la Constituante les dimanches dans un lieu public, et d'organiser des services de bus gratuits pour que la population des faubourgs puisse y participer. Cela s'est fait un jour, le 7 Septembre. Pourquoi ne pas le faire avec la Constituante ?

Les camarades ont aussi fait une campagne de signatures contre la fabrication de la bombe atomique brésilienne et pour un contrôle démocratique de la communauté scientifique sur toutes les phases et les plans d'utilisation de l'énergie nucléaire au Brésil.

Nous adressons un salut interminable à tous les camarades qui ont contribué de toutes sortes de façons à la campagne des posadistes, à l'avant-garde qui a voté pour nos candidats, et à toute l'avant-garde révolutionnaire qui lutte pour sortir le Brésil de l'arriération, pour le socialisme.

Nous avons la certitude d'avoir accompli notre devoir d'utiliser tous les moyens que le processus crée dans son propre déroulement - et les élections pour la Constituante sont un de ces moyens - pour la structuration de la direction politique. Cette absence de direction est un déficit pour l'humanité, qui l'empêche de liquider définitivement la barbarie capitaliste et de se consacrer sans entraves à la construction du socialisme.

(Extrait de «Frente Operaria», porte-parole de la pensée posadiste au Brésil - No de Décembre - Janvier 1987).

LA CRISE DANS LA GAUCHE EN EUROPE ET LA NECESSITE DU PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES

Des élections ont eu lieu récemment dans différents pays d'Europe capitaliste, que les médias de la bourgeoisie ont présenté de façon mensongère comme des "victoires de la droite". En fait, ces élections ont exprimé chacune les difficultés et les limitations dans les organisations de gauche pour présenter l'alternative au pouvoir capitaliste, qui sera capable de mobiliser, de donner confiance à la classe ouvrière et aux autres couches de travailleurs dans la possibilité d'un profond changement de société.

La volonté de ce changement s'est exprimée dans toutes ces élections. Que ce soit en Espagne, en Angleterre ou en Italie, la classe ouvrière est restée concentrée dans le Parti socialiste ou dans le Parti Communiste. La "perte catastrophique" annoncée par les médias pour le Parti Communiste Italien s'est limitée à 1,8% de recul. De même en Espagne, les socialistes ont perdu une petite partie des voix de la petite-bourgeoisie, mais celles-ci sont allées en grande partie au centre de Suarez, qui avait des aspects de programme plus avancés que les socialistes, comme l'exigence du retrait de l'OTAN d'Espagne. La fermeté pour défendre des services publics ou nationaliser certains secteurs économiques. D'un autre côté, ce sont les différents courants communistes en se présentant en front unique, qui ont regagné beaucoup de voix ouvrières qui avaient été socialistes dans la dernière période. En Angleterre, le Parti Travailleuse a continué à gagner des voix, Thatcher en a perdu énormément, même si ce n'est pas encore assez pour être écartée électoralement du gouvernement. D'autre part, les nouveaux suppléments électoraux inventés par le gouvernement conservateur, donnaient l'occasion à ceux-ci d'être élus avec trois ou quatre fois moins de voix que les travaillistes.

Les élections ne sont jamais l'expression de ce que pense la classe ouvrière ou même la majorité des travailleurs. Elles expriment, de façon toujours déformée, un certain rapport de forces, mais sans plus. Par contre, ce qui s'est exprimé avec évidence dans ces différentes élections, c'est le désarroi et l'inertie des directions des partis ouvriers face à la crise du système capitaliste. Après les expériences de gouvernements de gauche, en France, au Portugal, en Espagne, en Grèce, qui ont toutes plus ou moins abouti au même résultat, on voit qu'il ne suffit pas de gagner électoralement une majorité, mais qu'il faut aussi imposer des mesures qui s'en prennent réellement aux structures et au pouvoir capitaliste, des mesures d'étatisation des banques et des trusts et holdings, de planification économique pour répondre aux besoins de la population. C'est cela qui n'a pas été fait et qui a mis en crise toutes ces directions, dans les pays concernés, mais aussi dans les autres pays d'Europe, comme la Belgique, où les travailleurs suivaient avec un intérêt énorme ces expériences.

Les résultats des élections dans ces différents pays d'Europe ne montrent en tout cas aucun recul de la classe ouvrière, ni dans sa volonté de lutte ni dans sa concentration politique de classe. Il y a eu des mobilisations et des grèves très importantes en Espagne, comme en Angleterre pendant toute cette période pour défendre le droit au travail, pour des conditions de vie dignes pour les travailleurs. Il y en a eu également en France, où un million de personnes se sont trouvées dans la rue pour défendre les conquêtes de la sécurité sociale ; et aussi en Belgique, où les grèves pour défendre l'emploi se sont multipliées et aussi les mobilisations pour les salaires et, enfin, la grève générale de 24 heures des services publics.

Cette journée de grève a été décidée par les directions sans aucune consultation de la base, et pour essayer de calmer un peu les esprits. Même ainsi, elle a été très suivie. C'est une nouvelle confirmation du front unique qui existe entre tous les travailleurs du pays. Même en voyant des résultats électoraux dans d'autres pays européens, qui semblent confirmer le pouvoir capitaliste, les travailleurs ne se découragent pas. Ils n'ont d'ailleurs pas d'autre solution que de continuer à lutter. Car la crise du capitalisme est très profonde et continue à peser sur le dos de la classe ouvrière et d'une majorité de la population. Les gens n'ont pas confiance dans les solutions électorales, mais bien dans leurs propres forces et leur capacité de s'organiser et de s'unifier pour imposer un rapport de forces en faveur des travailleurs.

La grève de 24 heures du 19 juin ne devait pas se limiter aux services publics. Il y a des revendications qui unifient tous les travailleurs et qui requièrent toutes les forces de la classe ouvrière pour pouvoir être défendues, comme le retour à l'indexation des salaires, la défense de l'emploi et le respect du droit au travail. On devait proposer une grève interprofessionnelle de 24 heures au moins pour soutenir ces revendications.

Les socialistes à Bruxelles, espèrent gagner quelques voix de la petite-bourgeoisie en prenant des positions contre les immigrés, contre leur droit de vote aux élections communales, les restrictions de leurs droits démocratiques et sociaux. Mais ils ne voient pas toutes celles qu'ils sont en train de perdre en suivant les positions de la droite et en se taisant quand il s'agit de luttes de la classe ouvrière. C'est la même chose qui se produit au plan wallon, quand le PS concentre toutes ses préoccupations dans les problèmes des Fourons et de Happart. Tout cela vise les prochaines élections communales de la fin de l'année prochaine. Mais entre-temps, les problèmes de la crise du capitalisme se posent de façon aigue aux travailleurs, au million de sans travail à la majorité de la population qui doit faire face aux pertes de salaires, aux pertes d'emploi, aux difficultés de toutes sortes pour l'éducation des enfants, pour l'organisation de la vie. C'est la tâche des syndicats en premier lieu, mais en front unique avec les partis de gauche, de donner une perspective à cette situation de crise, et il faut le faire dans la lutte contre le capitalisme.

SOMMAIRE

• Vers la manifestation du 25 Octobre	page 2
• J. POSADAS : La crise du capitalisme en Belgique	page 4
• A 6 ans de la mort du camarade Posadas	page 3
• Nicaragua	page 3
• Grèce - Turquie	page 7
• La Pologne et le voyage du Pape	page 8
• Manifeste du 1er Mai du Secrétariat International	page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Correspondance : « LUTTE OUVRIERE » - Rue des Hellènes, 38 - 1050 Bruxelles
Tél : (02) 648.76.75 - CCP 000-0976234-26 (Pôlet)

23e année numéro 372 Juin 1987 10 Francs

LES ELECTIONS SOCIALES ET LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT SYNDICAL EN BELGIQUE

Voilà déjà quelques éléments de réflexion qui surgissent de l'analyse des résultats des élections sociales. Cela se base sur des résultats qui ne sont pas encore tout à fait complets, mais qui sont quand même déjà importants. Il y a plusieurs éléments dont il faut tenir compte, c'est que dans l'ensemble, la FGTB a légèrement perdu au CE, et pas au CSH, et encore cela dépend beaucoup d'une région à l'autre et d'une entreprise à une autre.

Là où la FGTB, ou plutôt ses militants, ses délégués, ont été combattifs, elle a gagné des voix, et même dans certains secteurs comme dans l'enseignement libre, le SEL a gagné parfois jusqu'à 17% de voix.

Le phénomène «Cadre» a joué. A cause de la nouvelle législation sur les CE et les CSH, qui donne la possibilité aux cadres de se présenter de façon indépendante, comme groupe. Cela a joué un rôle défavorable pour la FGTB.

L'objectif de cette transformation de la législation a été exactement celui là d'ailleurs. Le rôle des CSH et des CE dans les petites entreprises de moins de 50 travailleurs a été modifié également dans cette nouvelle législation, ainsi que la manière de voter dans ces organismes paritaires. Dans les petites entreprises, les Conseils d'Entreprise et les CSH, se confondront. L'objectif évident des législateurs est de réduire le pouvoir des organisations syndicales. Déjà ces organismes n'étaient pas des organes revendicatifs.

Avec la nouvelle législation, la possibilité pour les cadres de se présenter indépendamment donnerait au patron plus de moyens de pression et d'intervention qu'auparavant.

L'objectif de cette nouvelle loi est de créer au sein de ces organes paritaires un rapport de forces plus favorable à la conception et aux idées patronales - ou libérales lorsqu'il s'agit d'entreprises publiques.

Mais le problème se pose surtout au niveau des organisations syndicales qui se satisfaisaient de cette politique de conciliation, de concertation, de cogestion.

Actuellement, le pouvoir, déjà extrêmement réduit, des syndicats dans ces organes paritaires, l'est encore plus. Ce qui veut dire que même ce faible pouvoir dont les syndicats disposaient dans les Conseils d'Entreprise et les Comités de Sécurité et d'Hygiène, le patronat ne peut plus le supporter, et il doit trouver les moyens de réduire encore la possibilité d'expression des organisations syndicales à ce niveau.

Il faut tenir compte aussi d'un autre phénomène, c'est le nombre global de travailleurs qui a diminué. Le nombre de chômeurs augmente, contrairement aux chiffres présentés par le gouvernement et

la FEB qui falsifient et trichent en ne comptant que les chômeurs complets indemnisés : ce qui fait 500.000 personnes alors que le nombre effectif de chercheurs d'emploi ou de personnes que l'on a exclues du nombre de chômeurs est beaucoup plus élevé et ne peut être évalué avec précision, précisément à cause des falsifications : les pensionnés et pré-pensionnés, les stagiaires ONEM et tous les exclus du chômage ne sont pas repris dans les chiffres.

L'importante participation des travailleurs aux élections, alors que celles-ci ne sont pas obligatoires, démontre la préoccupation et l'intérêt qu'ils portent à leur avenir, et la conscience qu'il faudra se battre pour préserver les acquis, pour défendre ses droits et combattre toutes les mesures antisociales et réactionnaires que le gouvernement Martens Gol prend et va continuer à prendre contre la population, les jeunes, les chômeurs.

85% des travailleurs ont participé aux élections, qui ont aussi été une occasion de ne pas travailler pendant quelques heures, de se retrouver tous ensemble, de pouvoir un petit peu échanger des idées, discuter et plaisanter. Mais ce n'est pas grand chose que l'on offre comme démocratie : une fois tous les 4 ans, les travailleurs choisissent leurs représentants et puis c'est tout ! Quelle démocratie !

Ils n'ont pas pu décider ni même donner leur avis dans la formation des listes, ils peuvent juste voter et ensuite se taire ! La participation massive des travailleurs à ces élections a été un moyen de démontrer que le mouvement ouvrier est présent, est fort, et surtout n'est pas prêt à accepter toutes les mesures de régression sociale imposées par le gouvernement et le patronat. En réalité, cette volonté de combat s'est déjà exprimée dans toutes les actions, grèves et mobilisations antérieures, et en particulier dans la grande manifestation du 31 Mai 1986 qui a réuni près de 300.000 travailleurs de tout le pays, de tous les secteurs et des deux organisations syndicales.

Dans les élections sociales, pas plus que dans les grèves qui se sont succédé dans tout le pays, au cours de l'année passée contre les conséquences de Val-Duchesse, les organisations syndicales n'ont présenté un programme, une alternative à la politique du capitalisme. C'est là le plus grand déficit que les travailleurs doivent supporter, dans les grèves et les élections sociales. La FGTB n'a pas fait de réunions, de meetings pour dire avec quelle perspective elle se présente aux élections, avec quel programme, quelle tactique.

(Suite page 7)

SUR LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Vers la manifestation du 25 Octobre

Depuis la nomination du camarade Gorbatchev à la direction du parti, des propositions concrètes de désarmement se suivent. Mais toutes ces propositions buttent contre la volonté des États-Unis de poursuivre la recherche de la suprématie militaire, pour sortir de sa crise en détruisant les outils de production des autres États capitalistes, en détruisant toute la main d'œuvre devenue inutile et de plus en plus lourde à supporter pour l'économie bourgeoise (la recherche du profit dans l'armement tout en étant très importante n'est pas déterminante, le capitalisme peut gagner plus d'argent dans le pétrole, mais pour maintenir ou augmenter son profit, il doit soutenir le secteur militaire-industriel comme garant de son avenir).

Le camp socialiste par sa propre existence est un ferment pour les peuples encore sous le joug du capitalisme. Nous voyons partout les peuples en lutte, rechercher l'appui du camp socialiste, mais le capitalisme l'a perçu aussi à travers la deuxième guerre mondiale, la guerre de Corée, du Vietnam, les guerres non déclarées du Nicaragua, d'Afghanistan, d'Angola, du Mozambique, d'Éthiopie...

La planisphère, pour le capitalisme, est une peau de chagrin. Le capitalisme a conscience de son agonie et recherche par tous les moyens à changer le cours de l'histoire, sa capacité politique et militaire est inefficace. Le camp socialiste marque l'avenir, il suffit de voir Cuba à quelques encablures des USA se développer, prospérer malgré le boycottage, le sabotage des USA.

Il est certain que si les USA avaient la suprématie, la troisième guerre aurait déjà eu lieu.

Dans la tête des dirigeants des USA, toute négociation doit, soit gagner du temps, soit trouver un avantage militaire, mais ils n'ont pas la force d'imposer à l'URSS des conditions et ils sont régulièrement obligés d'accepter la discussion des accords. Ils ont été dans l'obligation de reconnaître la République Populaire Chinoise, s'asseoir à Genève et signer la fin de leur agression au Vietnam.

Alors, pourquoi la signature de SALT 1 (accord sur la limitation des armes stratégiques) et de ABM (interdiction d'une défense anti-missiles) ? Les dirigeants américains de l'époque pensaient gagner du temps en gelant partiellement avec ces accords la recherche militaire des Soviétiques. Par contre eux dénonceront, violeront les traités quand ils en auront l'opportunité, les missiles MX et l'IDS en sont la confirmation.

Quelle est la valeur d'un nouveau traité, lorsque les USA violent leurs engagements ?

Aujourd'hui, les USA créent déjà des conditions qui mettront en cause le projet de traité. Dans un développement futur de l'IDS, ils placeront en Europe des missiles, non repris par le traité, de la même manière, ils interprètent le traité ABM. En signant ce traité, les USA veulent faire accepter par l'URSS la course dans la « guerre des étoiles ».

Les Américains avancent une proposition pour le retrait des missiles intermédiaires en Europe « l'option zéro », pensant que les Soviétiques ne l'accepteront jamais (propos du Général Rogers). Voilà que les Soviétiques l'acceptent avec un plan de démantèlement. Stupeur des dirigeants d'Europe et des USA. Ceux-ci disent : cela est bien, mais l'Europe sera à la merci des Soviétiques, ils ont une (soi-disant) supériorité en missiles de courte portée.

Le camarade Gorbatchev propose une option zéro pour ce type de fusée. Nous serons encore plus à la merci de l'URSS, qui a une (soi-disant) supériorité en armement conventionnel deux à trois fois plus grande.

D'où une nouvelle proposition : réduisons les armes conventionnelles.

Les dirigeants occidentaux jouent à la balle, quand les Américains sont favorables, les dirigeants européens ne le sont pas, et quand ils sont d'accord, ce sont les Américains qui ne le sont plus, et ainsi de suite. Pour corser le tout, les dirigeants français, président et premier ministre, crient casse-cou, la France sera à la merci des Soviétiques, alors qu'elle a la capacité de détruire 60% des villes soviétiques, que la Grande Bretagne a aussi des fusées capables de détruire une partie de l'Union Soviétique. De plus, il restera en Europe près de six mille bombes atomiques, et bien plus de bombes chimiques et biologiques, et des avions qui dépassent la vitesse de 2500 kilomètres à l'heure. Ce projet ne tient pas compte des missiles installés sur les bateaux et dans les sous-marins américains, français, anglais, qui ceinturent tout le camp socialiste.

Où se trouve la volonté de paix dans la pensée de nos dirigeants ? Il est certain qu'ils n'ont aucune confiance dans l'espoir de gagner la guerre, d'un côté cela les pousse à trouver par la négociation comment prolonger leur survie, de l'autre ils sont tentés d'accélérer le processus de guerre, tenaillés par la concurrence inter-capitaliste et l'aggravation permanente des conditions sociales des hommes qui accentuent la lutte des classes, la mise en cause de la bourgeoisie.

Pour le mouvement pacifiste en général et un grand nombre de partis de gauche, la guerre est une affaire de morale. Les responsables de notre planète doivent prendre conscience de l'immoralité de la guerre, du danger qu'ils font courir à la vie de l'humanité. Mais les dirigeants du capitalisme pratiquent la guerre non déclarée aux quatre coins du monde (ils n'ont pas la force politique d'appeler une guerre une guerre : la guerre d'Algérie, la guerre du Vietnam, n'ont pas été reconnues en tant que telles, qu'après leurs défaites). La morale n'est jamais intervenue dans leurs décisions, seul l'intérêt de classe les a guidés.

Pour ces mouvements de la paix et pour ces partis de la gauche, la paix ou la guerre n'est pas déterminée par la nature du capitalisme, mais c'est l'incompréhension entre les hommes qui les détermine. Ces organisations cherchent le dénominateur commun qui va les réunir. Leur méthode consiste à éliminer ce qui les

divise, par conséquent cela réduit très fort le champ de ce dénominateur remis régulièrement en question par l'instabilité politique, économique, militaire du monde capitaliste.

Les manifestations nationales anti-missiles à Bruxelles avaient comme mot d'ordre principal en :

. Octobre 1983 : Pas de missiles en Belgique.

. Octobre 1985 : Missiles dehors de Belgique.

. Octobre 1987 : Missiles hors d'Europe.

Le premier mot d'ordre était clair, leur installation à Florennes n'est pas négociable. Il a réuni plus de 400.000 personnes ; le Parti Socialiste et le Socialiste Partij, la FGFB et l'ABVV ont soutenu sans réserve la manifestation, ils ont impulsé, soutenu, dans leur parti et dans leur syndicat la mobilisation. Près de quarante députés et sénateurs du CVP ont participé à la manifestation. Quelque temps après ils ont tous voté pour l'installation des missiles à Florennes. Le deuxième mot d'ordre n'est pas très clair, le Parti Socialiste voulait quant à lui : « non au déploiement des 32 autres missiles ». Suite à de longues palabres, chaque organisation prit le mot d'ordre qui lui convenait dans une liste établie par le CNAFD. Par la suite, le Parti Socialiste laissa le libre choix d'organiser ou non la participation aux sections locales. S'en suivit une forte désaffection des francophones. Le CVP n'était pas présent, ce qui n'a pas empêché les flamands d'être là. La manifestation réunit 250.000 personnes. Le troisième mot d'ordre du CNAFD est peu mobilisateur dans la mesure où il subordonne le retrait des missiles de Belgique à un retrait des SS20. C'est-à-dire qu'il sous-entend que les missiles de Florennes ont une valeur réelle de dissuasion, de défense. Dans ces conditions, nous remettons notre sort dans les mains de Reagan, seul apte à juger de notre avenir.

Nous saluons toujours les accords qui vont dans le sens de la paix, mais nous ne devons pas subordonner nos actions de la paix en fonction des pas de danse de l'administration américaine. Nous exigeons aujourd'hui le retrait des missiles de Belgique, armes les plus dangereuses de l'OTAN basées chez nous. La politique militaire de l'OTAN oblige les Soviétiques à contrer par des missiles. L'URSS n'a pas besoin de la guerre pour vivre. Les contradictions internes de l'URSS ne sont pas l'effet d'une crise économique de surproduction, mais d'une crise de croissance. Le capitalisme doit détruire l'appareil de production, la guerre en est un des moyens. Le socialisme doit au contraire développer l'appareil de production. Seule la paix lui donne les meilleures conditions de développement économique et social.

A force de chercher le consensus des dirigeants politiques et pacifistes, le mouvement de la paix se coupe de la base populaire, il donne l'impression de bâtir le lit des politiciens professionnels, dont certains rêvent d'un portefeuille ministériel.

En éliminant au fur et à mesure les mots d'ordre dérangeants, on arrive à considérer les fusées, l'OTAN comme nous appartenant. Le quotidien « Le Drapeau Rouge » du 6 Mai a publié une page de publicité à la gloire de l'armée belge et de l'OTAN ; le lendemain la rédaction publie une réponse après le tolé des lecteurs : «... Est-ce à dire que nous accepterions n'importe quelle publicité ? Certes non. Nous refuserions de publier si le message proposé était d'une agressivité telle - en faveur de l'apartheid par exemple - qu'il servirait une cause indéfendable. Nous avons jugé qu'en l'occurrence tel n'était pas le cas... » (cfr. DR 7/5/87).

La banalisation des structures militaires et répressives aboutit inévitablement à des publicités de ce genre. La gravité est d'autant plus importante que le Drapeau Rouge se dit marxiste. Le Parti Communiste milite notamment dans le mouvement de la paix. Comment peut-il intervenir valablement en vendant aux forces de la guerre son journal ? S'il croit avoir gagné 50.000 frs, il en a perdu bien plus par la résiliation d'une série d'abonnements, par le refus des militants de soutenir le fond de combat et de vendre le journal.

De même, quand le CNAFD et certains partis de gauche prônent la construction d'une défense européenne, ils aboutissent à des positions semblables.

Kissinger défendait la même chose, les USA détachés de l'OTAN pourraient regarder de leur balcon une guerre sur le continent européen, et par la suite ramasser les morceaux. Il est fou de croire qu'en développant une troisième force militaire, le danger de guerre va reculer. De toute façon les dirigeants soviétiques affirment qu'en cas d'une guerre partant d'Europe Occidentale, ils l'étendront aux États-Unis.

Nous luttons pour la dissolution des pactes militaires, par contre quand l'OTAN interviendra dans un dialogue avec le Pacte de Varsovie, il ne représentera que lui-même et non les peuples qui ont toujours refusé cet instrument de guerre ; si les pactes décident de se dissoudre nous ne pourrions qu'applaudir.

La coopération économique entre systèmes économiques différents est un état de fait. Lénine exprimait : le capitalisme est tellement avide qu'il nous vendra la corde pour le pendre, mais il n'a jamais subordonné la lutte des classes à la coexistence pacifique. Il créa la Troisième Internationale, instrument le plus élevé des travailleurs dans le monde pour abattre le capitalisme.

Il est bon de rappeler qu'avant la 2e guerre mondiale les échanges économiques avec l'Allemagne étaient très importants, cela n'a pas empêché l'Allemagne d'attaquer l'URSS. Les pays socialistes doivent développer au maximum les échanges avec le monde capitaliste et de préférence sans s'endetter, aussi sans se faire trop d'illusions sur le caractère pacifique. Il faudrait multiplier les échanges par huit, par dix, pour dire que la coopération est un élément important de la paix, constamment des entraves sont placées (COCOM), les pays qui pratiquent ce commerce subissent des pressions de tout ordre de la part de l'impérialisme (la Grèce, l'Autriche...).

L'avancement du mouvement de la paix est déterminé par la clarté des analyses, des positions politiques ; la morale n'est pas un facteur suffisant pour guider la lutte.

NICARAGUA -- Suite de la page 6

cratie directe des « Cara al pueblo »**, la recherche de la formation et de la discussion politique au sein des milices et des forces militaires, sont des formes de participation très profondes qui n'ont pas beaucoup de réglementation et de planification, mais qui permettent la révocabilité des mandats, la pression sur le gouvernement et le Front Sandiniste. Ils fonctionnent sur la base de l'intention de la direction de ne rien résoudre qui soit contre l'opinion des masses, ce qui est l'essence de la démocratie prolétarienne. Il n'y a pas les canaux organiques suffisants, ni les cadres formés antérieurement qui permettent une meilleure

décentralisation du pouvoir sans l'affaiblir face à une contre-révolution active. Ceci est la tâche de la prochaine étape. Déterminer ce qu'il est possible d'institutionnaliser, et ce qui fait partie d'une faiblesse qu'il faut surmonter dans l'avenir, demande un débat organisé, qui soit à la fois une école de formation des cadres centraux du Parti Sandiniste de masses, capable de discuter et d'approfondir tous les thèmes de la politique extérieure et intérieure. En élevant le parti s'élèvent les organes de pouvoir populaire, et des expériences supérieures se développent avec la discussion, la résolution et l'application de toute la politique de l'État. .../...

Il s'agit de retourner aux sources de l'humanité, aux maîtres du marxisme, pour construire les cadres de la révolution nicaraguayenne, non seulement en quantité mais en qualité, comme le pose maintenant Gorbatchev lui-même, et sans rester enfermés au Nicaragua, mais en apprenant du monde. La IVe Internationale Posadiste, comme tous les mouvements révolutionnaires, sommes préoccupés, et devons l'être beaucoup plus, par la solidarité et l'appui donné à la révolution sandiniste. Et comme une conséquence de cet appui, nous devons chercher à discuter, à développer, à comparer toutes ses expériences, ses difficultés et son avenir en prenant

cette révolution comme un patrimoine de la révolution mondiale. .../...

5 Février 1986

Bureau Latino-Américain.

NOTES

* APRA : Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine - mouvement progressiste créé en 1924.

** Cara al pueblo : réunions périodiques du président et de tout son cabinet avec des organisations syndicales, populaires et paysannes à l'endroit ou celles-ci travaillent et vivent, qui écoutent et répondent aux critiques, aux propositions et analyses de la population, sans intermédiaires.

L'étape actuelle de la révolution nicaraguayenne est déterminée par la compréhension et la maturité que le processus et sa direction acquièrent, en se développant en tant que centre de stimulation de la révolution mondiale et d'aiguinement de la crise de l'impérialisme. Les révolutionnaires et progressistes du monde entier, avides de connaître l'expérience pour alimenter leur conviction révolutionnaire et leur bagage politique, convergent au Nicaragua. Ils apprennent d'un petit pays qui a une direction numériquement réduite, mais qui trouve la force historique pour affronter l'impérialisme, ses agressions, ses blocs et ses menaces, sans permettre que rien de tout cela puisse déterminer des reculs importants par rapport à sa politique révolutionnaire extérieure ou intérieure. C'est pour cela qu'en peu de temps se retrouvent ici Thomas Sankara, président du Burkina Faso, en tant que représentant dynamique de la révolution africaine qui passe de la tribu à la construction du socialisme, les révolutionnaires salvadoriens qui se rapprochent chaque fois plus du triomphe, et Alan Garcia qui déclare son compromis politique militaire en défense de la révolution sandiniste. Celui-ci, au nom du nationalisme anti-impérialiste de cette étape, cherche un point d'appui pour affronter la droite oligarchique et la structure traditionnelle de l'APRA*, et représente également la bourgeoisie latino-américaine qui, tout en ayant peur de la révolution, n'a pas non plus un intérêt direct à l'écrasement de la révolution nicaraguayenne, celle-ci lui servant d'élément de contention, de pression et de chantage face à la voracité de l'impérialisme yankee et au problème insoluble de la dette extérieure.

C'est la conviction, la commotion et la résolution de lutte du peuple nicaraguayen face à cette agression impérialiste, qui a permis à la révolution de ne pas rester paralysée, de ne pas s'embourber dans la discussion de problèmes internes ou partiels. C'est ce qui a permis aussi à sa direction de ne pas se diviser face aux problèmes de caractère transitoire ou personnel produits par le manque d'homogénéité marxiste antérieur à la prise du pouvoir. C'est ce qui a fait que la révolution et sa direction sortent plus résolues pour se lier au monde, au camp socialiste, et s'appuyer sur le rapport mondial de forces favorable, en étendant ses barricades à toute l'humanité, et en donnant à tous les révolu-

RÉSOLUTION DU BUREAU LATINO - AMÉRICAIN (Extraits)

LA NOUVELLE CONSTITUTION, LE PARTI ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION AU NICARAGUA

tionnaires et progressistes du monde une place parmi eux sans avoir peur que la bureaucratie puisse contenir ou contrôler ce processus.

Voilà le facteur fondamental qui a permis de gagner non seulement la grande masse du peuple nicaraguayen et du monde, mais aussi et en particulier la grande masse du peuple des États-Unis, provoquant à l'intérieur de ce pays la secousse historique la plus importante depuis la guerre du Vietnam. Les déchus du Vietnam s'unifient aujourd'hui au grand mouvement social qui crie, aux États-Unis et dans le monde : «NE TOUCHEZ PAS AU NICARAGUA !» Et comme une constatation et un élargissement des lois sociales, on voit que l'agresseur, plus arriéré du point de vue culturel et social, finit par être sapé dans ses propres bases par celui qui est attaqué, car si du point de vue militaire ce dernier est le plus faible, il est politiquement mille fois supérieur, bien qu'il n'ait pu être ni envahi, ni vaincu militairement. C'est pour cela que dans tous les «Irangate» qui se sont succédés et qui vont venir, la révolution nicaraguayenne apparaît toujours comme un élément constant des crises et des contradictions de l'impérialisme dans la préparation de la guerre. Quand le petit pays de trois ascenseurs, comme le disait Sergio Ramirez, n'ayant aucune possibilité de passer à l'offensive militaire directe contre l'impérialisme et ses laquais dans la région, joue un rôle d'une telle importance dans l'aiguinement des contradictions de l'impérialisme yankee, cela indique que la population nord-américaine n'a rien à voir avec ce parlement qui vote une aide de cent millions de dollars aux «contras» et aux mercenaires. Ceci est la démonstration qu'à l'intérieur des masses et de la jeunesse des États-Unis se trouve installée l'autorité sociale et humaniste de la révolution sandiniste, qui est elle-même l'expression la plus

fraîche de la révolution mondiale et des États ouvriers. Elle signifie la continuité et la clé pour influencer les États-Unis et aider à y développer un mouvement anti-impérialiste et contre la guerre. L'impérialisme a compris qu'il ne pouvait permettre au Nicaragua de continuer à développer cette fonction qui s'étend en même temps à toute l'Amérique Centrale et à l'Amérique Latine. Mais devant la présence du camp socialiste et face à ses propres contradictions internes, il n'arrive pas à acquérir l'homogénéité nécessaire, ni à s'imposer, pour mener de l'avant ses plans d'invasion.

Les principes fondamentaux du marxisme à cette étape sont contenus dans la révolution nicaraguayenne. C'est la vigueur de l'art de l'insurrection de Lénine et de Liebknecht de transformer la guerre anti-dictatoriale ou inter-capitaliste en guerre révolutionnaire, avec une politique qui le conduit naturellement à faire alliance avec des couches de la bourgeoisie, et la lutte contre la guerre atomique que prépare l'impérialisme. Accroître l'aide, l'appui et la participation aux problèmes de la révolution nicaraguayenne, est une voie directe pour pénétrer au sein des masses des États-Unis et d'Europe, avec les drapeaux de la non-invasion et de la paix, qui est la forme que prend à cette étape, comme Posadas l'a qualifié, «la guerre préventive contre l'impérialisme».

La révolution sandiniste montre de nouveau comment dans toute révolution de cette étape se conjugent les conséquences de la lutte entre systèmes, et comment elle alimente en même temps de façon favorable ce rapport mondial de forces. En armant et en finançant les mercenaires qui assaillent le Nicaragua, et en se servant de cela comme d'un moyen pour alimenter la guerre Irak-Iran et en Amérique Centrale, la CIA et la droite

iranienne démontrent qu'il n'y a déjà plus aucune lutte nationale isolée du processus mondial. C'est pour cela que la principale tâche pour réduire et contenir les conséquences de l'ultime phase de l'impérialisme consiste à appuyer et à coordonner les luttes locales et régionales anti-impérialistes et anti-capitalistes, en même temps que s'approfondit le processus de régénérescence partielle à l'intérieur des États ouvriers. Les directions de l'URSS et des États ouvriers doivent discuter beaucoup plus cette nécessité et prendre des initiatives dans ce sens, en appuyant et en coordonnant les révolutions en lutte et triomphantes, avec la même profondeur et la même préoccupation qu'elles ont par rapport au problème de la limitation des armements et de la dénucléarisation de la planète.

La nouvelle Constitution est un grand progrès de la révolution sandiniste et une défaite de tous les plans contre-révolutionnaires, car avec elle le Nicaragua légalise ses conquêtes face au monde. La Constitution est dans le fond une expression directe du niveau atteint par la révolution. Ce n'est pas un grand projet pour le futur, mais plutôt la réglementation d'une réalité au niveau de l'économie et des relations sociales qui existent déjà dans le pays, comme l'ont été aussi les constitutions et les lois qui ont été réalisées en fonction du droit démocratique bourgeois. Mais dans ce cas, la différence s'exprime dans le fait qu'elle reflète la réalité d'un État révolutionnaire qui avance vers l'État ouvrier. Dans cette Constitution est présent le développement atteint par le pouvoir populaire, par le récent contrôle ouvrier de la production, par la fonction de l'État dans l'économie mixte, la fonction de l'armée et du Front Sandiniste, même si la route à suivre et le progrès futur du Nicaragua vers le socialisme ne sont pas encore résolus. Cet état de chose ne vient pas d'un manque de maturité des masses, qui avec leur lutte en défense de la révolution ont légitimé la nécessité de la construction du socialisme, mais du fait que n'existe pas encore le parti construit et mûr qui, avec le mouvement communiste et révolutionnaire mondial, peut acquérir l'assurance, l'expérience et l'objectivité, que requiert la prochaine étape.

(Suite page 6)

25 Mai 1981

Hommage au camarade Posadas pour le 6^e anniversaire de sa mort

Le 25 Mai, cela fait 6 ans que le camarade Posadas est mort. Chaque année qui passe, confirme sa contribution au développement révolutionnaire et scientifique de l'humanité. Comment pourrait-on comprendre le processus actuel de l'Union Soviétique sans l'analyse théorique du camarade Posadas, ou tant d'autres événements du monde.

Le cours de l'histoire s'est accéléré depuis 6 ans et la régénérescence de l'état ouvrier progresse dans la voie qu'il a prévue. Ce seul fait suffirait déjà à lui donner une place prééminente dans l'histoire. Le camarade Posadas a assuré une profonde confiance dans le Marxisme, à l'égal de Marx, Engels, Lénine, Trotsky à un grand nombre de cadres et militants révolutionnaires. Il nous a enseigné la vision globale et objective de la vie, qui se définit par la lutte pour le progrès de l'humanité, la lutte pour en finir avec les intérêts privés, avec le capitalisme.

Il a fait comprendre que le socialisme, en tant que réponse de l'histoire à cette volonté de progrès humain, est "UNE NECESSITE DE LA VIE. SANS LA LUTTE POUR LE SOCIALISME, LA VIE N'A PAS DE SENS". Le camarade Posadas a donné des fondements scientifiques à notre confiance dans les masses, et aux aspirations à un changement de la société.

Ses textes sont la représentation la plus vivante de son oeuvre. Avec eux, l'Internationale et l'avant garde révolutionnaire du monde continue à s'orienter et à s'armer pour développer la capacité d'analyse et de prévision et pour intervenir dans ce processus mondial de transformations comme une partie consciente du programme, de la politique, de la morale communiste nécessaires pour les accomplir.



La crise du capitalisme les droits démocratiques et le programme anti-capitaliste

Pour analyser la perspective de la lutte de classes en Belgique, combinée au développement de la lutte de classes en Europe et dans le monde, il faut partir de la considération fondamentale que le capitalisme est dans une crise d'agonie. Cette crise ne résulte pas uniquement de difficultés économiques, elle est sociale. La crise sociale est plus importante que la crise économique. Le système capitaliste a besoin de s'étendre pour assurer son développement normal. C'est la condition essentielle de sa vie. Il doit s'étendre - sous forme de capitaux et la guerre impose les capitaux -, exploiter les colonies, en tirer des matières premières telles que le pétrole, le fer, le cuivre, les matières agricoles. Il ne peut plus le faire, d'une part à cause des luttes des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine (même quand elles sont dirigées par les bourgeoisies nationalistes), et aussi parce que les pays socialistes font une concurrence antagonique au système capitaliste. Le capitalisme trouve la voie de son expansion bloquée. Il doit au contraire se réduire chaque fois plus. Il réduit sa zone de domination géographique, économique, politique et sociale, et en même temps sa capacité d'action et ses perspectives. C'est le grand capital qui concentre de plus en plus son fonctionnement, qui se mange lui-même et avale les capitaux les plus faibles.

Pour comprendre la crise économique et tous les problèmes du mouvement syndical en Belgique, il faut voir que la racine de cette crise n'est pas belge : elle est dans le système capitaliste lui-même. Il faut aussi comprendre que la bureaucratie syndicale, la politique conciliatrice avec le capitalisme du Parti Socialiste, la division du prolétariat en flamands et wallons, sont une conséquence de l'arriération du capitalisme belge et des directions socialiste et communiste, responsables du poids qu'exerce cet état arriéré du capitalisme belge au sein du mouvement ouvrier.

Le capitalisme à l'échelle mondiale ne peut plus s'étendre. Il est arrivé au bout du rouleau. Il a plus de capitaux que jamais, une richesse immense et une impuissance tout aussi énorme parce qu'il a devant lui les pays socialistes et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qui se soulèvent contre le capitalisme. Les Chinois appellent ce processus « le troisième monde ». C'est faux, il n'y a pas de troisième monde. Le monde est divisé en deux : États ouvriers et lutte anti-capitaliste d'une part, système capitaliste d'autre part. Il n'y a pas de troisième façon de vivre. Il n'y a pas de troisième force possible entre le capitalisme et le socialisme. L'économie s'organise soit en propriété privée, soit en propriété étatisée, qui est une base d'élimination postérieure de toute forme de propriété. Comme il n'y a pas de possibilité de créer de nouvelles formes de propriété, il n'y a pas non plus de nouvelles formes de rapports économiques. Chaque pays qui avance, étatisé, met l'économie sous contrôle gouvernemental, planifie et fait intervenir le contrôle des masses. C'est une forme supérieure de production, qui élimine l'accumulation, la richesse, l'exploitation, et permet un développement de l'économie beaucoup plus proche des besoins de la population.

Le capitalisme belge est épuisé. Il n'y a pas de capitalisme belge à proprement parler : il y a des capitaux yankees, anglais, allemands, français et belges. Mais les promoteurs du capital sont les grands consortiums internationaux, la grande banque mondiale, les compagnies d'acier, de fer, de charbon. Ce sont eux qui déterminent l'économie belge. Les grands producteurs mondiaux de charbon et d'acier décident de l'économie en Belgique.

La bureaucratie syndicale, le Parti Socialiste, et même dans une certaine mesure le Parti Communiste, n'ont pas de programme d'opposition au système capitaliste. Ils ont encore un programme de conciliation, d'améliorations, de progrès social, de conquêtes syndicales d'horaires de travail, de droits pour les malades, pour les vacances, d'augmentation des salaires.

Le système capitaliste a concentré les capitaux, il augmente son pouvoir de concentration et la dépendance du monde par rapport aux grandes banques des États-Unis, d'Allemagne, de France, d'Angleterre et, pour une part beaucoup plus réduite, du Japon. Le Japon investit peu de capitaux, il arrive tard sur le marché et la plupart des consortiums japonais sont complètement dominés ou presque par les Yankees. Le capitalisme japonais n'a pas de possibilités de manœuvres, d'indépendance sur le plan mondial. Il doit faire la concurrence aux Yankees, aux Anglais et aux Allemands. Le capitalisme belge n'est, par conséquent, qu'une fraction du capitalisme mondial, parmi les plus pauvres, et sa production est soumise au marché capitaliste mondial et en particulier au Marché Commun.

Le Marché Commun est une invention du capitalisme pour concurrencer les États ouvriers (pays socialistes). Il n'existe que depuis 1949, après que la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Albanie, et une partie de l'Allemagne, soient devenus États ouvriers, à la suite de la guerre de 1939-1945. Le capitalisme comprenait qu'en restant isolé pays par pays, il était très faible face aux États ouvriers, surtout après que l'Allemagne, le pays le plus capable de l'Europe capitaliste, eût disparu. Le capitalisme mit en échec et écrasa l'Allemagne, et ensuite lui donna de l'argent pour se reconstruire. L'objectif du capitalisme était d'écraser un pays qui concurrençait la France, l'Angleterre et les États-Unis. Il l'écrasa militairement, et puis lui donna dix milliards de dollars pour ranimer son économie afin de pouvoir faire face à l'État ouvrier allemand, à la Hongrie, à la Roumanie et à l'Union Soviétique.

Dans ce jeu, la Belgique fit aussi partie de la réanimation du système capitaliste. Le capitalisme s'est relancé après la guerre parce que la moitié de la production, des usines, des matières premières d'Europe furent détruites par la guerre, et aussi la moitié du prolétariat. Le capitalisme avait besoin de se développer. Les États ouvriers n'avaient pas la force de l'empêcher, parce qu'ils venaient de se constituer. Cependant, le capitalisme sentit immédiatement le danger de l'influence des États ouvriers. C'est pourquoi il fit aussitôt la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, jusqu'à devenir l'actuel Marché Commun Européen.

Le développement de la lutte de classes en Belgique à cette étape se fait dans ces conditions. Le Parti Socialiste, le Parti Communiste, les mouvements régionalistes, catholiques, n'ont pas développé un courant, ni prôné un programme pour faire progresser l'économie en fonction des besoins de la population. Ils ont défendu un programme cherchant à obtenir certains avantages pour les gens mais rien de plus. Le capitalisme peut concéder certains avantages aujourd'hui, mais demain il les reprendra.

Un fait évident pour tous les ouvriers et la petite-bourgeoisie, c'est que toute augmentation des salaires est aussitôt suivie d'une augmentation du coût de la vie. Le coût de la vie inclut également l'eau, la lumière, le loyer, les aliments, le logement. Le niveau de vie des ouvriers est en détérioration permanente, les maladies professionnelles augmentent. Pour maintenir l'exploitation, les capitalistes augmentent le travail à la chaîne, ce qui signifie une destruction de l'être humain, de l'anatomie humaine.

Fernand Léger, un très bon peintre français, qui était sympathisant de la IV^e Internationale, a fait des tableaux de maçons, de métallurgistes, tout déformés par le travail. Mais maintenant, on n'est pas seulement déformé, on est empoisonné. 40% au moins de la classe ouvrière subit un empoisonnement progressif des poumons, du foie, des reins, du cœur, à cause du froid, de la chaleur, de l'humidité ou de la sécheresse, qui altèrent le fonctionnement normal de l'organisme, et à cause des rythmes de travail. Ces conditions de travail provoquent une augmentation énorme des maladies.

Seveso en Italie est devenu un scandale parce qu'il y a eu un accident visible. Mais il y a plein de Seveso en Belgique, en

Angleterre, en Allemagne, en France. Tous les pays capitalistes ont des Seveso, ils utilisent des produits chimiques pour diminuer le prix de production, se faire la concurrence entre eux et avec les États ouvriers. Ils le font aussi avec les aliments. C'est un poison pour la classe ouvrière, qui ne trouvera pas de solution dans le régime capitaliste.

Il se pose des problèmes de salaires, de meilleures conditions de travail, d'augmentation des congés, mais il y a aussi celui de la qualité des aliments, des logements, de la pollution de l'air et de l'eau. Si le système capitaliste devait encore subsister vingt ans, toutes les rivières et toutes les mers seraient complètement polluées par les déchets chimiques, ou ceux des usines atomiques. Toutes les embouchures des fleuves sont complètement polluées.

Il n'y a pas de solution à tous ces problèmes dans le cadre du système capitaliste, et dans le cadre exclusif des revendications ouvrières. Le capitalisme ne peut pas faire autrement, il doit rester concurrentiel. Il doit constamment accroître sa capacité concurrentielle et donc empoisonner les gens. Une des revendications fondamentales de la classe ouvrière doit porter sur la qualité des aliments, de l'eau, de l'air, des produits végétaux, animaux, du pain. Si on mange beaucoup de pain, on attrape une douleur d'estomac terrible à cause des produits chimiques ajoutés à la farine.

De même pour la viande, le poisson, les fruits, les fromages, le beurre. Les syndicats ne posent jamais cette revendication, si ce n'est de façon très passagère. Les directions syndicales, les socialistes et les communistes, les mouvements fédéralistes, ne tiennent pas compte de ces problèmes. Au contraire, ils s'associent au capitalisme d'un pays contre celui d'un autre pays. Ils n'ont pas en tête le programme de libération de la classe ouvrière, qui signifie l'élimination du système capitaliste. Comme ils n'ont pas confiance dans le socialisme et ne croient pas possible d'abattre le système capitaliste, alors ils s'en font les serviteurs et réduisent la capacité d'action de la classe ouvrière à des revendications transitoires et très générales d'augmentation des salaires, d'améliorations des conditions de travail, sans plus. Les groupes dits « gauchistes » n'ont pas non plus de programme et de vision d'ensemble du processus. Ils espéraient que les socialistes, les syndicats et les communistes allaient s'effondrer, et ensuite ils ont concilié avec cette même bureaucratie syndicale, socialiste et communiste, ou directement avec le patronat.

La discussion actuelle entre communistes et socialistes en France, pose des problèmes qui vont bientôt se poser également en Belgique. Le capitalisme ne peut plus continuer à diriger la société. Le Programme Commun n'est pas un programme anti-capitaliste, mais il n'est pas non plus un programme capitaliste. Il est un programme de transition, avec quelques points qui sont anti-capitalistes. Les socialistes et les communistes ne se mettent pas d'accord, car les premiers veulent réduire la portée du programme, tandis que les communistes veulent l'élever pour résoudre les problèmes de la classe ouvrière en France, ce qui ne peut se réaliser au sein du système capitaliste.

En Belgique, les directions ouvrières ne discutent aucun programme commun, ce qu'elles ont de commun entre elles, que ce soient les socialistes, les catholiques de gauche, et les communistes à une étape antérieure, c'est qu'elles servent le système capitaliste. Mais l'économie belge ne tient plus le coup. Une des revendica-

tions nécessaires pour le développement de la lutte de classes est celle de garantir le travail et les conditions de vie.

Le capitalisme ne peut faire ni l'un, ni l'autre. Dans tous les pays du Marché Commun, le chômage s'élève à six millions au moins. Ils disent qu'il y en a cinq millions et demi, mais cela est faux. Il y en a plus de six millions et demi. Le capitalisme ment sur le nombre de chômeurs pour camoufler son impuissance et son incapacité à résoudre les problèmes sociaux. Mais maintenant, il doit subventionner les chômeurs. Avant la guerre, il ne le faisait pas, les chômeurs n'avaient qu'à se débrouiller, on leur donnait un bol de soupe. Maintenant, ils doivent leur donner un salaire. Il font cela parce qu'il y a les États ouvriers. Autrement, les masses diraient : « Faisons comme en Union Soviétique. Là il n'y a pas de chômeurs ! » Le capitalisme donne un salaire aux chômeurs pour contenir la tendance des masses à chercher une solution au chômage comme cela a été fait en URSS. C'est un salaire limité, mais il est une source d'inflation, d'augmentation des prix. C'est de l'argent donné par le capitalisme et qui ne provient pas de la production. Le prix de tous les produits est le résultat de la force de travail, de la capacité de production incorporée à chacun des produits. Sur les marchés nationaux et mondiaux, les produits les plus concurrentiels sont ceux qui prévalent. Les autres sont écartés. Mais le coût de production des marchandises écartées ou détruites est inclus dans le produit qui subsiste. Le prix qui en résulte est un moyen terme déterminé en fonction des bénéfices des capitalistes capables de concurrencer.

Mais qui paie toute la production faite en trop ? Et pourquoi le capitalisme subventionne-t-il les ouvriers sans travail, alors que c'est contre sa nature ? Il le fait pour empêcher que les ouvriers ne prennent la voie de la lutte anti-capitaliste, pour montrer qu'il est capable de résoudre les problèmes. Mais pour subventionner le chômage, il donne une quantité d'argent qui ne provient pas de la production, il fabrique de l'argent. Il augmente ainsi inévitablement le coût général de la production, car il fabrique de l'argent et non des marchandises. En plus, le coût de production des marchandises lancées sur le marché et non vendues et détruites est incorporé au coût des autres produits.

Le capitalisme subventionne le chômage, cette quantité d'argent provoque de l'inflation et une augmentation de tous les prix. Ce processus produit une inflation ininterrompue dans le monde entier. Cette inflation n'est pas due à la grande consommation des masses. C'est le système capitaliste qui la crée.

Il n'est pas juste de dire, comme le font les dirigeants syndicaux, que l'indemnisation du chômage est une grande conquête. Elle est très relative. En même temps que le capitalisme est obligé de subventionner le chômage, il augmente la production, les prix, et diminue le niveau de vie de toute la classe ouvrière. Il y a une accumulation constante des facteurs d'une crise plus ample encore du système capitaliste, qui conduit à la guerre.

La solution au problème du chômage est d'étatiser les usines qui ne peuvent produire, les entreprises auxquelles les capitalistes privés ne s'intéressent plus et qui ne peuvent plus faire la concurrence.

Il faut les étatiser et planifier la production en fonction des besoins de consommation de la population. Pourquoi ne pourrait-on pas le faire ? L'inconvénient c'est que l'on viole la propriété privée ?

en Belgique, ques pitaliste

J. POSADAS

Mais c'est bien la propriété privée qui empêche les gens de vivre.

Il faut mener une discussion dans le mouvement ouvrier sur le chômage, les bas salaires, l'augmentation des maladies, la détérioration de la santé de la classe ouvrière, des conditions de vie et d'hygiène. En Italie, à Seveso, une quantité d'enfants sont nés déformés. Et d'ici vingt ans il y en aura beaucoup d'autres. Génétiquement, les conséquences de cette intoxication ne s'expriment pas immédiatement.

Le capitalisme n'est pas en conditions de répondre aux besoins de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie, de progrès social, d'hygiène de la population du monde. Les États ouvriers n'ont pas encore suffisamment développé la production pour y parvenir. Mais ils tendent vers cela. Le capitalisme, par contre, tend à augmenter ses bénéfices et prépare la guerre pour défendre ceux-ci. Dans les États ouvriers, les conditions de la classe ouvrière tendent à s'améliorer et à s'élever. Faisons une simple comparaison : dans l'État ouvrier allemand, l'ouvrière qui est enceinte va avoir neuf mois de congés payés, et le mari un mois, pour participer aux soins de l'enfant. On paie 95% du salaire et des allocations importantes aux familles qui ont des enfants, jusqu'à l'âge de dix ans. L'État ouvrier se préoccupe d'assurer la continuité de la population. Le capitalisme s'occupe de l'exploiter.

En Belgique existe une des formes les plus arriérées de la production et de l'exploitation capitaliste. C'est un pays accessoire pour le capitalisme. Il est un fournisseur d'acier, de charbon pour le Marché Commun, et un centre d'investissement de capitaux destinés à cette production. Mais la production d'acier et de charbon arrive à son terme. Le capitalisme produit aujourd'hui de l'acier en deux fois moins de temps qu'avant, et il doit réduire sa production. L'acier est la base de l'économie belge. L'Italie pourrait produire trente cinq millions de tonnes d'acier, elle en produit à peine huit ou dix, car autrement, elle modifierait les plans de la CECA.

C'est le Marché Commun qui décide que l'Italie ne produise plus d'acier et importe le reste du Luxembourg et de la Belgique, où l'acier est produit à moitié prix. La Belgique est déjà arrivée à saturation de la production d'acier. Le capitalisme ne s'étend plus et ne se développe plus. Il existe des matériaux supérieurs à l'acier qui ont une aussi grande résistance et son plus légers, plus maniables pour la construction des logements ou pour les transports publics. L'impérialisme allemand, français et anglais peuvent à eux trois couvrir tous les besoins en acier. Ils utilisent des petits pays comme la Belgique en tant qu'accessoires pour investir des capitaux, comme marché pour des produits industrialisés.

Le Bénélux ne fut que la conséquence de la concentration des grands capitaux aux dépens des petits et moyens. Le Marché Commun est une sorte de multinationale destinée à concurrencer l'impérialisme nord-américain et japonais et les États ouvriers. Il montre que le capitalisme n'a pas d'avenir. Il doit prendre la forme d'association, de concentration d'une gigantesque multinationale de tous les pays européens pour faire face à la concurrence des États ouvriers. Le capitalisme belge n'a pas de perspectives, de même que le capitalisme français, allemand, anglais ou italien.

Entre-temps, la classe ouvrière doit vivre, développer les luttes, elle doit

vivre chaque jour. Les directions syndicales, socialistes, communistes, catholiques, fédéralistes, ne tiennent pas compte de ce manque de perspective du capitalisme. Elles n'ont pas de programme pour le futur. Elles ont un programme au jour le jour, s'opposant au capitalisme, au gouvernement, au patronat, pour une revendication ou une autre, pour de meilleurs salaires ou pour l'indemnisation des chômeurs.

Le paiement des chômeurs n'est pas une conquête des bureaucrates du syndicat, mais une conséquence de l'existence des États ouvriers, qui oblige le patronat à donner des indemnités pour empêcher que les chômeurs ne renversent le système capitaliste. Avant, il les laissait mourir. Plus il y avait de chômeurs, mieux cela valait pour lui, car ceux-ci faisaient pression pour faire baisser les salaires. Maintenant, il les paie. Les relations capitalistes sont toujours les mêmes. Alors pourquoi fait-il cela ? C'est parce que les États ouvriers existent, et pour empêcher que les chômeurs n'acquiescent la conviction que la solution est de faire comme dans les États ouvriers. Ce n'est pas une conquête des directions syndicales, c'est une conquête des masses des États ouvriers, qui influencent les masses et obligent le capitalisme à subventionner le chômage.

Actuellement, le capitalisme n'a pas besoin d'une armée de réserve. Il a besoin de chaque fois moins d'ouvriers et de plus de technique. Dans les grands pays capitalistes comme l'Allemagne, l'Angleterre, la France, les États-Unis, le Japon, et en partie la Belgique et l'Italie, la concentration de la production, des capitaux, de la technique augmente. La proportion des techniciens, des planificateurs de l'économie bourgeoise augmente, celle des ouvriers diminue. Le capitalisme espérait gagner ainsi la petite-bourgeoisie à la perspective de la propriété privée, mais celle-ci est gagnée à la lutte anti-capitaliste. Elle n'est pas attirée pour des raisons sociales, mais elle est gagnée intelligemment.

Tous les mouvements écologiques d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, de France, sont le fait de la petite-bourgeoisie. Ce sont des mouvements anti-capitalistes, même si tous ceux qui y interviennent n'ont pas une finalité consciente anti-capitaliste. Mais ils se proposent d'éliminer la forme de production qui est la cause de la pollution, afin de purifier l'environnement, d'assainir les relations avec la nature. La plupart de ces camarades sont des techniciens de l'économie, ce qui veut dire qu'ils sont gagnés, influencés par le progrès de l'humanité et attirés vers le camp ouvrier. Ce processus n'est pas identique, mais il est en progrès constant dans chaque pays. Le capitalisme s'appuie essentiellement sur la petite-bourgeoisie de cette branche, mais il le fait à un degré chaque fois moindre.

Les luttes en Belgique vont se poser sur ce plan. Il faut aussi tenir compte que la Belgique est le siège de l'OTAN. Cet organisme n'a aucune signification importante. C'est un poste de commandement, une fabrique d'idiotisme qui se proposent un objectif irréalisable : assurer le maintien du système capitaliste. Mais en même temps, l'OTAN est là pour donner à la bourgeoisie belge une certaine assurance, la garantie qu'elle sera défendue par les armes. Mais rien n'est moins certain.

Le capitalisme en Belgique est un des moins concurrentiels. Il est soumis aux investissements français, anglais, allemands et yankees. Il n'a pas la force de faire la concurrence, ni de possibilité d'expansion. Il est chaque fois repoussé plus bas dans la concurrence mondiale. Les directions syndicales et politiques n'ont pas notion de ce fait, elles ne s'y intéressent pas. Elles ne croient pas que le progrès est uni à la lutte anti-capitaliste. Elles n'ont pas de programme de lutte anti-capitaliste. Elles proposent tout au plus des augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, alors que le capitalisme n'est même plus en mesure de supporter des augmentations de salaires. Des usines ferment de plus en plus, le coût de la vie augmente,

(Suite page 8)

Secrétariat International de la IVe Internationale Posadiste

MANIFESTE DU 1^{er} MAI 1987

Appuyer et impulser le progrès de l'Union Soviétique pour développer le progrès de l'histoire humaine,
en front unique avec les masses des pays capitalistes et des autres États ouvriers, des États révolutionnaires et des mouvements révolutionnaires du monde.

Ce Premier Mai 1987 ne se différencie pas des autres en ce qui concerne la continuité de la lutte de classes mondiale pour le progrès humain.

Le changement fondamental qui se produit à cette phase se trouve dans l'avance et le mûrissement profond de la régénéscence des États ouvriers, qui rendent de plus en plus lumineux le « phare qui éclaire le monde ». C'est au travers de ce processus que l'humanité montre comment elle cherche à se mettre d'accord avec elle-même et à briser l'esclavage, la sujétion, la torture sociale exercée par la division de la société en classes, par l'exploitation de l'homme par l'homme et par l'oppression contre les êtres humains.

Il n'y a pas un seul élément de stabilité dans le système capitaliste. Par contre, il existe un développement continu dans les États ouvriers, en URSS - représentant concentré du prolétariat mondial, comme le qualifiait le camarade J. Posadas.

C'est là que réside l'hommage le plus profond de l'humanité aux martyrs de Chicago tombés dans la lutte pour les huit heures.

LA CONCENTRATION SOCIALE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PROCESSUS HISTORIQUE

En ce Premier Mai, nous saluons avec toute notre joie communiste les masses du monde entier, le prolétariat des pays capitalistes développés d'Europe, du Japon, des États-Unis, les masses des pays dits du tiers-monde, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine. Et nous saluons fondamentalement les masses des États ouvriers, de l'Union Soviétique qui sont, par leur progrès politique révolutionnaire, la garantie historique de la continuité du genre humain face à la débâcle sociale, économique et militaire du capitalisme.

Nous saluons tous ceux qui, dans ce qui reste encore du camp capitaliste, luttent pour le progrès humain, pour la préservation de la nature, de la vie elle-même, du cosmos, tout en ayant à résoudre les problèmes quotidiens de l'existence, qui luttent pour imposer au système capitaliste de ne pas enfoncer l'humanité dans la guerre atomique, et qui luttent aussi contre la guerre de tous les jours contre la faim, la misère, la malnutrition, le manque d'intérêt du capitalisme pour la santé des gens, pour l'enseignement, la culture, le logement.

En ce Premier Mai, nous sentons l'identification de plus en plus consciente de l'humanité en tant que genre humain dans la lutte pour le socialisme. A cette étape, l'humanité se concentre dans la construction de la direction pour la mener vers le progrès. Le système capitaliste s'effondre dans le monde entier. Les 14 États ouvriers, les 16 États révolutionnaires, ainsi que d'autres pays qui n'obéissent déjà plus au système capitaliste, sont la représentation de ce processus.

Ce sont les changements, les progrès de l'Union Soviétique qui décident, qui orientent socialement l'humanité. La IVe Internationale Posadiste, qui fait partie intégrante du mouvement communiste mondial, participe et intervient dans ce processus si beau et si profond qui s'exprime dans les formes inégales et combinées des changements de l'Union Soviétique, et qui s'unit indissolublement au processus mondial de la révolution socialiste.

L'État ouvrier soviétique élève sa fonction historique et développe, sous une forme dialectique, marxiste révolutionnaire, les instruments, les organes qui sont la base pour revenir à Lénine et au Parti Bolchevique.

Le centre dynamisateur et la raison d'être historique de tout le processus mondial de la lutte de classes qui ne se laisse pas écraser par le système capitaliste, se trouve en URSS. Aujourd'hui, en ce Premier Mai, nous devons comprendre que les progrès de l'humanité se concentrent dans le cours de la régénéscence de l'État ouvrier soviétique.

Pour lutter pour toutes les revendications, il faut s'appuyer sur les progrès et l'assurance historique de l'URSS. De même, il faut voir que les progrès du Nicaragua ou de l'OLP dans sa dernière réunion (qui est un État révolutionnaire non encore installé dans un territoire), les progrès du Burkina Faso, du Pérou, de l'Argentine, du Zimbabwe, de l'Uruguay, ou de tout autre pays en lutte, ne seraient pas possibles sans l'existence de l'Union Soviétique.

LES CHANGEMENTS EN URSS CONCENTRENT LA RÉVOLUTION MONDIALE

Indépendamment de la nécessité d'élever encore plus l'intervention des masses soviétiques, dans leurs organes, sous la consigne du retour à 1917, le progrès qui s'accomplit dès maintenant dans une partie importante de la direction politique de l'État ouvrier soviétique est une affirmation de la rapidité de la reconstruction soviétique de l'État ouvrier. La structure sociale, révolutionnaire, communiste de l'URSS pèse de façon de plus en plus décisive dans la voie du retour à 1917. Ce fait à lui seul constitue le plus grand hommage que l'histoire rend à la classe ouvrière en ce Premier Mai 1987. L'élimination du système d'exploitation de l'homme par l'homme se produit en même temps que la construction de la nouvelle société, sans classes, sans exploités ni exploités.

Depuis la disparition de la société communiste primitive, l'humanité a connu pendant des millénaires diverses formes d'oppression sociale d'une classe contre l'autre, que ce soit l'esclavage, le servage ou l'aliénation du prolétariat moderne dont le capitalisme s'approprie la plus-value, et dont le travail est la seule base des richesses du système capitaliste.

Aujourd'hui, les changements de l'État ouvrier soviétique se réalisent sous une forme combinée, mais aussi inégale dans la mesure où ils ne s'accompagnent pas d'une élévation programmatique du Parti dans un sens bolchevique. Les pas de régénéscence de la direction soviétique sont encore incertains, car ils ne s'appuient pas sur la méthode marxiste. Le stalinisme a annulé, écrasé toute la direction du Parti Bolchevique. Il a cherché à liquider toutes les tentatives d'élever la pensée communiste. Il a instauré un système bureaucratique de pensée. Le stalinisme ne signifiait pas seulement l'appropriation bureaucratique de la production et de la distribution des biens de l'État ouvrier, mais aussi et surtout une forme de pensée bureaucratique. C'est ainsi que cette caste bureaucratique s'est éloignée de la pen-

(Suite page 6)

NICARAGUA -- Suite de la page 3

Le socialisme ne peut se construire que sur la base de la planification de l'économie. Par une étape d'accumulation de forces, il est possible de coordonner, d'orienter, et même de planifier la propriété privée à travers un État centralisateur et majoritaire qui monopolise le commerce extérieur, mais cela continue à être un principe du marxisme qui sur une base supérieure, en temps que cause et effet de l'avance de la démocratie prolétarienne et de l'extinction de l'État, anticipe l'élimination de la propriété privée. L'économie étatisée et planifiée avec la pleine participation des masses et de leur parti - à l'inverse de ce qu'a fait le stalinisme - assoit les bases de la disparition de l'intérêt individuel, des sources de l'égoïsme et du désir du pouvoir. Les États ouvriers ont pu commencer à surmonter la dégénérescence bureaucratique dont ils ont souffert, parce que leur base économique était légitime, même si leur exemple, tout en étant une base historique de confiance dans l'avenir, est encore incomplet et en arrière des possibilités créées par leur propre fonction dans le processus révolutionnaire mondial. C'est pour cela qu'aujourd'hui en URSS, et après presque 70 ans de révolution prolétarienne, on réglemente en URSS l'existence d'entreprises privées individuelles, alors que les masses soviétiques ont déjà démontré leur maturité pour dépasser la propriété privée et parvenir à des stades supérieurs de production et de distribution. L'économie mixte admise par la Constitution nicaraguéenne a besoin, pour être dépassée, de l'appui et de l'exemple concret développé par les États ouvriers.

La propriété de l'État, coopérative et privée, réglementée par la Constitution, n'est ni une invention, ni une idée provenant du Nicaragua. Mais c'est aussi l'expression de la réalité, de l'arriération immense dans laquelle le pays s'est trouvée sous la direction de Somoza, du blocus et de l'agression auxquels il a été soumis, et des faiblesses de la direction objective de la révolution mondiale, des États ouvriers et des partis communistes, quant à la façon de participer de manière créative avant, pendant et après la prise du pouvoir, afin d'éliminer tout sens de la propriété, du pouvoir, du repli national, des préjugés idéologiques ou religieux. Et ils ne l'ont pas fait comme faisant partie de l'ensemble du prolétariat et de l'humanité qui a triomphé dans un endroit déterminé et pour laquelle il est nécessaire de partager l'expérience, de la sentir comme étant la sienne, de la discuter et d'en tirer le bilan de façon permanente. Il ne fait aucun doute qu'il y a une incapacité

économique et matérielle des États ouvriers, pour pouvoir répondre à tous les besoins des nouvelles révolutions, qui est comprise par les masses des pays en lutte pour la transformation sociale. Mais ceci ne doit pas être un empêchement pour participer à la discussion de la construction du nouvel État ouvrier, permettant ainsi que son développement soit le plus harmonieux possible, et que sa propre force pèse comme un facteur de dynamisme à l'intérieur des pays socialistes eux-mêmes.

Les formes de coopératives développées à la campagne par le Nicaragua, sont clairement supérieures aux formes antérieures de la propriété privée. L'État et les coopératives se répartissent presque 60% de la propriété agraire, sans toutefois avoir conclu de réforme agraire. Ceci, joint aux petits paysans qui aujourd'hui possèdent des parcelles suffisantes pour leur nourriture, alors qu'avant ils n'avaient pas de terres, représente le support fondamental de la révolution. L'élévation politique du rôle des syndicats agricoles et urbains, le mûrissement politique des milices et de leur relation avec les autres paysans, la séparation graduelle du Front Sandiniste de l'État et le développement du contrôle ouvrier, paysan et populaire, sont les instruments qui permettront aux paysans propriétaires et aux coopératives de progresser individuellement et collectivement avec le progrès de l'État révolutionnaire vers l'État ouvrier. Ce sont les ciseaux politiques et économiques qui unissent la campagne à la ville, dans lesquels l'existence de la propriété privée agraire ou industrielle arrivent à un certain moment à entrer en contradiction antagonique avec l'intérêt social collectif. Il ne s'agit pas d'annoncer dès maintenant ce moment, mais de préparer le parti, l'avant-garde, les ouvriers de la campagne et de la ville, à la compréhension de l'objectif socialiste à atteindre, en apprenant des expériences et des erreurs d'autres processus, en ayant la confiance absolue qu'avec le parti basé sur le marxisme et la participation créatrice des masses, on trouvera les forces nécessaires pour surmonter toutes les difficultés.

La méthode actuelle de la direction sandiniste face aux discussions et aux difficultés qui la dépassent, consiste dans très peu de cas à les remettre à plus tard, mais dans l'ensemble à se servir de la mobilisation des masses pour trouver l'objectivité avec elles. L'État d'assemblée permanente que vivent les syndicats et les organisations populaires, la démo-

(Suite page 2)

Manifeste du 1er Mai 87 ...

(Suite de la page 5)

sée marxiste, dialectique, et a développé une conception de repli sur soi, l'illusion de la possibilité du «socialisme dans un seul pays», et de l'établissement d'une coexistence pacifique avec le régime capitaliste, l'illusion que le maintien de l'État ouvrier dépendait de la seule capacité de manoeuvre de sa direction face au système capitaliste mondial, à l'impérialisme.

Cependant, l'histoire des soixante dernières années a démontré que cela n'est pas possible, que c'est l'interaction mondiale de la révolution socialiste et, fondamentalement, la relation de l'État ouvrier avec le prolétariat du reste du monde, qui étaient et sont toujours la garantie de l'existence de l'État ouvrier soviétique.

Aujourd'hui, l'URSS poursuit et approfondit un processus de changements dans le sens d'un progrès. Elle tend vers une programmation de la politique intérieure plus adéquate aux besoins objectifs de l'État ouvrier, vers un programme permettant de rompre les schémas de la bureaucratie formée sous le stalinisme et d'en revenir aux structures soviétiques de l'État ouvrier : la participation des masses à la vie et à la direction de l'État ouvrier et du Parti Communiste soviétiques.

A cette étape, tous les progrès viennent de l'URSS et tous les progrès du monde vont vers l'URSS. La lutte des masses du monde, du prolétariat, de la petite-bourgeoisie, de la paysannerie, des écologistes, des militaires progressistes, des milieux artistiques et culturels, sont le soutien de l'État ouvrier et affirment tous les progrès de la direction soviétique dans la voie du retour au marxisme, au Parti Bolchevique, à Lénine.

Nous soutenons, avec toute notre passion révolutionnaire, les progrès de la direction soviétique, sa décision de rompre les schémas de la bureaucratie, qui ne reposent pas seulement sur un bureaucrate ou un autre, mais sur une conception de l'État, des relations sociales, de la fonction de l'État ouvrier.

Comme le camarade J. Posadas l'avait prévu, nous avons la conviction que ces progrès d'une partie de la direction soviétique sont irréversibles, au-delà des mesures encore contradictoires que prend cette direction qui n'a pas encore acquis la conception marxiste dans sa globalité. Mais ces progrès font partie d'une nécessité historique de la structure de l'État ouvrier, de sa sécurité historique, et ils montrent que la direction soviétique a déjà consciemment en tête les coordonnées de la révolution socialiste mondiale pour en finir avec ce qui reste du système capitaliste.

LA NÉCESSITÉ DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE MONDIAL

Le capitalisme est incapable de résoudre le moindre problème du développement de l'humanité. Comme l'analysait le camarade J. Posadas, si les États ouvriers n'existaient pas, les conditions de crises auraient déjà conduit les différents pays capitalistes à des dizaines de guerres entre eux pour la conquête ou la défense des marchés.

En ce Premier Mai 1987, nous assistons à des guerres, sous forme de menaces, d'insultes, de chantages de l'impérialisme nord-américain envers ses alliés historiques, la bourgeoisie allemande, japonaise, française, etc... Cette situation explosive de crises sans issues des économies des principaux centres organisateurs du système capitaliste mondial aurait, dans d'autres conditions, conduit l'humanité à de nouvelles guerres inter-capitalistes. Mais aujourd'hui, ces pays doivent se servir des bourgeoisies des pays les plus arriérés au moyen de la dette extérieure et de la vente de matériel de guerre, pour pallier transitoirement à leur propre crise : mais cela même contribue à rendre cette crise encore plus profonde.

Dans le processus de la lutte pour l'indépendance en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, les masses s'unifient malgré et même parfois contre leurs directions. Les «quatre jours qui ont bouleversé l'Argentine» récemment, sont une expression claire et sans détours de ce qui se passe dans l'esprit des masses du monde. Les événements d'Argentine, l'intervention des masses pour arrêter la tentative de coup de force militaire, expriment les sentiments des masses du monde entier et leur volonté sûre de ne plus continuer à vivre comme avant. Les masses ne sont pas non plus paralysées par la peur de la guerre atomique. Elles vivent une guerre tous les jours dans leur lutte pour la vie, pour la dignité humaine. Cette capacité des masses est infiniment supérieure à toutes les difficultés pour construire la direction et appliquer un programme et une politique adéquats. Les masses vivent et agissent tous les jours avec une profonde conviction communiste.

C'est cela qui unifie toute l'humanité et qui centralise l'action des masses, et qui contribue à la construction de leur direction. C'est l'Union Soviétique qui donne le support nécessaire à l'accélération et à l'élévation de ce processus. Tous les changements en URSS, la possibilité de discuter de tout, de tout analyser, de porter des jugements sur tous les problèmes, sur la base de la défense inconditionnelle de l'État ouvrier soviétique, est une base essentielle pour le progrès intérieur de l'URSS et pour celui de la révolution socialiste mondiale. C'est là-dessus que s'appuient les directions qui mûrissent dans et hors de l'URSS.

Il existe une conjugaison unique dans l'histoire d'un processus de construction de la direction et de la profonde décision des masses d'en finir avec tout ce qui opprime et empêche ce progrès. Tout cela s'est exprimé dans les «quatre jours d'Argentine», c'est aussi là que réside la force des masses du Nicaragua, du Salvador du Zimbabwe, du Burkina Faso, celle de l'avant-garde des masses nord-américaines qui manifestent par centaines de milliers contre la politique de l'impérialisme de leur pays.

Aujourd'hui, ce n'est pas l'analyse de la crise du système capitaliste en tant que tel qui est fondamentale, il s'agit de voir comment l'humanité trouve le moyen de progresser et de s'en sortir. Le centre, c'est de voir comment on revient au marxisme en URSS et que la régénérescence de l'État ouvrier avance sans hésiter. Les contradictions et les faiblesses sont naturelles quand on considère la profondeur des changements en cours. Ceux-ci signifient la rupture d'une base bureaucratique de millions de personnes dont le niveau de vie était supérieur à celui du reste de la population et qui, surtout, avaient acquis des habitudes sociales vicieuses, en détournant à leur propre profit les forces de production étatisées, de l'économie planifiée.

Malgré cela, ces couches de la bureaucratie n'ont pas pu rompre complètement les liens avec la révolution socialiste mondiale. C'est pourquoi aujourd'hui, l'avant-garde révolutionnaire mondiale considère comme naturels les changements de l'URSS, et elle considère comme siens propres tous les progrès qui s'accomplissent et en ressent une plus grande assurance et décision.

En ce Premier Mai, nous voyons que les conditions du monde poussent des directions issues du camp capitaliste ou du réformisme, du côté des masses, des États ouvriers, des États révolutionnaires. Des dirigeants, comme Alan Garcia au Pérou, doivent mener des politiques économiques et sociales qui ne favorisent pas

(Suite page 8)



LES ELECTIONS SOCIALES .. Suite de la page 1

Les délégués moyens, les délégués de base sont présents sur le terrain, sont sur pied de guerre dans toutes les actions comme à Cuivre et Zinc, dans l'enseignement, dans les services publics, dans les hôpitaux, mais il n'y a pas de volonté en haut lieu de donner un programme et une perspective anticapitaliste, ni aux luttes des travailleurs, ni aux élections sociales.

Ne prenons qu'un seul exemple : à quoi peut bien servir les interventions des délégués au Conseil d'Entreprise, si les organisations syndicales ne prennent pas le relais ! Des questions ou des problèmes posés au patron lors des réunions ne trouvent pas de réponse ou de solution. Bien, immédiatement, les organisations syndicales prennent le relais et par un rapport de force, un arrêt de travail, une grève du zèle, n'importe quelle action, imposent la loi des travailleurs.

Mais les organisations syndicales, FGTB comme CSC, en haut lieu, privilégient les relations de concertation à un point tel qu'elles ont oublié qu'elles servaient seulement à ce que les travailleurs aient un droit de regard dans les affaires patronales et que la lutte de classes existe encore.

Dans les élections sociales, comme dans les mobilisations, les organisations syndicales ont abandonné pas mal de revendications, et entre autres l'Index ! Depuis de nombreuses années, l'Index a été purement et simplement supprimé ! Et qu'est-ce que les organisations syndicales ont fait pour le rétablissement de l'Index, pour des augmentations de salaires interprofessionnelles que les travailleurs n'ont plus depuis près de 7 ans ! Contre le démantèlement des services publics, contre la privatisation des services publics !

Il n'y a pas de démocratie dans les syndicats, les travailleurs n'y ont rien à dire, sauf de temps en temps pour voter ou pour faire grève dans les limites déterminées par les chefs syndicaux.

C'est tout cela qu'il faut changer, qu'il est indispensable de changer. Dans la tête de beaucoup de délégués, il y a la conscience que ce changement est nécessaire. Pour cela, il faut intervenir dans les assemblées, en organiser quand il n'y en a pas, et défendre des principes de démocratie syndicale ! Les listes pour les élections sociales doivent faire l'objet d'une discussion. Il est inadmissible que des délégués combattifs soient rayés de la liste contre l'avis des travailleurs. Il faut exiger un pool antérieur aux élections. Les délégués doivent être élus et révocables s'ils ne respectent pas les intérêts des travailleurs. Les délégués permanents doivent être élus par les syndiqués et également révocables s'ils ne remplissent pas leur mandat dans l'intérêt des travailleurs. Les mandats des délégués élus se trouvent dans les mains des travailleurs, aucun délégué ne peut démissionner ou être démis sans que les travailleurs qui ont voté pour lui puissent décider de son sort. Ce sont les syndiqués, les travailleurs, qui doivent décider. Nous sommes bien loin de cela dans nos organisations syndicales. Mais ce sont des principes à défendre. Les délégués permanents doivent avoir un salaire moyen, et tout ce qui dépasse un salaire d'ouvrier moyen doit être mis dans un fond de combat.

La révocabilité des mandats des délégués à tous les niveaux est un principe très important à défendre : un délégué élu par les travailleurs est continuellement soumis à leur contrôle, même s'il est combattif il peut parfois se tromper, et les travailleurs sont là constamment pour le corriger, l'aider, le critiquer, le contrôler. Un délégué qui n'est pas élu, même s'il est honnête, est rapidement entraîné dans le tourbillon de l'appareil, de la bureaucratie et mettra en avant la conception de concertation plutôt que celle de la lutte de classes, mais aussi des intérêts personnels, qui le corrompent, le pervertissent.

Il suffit de constater les conséquences néfastes de Val-Duchesse pour l'ensemble de la population, sur le plan de la santé par exemple, de l'enseignement, pour voir que la lutte est plus nécessaire que jamais. Les délégués syndicaux doivent défendre et discuter ces principes et proposer aux directions syndicales de se battre fermement pour un programme de transformations sociales. Si on ne met pas en cause l'existence même du système capitaliste, il n'y a aucune solution à la crise, aucune possibilité de répondre aux besoins de la population. Pour résoudre tous les problèmes du chômage, de la misère qui augmente dans ce pays, il est indispensable de proposer d'autres formes d'organisation de l'économie de façon à ce qu'elle soit planifiée en fonction des besoins essentiels des gens, et non au profit de quelques-uns, des banques et des holdings comme cela se fait aujourd'hui. Les organisations syndicales doivent également s'occuper de ces problèmes.

Les élections sociales démontrent d'autre part qu'il ne sera pas possible dans l'avenir de développer aucune action ni même aucune discussion sans tenir compte du Front Commun Syndical. Ce Front Commun Syndical est indispensable, même dans les entreprises où la FGTB est majoritaire, parce qu'il représente une force contre le patronat, mais surtout il représente l'unification des travailleurs de Flandres et de Wallonie, parce qu'en Flandres la FGTB est minoritaire. Ce Front Commun est indispensable pour persuader les travailleurs, et les gagner à une perspective anticapitaliste, à la nécessité d'un changement social. Les employés et les cadres que le patronat a essayé de récupérer dans les élections sociales en inventant une nouvelle loi, font partie de ces gens que l'on peut convaincre et gagner en montrant la force d'une action réalisée en Front Commun pour défendre les intérêts de tous. D'ailleurs, on peut constater dans les résultats des élections sociales que les délégués élus soit à la FGTB ou à la CSC sont le plus souvent des délégués combattifs qui ont fait leurs preuves dans les luttes. Le Front Commun est une hantise dans la tête de certains dirigeants syndicaux, qui cherchent toujours à rendre responsable « l'autre syndicat » de toutes leurs incompétences, leurs erreurs, leur conception sociale démocrate.

Voilà les quelques propositions de thèmes à débattre dans les assemblées syndicales, et parmi les délégués et les travailleurs.

Le 30 Mai 1987.



Extrait de «Kommunistiki Pali», organe de la Section Grecque de la IVe Internationale Posadiste.

Les provocations de la Turquie et des USA contre la Grèce

La récente menace de guerre de la Turquie contre la Grèce, sous prétexte du conflit à propos des eaux territoriales de la Mer Égée, et les événements qui l'ont suivie, sont une expérience pour la gauche, qui va aider celle-ci à mieux comprendre tout le processus économique, politique et militaire que vit actuellement le pays, le niveau de l'affrontement avec l'impérialisme yankee et, d'autre part, le mûrissement des conditions pour une politique plus résolue de la Grèce contre l'impérialisme. Sans que l'on puisse dire que ces événements allaient signifier automatiquement une élévation de la politique et des objectifs du gouvernement Papandréou, ils ont montré que le pays est prêt à une rupture directe avec l'impérialisme yankee.

Voilà la conclusion la plus importante de cette crise, et qui vérifie toutes les analyses de J. Posadas sur la Grèce posant que la Grèce ne peut vivre dans la soumission à l'impérialisme. Cette situation existait déjà à l'époque de Karamanlis.

Il faut prendre en considération, non seulement les déclarations de Papandréou dénonçant que l'impérialisme yankee était derrière les provocations de la Turquie, mais également ses actes, qui vont avoir des conséquences très importantes dans un proche avenir. En effet, ses démarches envers le Pacte de Varsovie et la Bulgarie en particulier sont une condamnation et une défaite pour l'impérialisme. Bien que les Yankees aient fait marche arrière, du moins en apparence, ils ne pourront pas continuer à supporter une situation qui les rend ridicules à la face du monde. Un pays petit comme la Grèce se permet de ne pas se soumettre aux menaces, et décide d'affronter l'impérialisme, de rompre avec l'OTAN et de fermer pendant un certain temps des bases.

Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme cherche à créer des problèmes dans cette région, soit contre la Grèce comme c'est le cas maintenant, soit contre la Bulgarie (avec le prétexte du problème de la minorité turque dans ce pays), soit contre la Syrie et l'Irak (avec les attaques de la Turquie contre les Kurdes vivant dans ces régions). Depuis la signature des accords DECA, les États-Unis utilisent plus directement la Turquie pour intervenir dans cette région, contre la révolution arabe et les États ouvriers.

Lorsque Papandréou déclare à la télévision que les États-Unis sont à l'origine de cette crise, il doit reconnaître lui-même l'échec de sa politique «des eaux tranquilles» vis-à-vis des Yankees. Il admet que, pour ces derniers, la «tranquillité» signifie la soumission pure et simple de la Grèce, sans aucune possibilité de négociations ou d'aide économique. Si Papandréou ne tire pas encore cette conclusion, le peuple grec lui l'a tirée et va le faire savoir bientôt. Malgré les attitudes conciliatrices de Papandréou dans la période antérieure, la Grèce a déjà payé cher la politique erronée du gouvernement Papandréou et ses positions conciliatrices. Tout d'abord, quand Reagan a interdit à ses concitoyens de voyager en Grèce parce que le gouvernement ne prenait pas de mesures «anti-terroristes», cela a fait perdre au pays plus de 300 millions de dollars, et maintenant, la nécessité de mobiliser l'armée face aux provocations turques coûte également très cher. Le peuple grec voit que, malgré l'apaisement provisoire de la crise actuelle, il va continuer à payer. Jusqu'à quand cela va-t-il durer ?

Le gouvernement grec doit répondre à ces questions et ne pas se contenter de l'apaisement transitoire. L'impérialisme américain n'est pas disposé à faire des concessions à un petit pays comme la Grèce et, moins encore, à l'aider à progresser. Pour empêcher de spolier la Grèce, celle-ci doit sortir des marges du système capitaliste. Autrement, l'impérialisme a tous les moyens de pression.

Une des tâches immédiates que le gouvernement doit accomplir, est de régler tous les problèmes avec les pays voisins, car ceux-ci sont utilisés par l'impérialisme pour intervenir dans la région. Il y a le problème des eaux territoriales avec la Turquie, celui de la Macédoine avec la Yougoslavie, ou celui de l'état de guerre avec l'Albanie, qui est vraiment absurde. Il faut, en même temps, mener de l'avant un programme de transformations économiques et sociales, et de relations internationales telles qu'il sera possible de liquider les bases de l'OTAN et des États-Unis, avec le moins de conséquences nocives ou, au moins, de négocier la présence de ces bases en exigeant des contreparties économiques importantes et le contrôle absolu de l'État grec sur celles-ci, et l'élimination des armes nucléaires.

Certaines positions prises par la gauche face à cette crise sont tout à fait erronées. Le Parti Communiste dit «de l'intérieur» a tout simplement dit que les États-Unis n'avaient rien à voir avec cette crise et ont aidé à la surmonter, et qu'il s'agissait uniquement d'une comédie de Papandréou pour justifier postérieurement l'impossibilité de fermer les bases américaines. La direction du Parti Communiste (extérieur) et en particulier le camarade Florakis, a pris une position correcte dans ce problème, mais qui a été contredite par tout un secteur du parti qui a voulu réduire la discussion politique à une simple opposition parlementaire à Papandréou.

Pourtant, l'attitude de Papandréou était juste en ce qui concerne ce problème et, surtout, quand il a mis en accusation les États-Unis. Cette situation met en évidence l'échec de la «troisième voie» et l'illusion de «compter sur ses propres forces» et de «l'indépendance nationale». Elle est favorable également à une grande impulsion de la gauche et du Parti Communiste en particulier, pour développer un mouvement pour l'expulsion directe des bases militaires de l'impérialisme.

L'impérialisme américain a brûlé la carte des «eaux tranquilles». S'il agit ainsi, c'est parce qu'il n'a aucune préoccupation pour ces problèmes, mais qu'il cherche à aggraver les affrontements à échelle mondiale et à soumettre chaque pays à ses plans de guerre, par tous les moyens et à tout prix. Les masses grecques ont tiré cette conclusion aujourd'hui, et elles ont vu aussi que l'impérialisme est impuissant, à tous les niveaux, à décider l'avenir d'un petit pays, que ce soit la Grèce ou le Nicaragua ou tout autre, quand celui-ci est décidé à vivre et à progresser.

Avril 1987.

LA POLOGNE ET LE VOYAGE DU PAPE

On a essayé dans les médias occidentaux, de montrer le dernier voyage du Pape en Pologne comme une manifestation des masses en faveur de Solidarnosc. Mais les gens ne sont pas venus plus nombreux que lors des visites précédentes du Pape*. Il n'y a pas eu non plus de mobilisations contre l'État ouvrier à l'occasion de ce voyage, contrairement à ce qui s'est passé au Chili où la population a utilisé les circonstances de la visite du Pape pour pouvoir exprimer toute son opposition à la dictature de Pinochet. A force de vouloir faire des comparaisons entre «dictatures», «états de guerre» du Chili et de la Pologne, on finit par retourner l'argument contre soi. En dernière instance, c'est le Pape qui est allé se compromettre avec Pinochet au Chili et avec la hiérarchie réactionnaire de l'Église chilienne, en prenant position contre les tendances réformatrices de l'Église catholique, contre les groupes soutenant «la théologie de la libération», contre l'engagement social des religieux dans la lutte de classe.

En même temps, il s'est aussi compromis en Pologne, en soutenant les secteurs les plus arriérés de l'Église, en glorifiant des prêtres réactionnaires alors que des secteurs comme ceux de Glemp cherchent à s'adapter à l'État ouvrier pour survivre,

car ils se rendent compte que les gens ne sont pas contre l'État ouvrier.

Le Pape a exprimé une nouvelle fois la profonde crise de l'Église catholique, mais aucunement une crise de l'État ouvrier polonais. Et il a aussi brûlé l'image du dirigeant conciliateur et unificateur de l'Église qu'il était censé présenter de lui-même. Les masses polonaises sont venues voir le Pape et elles sont restées avec l'État ouvrier. Le Pape n'a, de toutes manières, pu prononcer aucun discours anti-socialiste, ni faire aucun appel au soulèvement contre l'État ouvrier polonais. C'est le capitalisme et l'Église qui sont mis en échec dans ce voyage car ils n'ont pu arriver à leur fin de provoquer des ruptures et des scissions dans la population.

La même chose s'exprime dans l'ex-mouvement de Solidarnosc, qui n'a aucune idée à proposer pour faire progresser la Pologne, à part la réclamation du droit de parole pour lui-même. Les millions de dollars investis par le capitalisme mondial, et surtout par les États-Unis, dans ce mouvement pour créer un courant anti-État ouvrier important, n'ont pas servi. A l'inverse, les dirigeants

des pays capitalistes européens viennent frapper à la porte de Jaruzelsky pour renouer les relations commerciales entre les pays, à la recherche de débouchés. Après Chirac, c'est Tindemans.

Pour essayer d'entretenir le mythe de Solidarnosc, le capitalisme a aussi fait éditer une biographie de Lech Walesa présentée comme «autobiographie». Mais finalement, peu importe que Walesa l'ait ou non écrite lui-même - lui qui se vantait de savoir à peine écrire -, ce qui compte c'est que Walesa signe, dans ce livre, et malgré lui, un aveu de reconnaissance de la supériorité de l'État ouvrier. Il dit, en passant, que tous les Polonais considèrent aussi évident qu'ici le fait d'obtenir de l'eau en ouvrant un robinet, qu'en Pologne «le socialisme garantit le logement pour tous, la sécurité sociale, l'instruction et les soins de santé». Dans quel pays capitaliste, même le plus industrialisé, existe-t-il ces garanties, pour toute la population ? Rien qu'aux États-Unis, des millions de gens n'ont pas de toit pour dormir, meurent de froid dans les rues, sont sans travail. En Belgique, la proportion de gens qui n'ont plus aucune sécurité dans l'avenir augmente à toute vitesse.

Par ailleurs, ce livre écrit au nom de Walesa manque totalement d'idées quant à ce qu'il faut faire pour le progrès de la Pologne, pour son développement économique et social. Il manifeste aussi une grande ignorance de tout ce qui se passe dans le monde, des luttes des masses en Amérique Latine, en Afrique, en Asie, et même dans le reste de l'Europe.

Dans le mouvement syndical et les organisations politiques de gauche en Belgique, il faut discuter cette situation et tirer les conclusions sur ce que signifiait ce «syndicat Solidarnosc». Il est vrai qu'on en parle de moins en moins, mais ce n'est pas suffisant. Il faut discuter aussi de la Pologne d'aujourd'hui, des changements et des progrès qui s'y accomplissent, de la vie et de la fonction des syndicats, et développer avec eux des relations et des échanges entre les organisations pour apprendre à connaître réellement l'État ouvrier polonais.

*Voir J. Posadas «Le voyage du Pape en Pologne, l'Église et le socialisme» - extrait de : «Les enseignements de la Pologne pour le progrès socialiste de l'humanité» édité par Édition Science Culture et Politique.

BELGIQUE

Suite de la page 5

l'alimentation se dégrade, les services à la population sont chaque fois pires : transports, hôpitaux. Tous ces problèmes doivent être inclus dans les revendications des syndicats.

En même temps qu'il faut assurer le travail et les salaires, il faut organiser l'activité pour assainir les aliments. Les masses en Belgique s'empoisonnent tous les jours à cause de la nourriture, de la pollution de l'air. Il faut inclure ce programme dans les revendications.

Le capitalisme subventionne les chômeurs, mais cela a un effet limité parce que cette subvention est récupérée dans les prix des produits alimentaires, des transports, de l'habillement : c'est encore la classe ouvrière qui paie. Il faut poser une série de revendications, de façon qu'il n'y ait pas de chômeurs, ni de pollution, ni de frelatage des aliments. Tous les gens doivent avoir du travail, personne ne doit chômer. Il faut diminuer les heures de travail, défendre les salaires, mettre les prix sous contrôle de la classe ouvrière. Ce contrôle doit être hebdomadaire. Chaque syndicat, chaque quartier, doit intervenir pour contrôler les prix. Les salaires doivent augmenter en fonction de l'augmentation des prix : il faut une échelle mobile des salaires, mais qui tienne compte également de la qualité des aliments.

Au lieu de subventionner des chômeurs, il faut lutter pour que tout le monde puisse travailler et produire. Il faut refuser le chômage des ouvriers. Les chômeurs sont un moyen de pression pour le bureaucrate, contre le reste de la classe ouvrière. Le capitalisme ne peut donner du travail à tous. Il n'y a aucune possibilité de réutiliser tous les chômeurs. L'Europe en compte six millions et demi, et cela va encore augmenter. Il n'est pas vrai que le chômage est inévitable.

La technique, le niveau de productivité du capitalisme lui permet de produire de façon plus concentrée, en moins de temps qu'avant. Mais la classe ouvrière doit vivre. Le progrès constant de la technique rend inécessaire une partie de la classe ouvrière. Le capitalisme n'a plus intérêt comme avant à maintenir une armée de chômeurs. Avant, il pouvait l'utiliser pour faire pression sur les travailleurs et empêcher les augmentations

de salaires, l'élévation de la lutte de classes. Maintenant, le capitalisme ne parvient pas à utiliser les chômeurs contre les travailleurs, parce qu'il existe l'exemple de vingt États ouvriers, des luttes des masses d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, la politisation de la petite-bourgeoisie. Le capitalisme est contraint de subventionner le chômage. L'armée de réserve de chômeurs ne lui est plus utile, il a même intérêt tout simplement à la supprimer.

Les grands pays capitalistes, États-Unis, Allemagne, France, Angleterre, Japon, Italie, utilisent de moins en moins d'ouvriers. La technique se développe, et donc la capacité de production s'accroît. La concurrence inter-capitaliste augmente aussi, un grand nombre de capitalistes sont éliminés, il en reste une quantité plus réduite, qui fait la même production que tous les autres avant et de façon plus concentrée, plus rapide, donc avec moins de main d'oeuvre et plus de machines. Ils ont besoin de moins de bras, ils augmentent la concentration de capitaux et la productivité, mais n'ont pas de marché pour vendre, puisqu'ils éliminent une partie de la classe ouvrière. En partie donc, la subvention du chômage sert à maintenir le marché capitaliste, mais elle est avant tout destinée à empêcher que les masses sans travail ne s'engagent dans la voie de la lutte anti-capitaliste. Celui-ci ne peut plus fournir du travail comme avant. Le prolétariat a fait une série de conquêtes qu'il ne veut pas se voir retirées. Mais le capitalisme ne peut maintenir ces conquêtes car il doit baisser le coût de production pour faire la concurrence aux États ouvriers.

Il faut donc tenir compte, non seulement du travail et du salaire immédiat, mais aussi de la perspective : y a-t-il une perspective en Belgique pour donner à nouveau du travail à tous, diminuer le coût de la vie, améliorer le système de logements ? Non, la situation ne fait qu'empirer. Le capitalisme n'est pas en conditions de concéder tout cela. Il accroît sa capacité technique alors qu'en même temps la qualité des aliments, des maisons, de l'air, de l'eau, de l'environnement général se détériore. Il faut compter tout cela dans les revendications.

Y a-t-il une perspective pour vivre sous le régime capitaliste ? Il n'y a qu'une aggravation des conditions de vie.

J. POSADAS
27 Août 1977.

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1987

Suite de la page 6

le développement du système capitaliste. Des gouvernements, comme celui de Alfonsín en Argentine, doivent s'appuyer sur les manifestations de millions de personnes dans les rues et sur les places, et sur la décision de leur cri «Plus jamais !» pour définir une lutte contre la droite, qui dépasse de loin le programme de son propre parti. Des bourgeoisies, comme celle d'Italie, ne peuvent manoeuvrer qu'en proposant aux communistes de former un gouvernement, ce qui n'est en rien favorable aux plans capitalistes de la direction du pays. Des mafias, comme celle de Nakasone au Japon, subissent de tels échecs dans leur politique qu'ils sont obligés d'affronter l'impérialisme américain. Cette situation aurait conduit à une nouvelle guerre entre les États-Unis et le Japon si l'URSS et les autres États ouvriers n'avaient pas existé. Des gouvernements sociaux-démocrates, liés aux bourgeoisies de leur pays, comme celui de Mitterrand ou de Felipe Gonzales, sont mis en échec. Il n'y a pas de marge de stabilité pour une politique de réformes du système capitaliste.

Dans ce processus d'avance de l'histoire, les organismes des masses qui existent déjà, comme les syndicats, s'élèvent et remplissent une fonction liée aux problèmes globaux des masses. Dans sa crise finale, le capitalisme ne peut assurer aucune stabilité, ni maintenir aucune des conquêtes des masses. Les conquêtes comme les huit heures, le droit au travail, salaire égal à travail égal, l'échelle mobile des salaires, sont remises en cause par les bourgeoisies et l'impérialisme, sous mille formes. Les politiques de «pactes sociaux», d'«accords nationaux», sont condamnées à l'échec. Les bourgeoisies opèrent des rationalisations, des restructurations, utilisent des technologies nouvelles afin de pouvoir se passer des ouvriers. Face à cela, les vieilles directions syndicales se cassent le nez et ne peuvent plus accomplir leur ancienne fonction. Elles entrent en crise et de nouvelles couches de dirigeants se forment. De nouveaux secteurs de l'avant-garde ouvrière apparaissent et se rendent compte que la lutte syndicale et revendicative doit aussi être une lutte politique de masses.

La tactique du front unique de toute la population s'applique aujourd'hui dans le monde entier, le mot d'ordre du front unique anti-impérialiste unifie les masses pour affronter le problème de la dette extérieure et de la guerre de l'impérialisme.

Nous appelons toute la population exploitée du monde, et aussi la direction de l'Union Soviétique, à mener une politique de front unique anti-impérialiste dans le monde entier, à établir, indépendamment des relations d'État à État, un front unique avec les masses pour organiser ce qui existe déjà dans la conscience de toute l'humanité : la lutte pour le socialisme, qui est la lutte pour la paix, contre la faim et l'exploitation.

Nous appelons à intervenir, en tant que genre humain, pour arrêter la guerre entre l'Iran et l'Irak, qui ne répond en rien aux intérêts des masses des deux pays, et à écraser les sud-africains et l'apartheid, à appuyer l'Angola, les masses du Salvador, à appuyer la lutte des étudiants espagnols et français qui montrent toute la profondeur du nouveau «Mai 68» en Europe.

Les syndicats, les partis ouvriers, communistes et socialistes, l'avant-garde socialiste révolutionnaire, doivent intervenir et faire un front unique avec les États ouvriers, avec Cuba et l'URSS.

C'est en s'appuyant sur ces forces immenses, mais non encore utilisées de façon organisée par les directions, que le processus mondial de la révolution socialiste écrasera les plans de la guerre atomique contre-révolutionnaire et impulsera la lutte des masses dans le bastion de l'impérialisme, aux États-Unis.

En ce Premier Mai où nous célébrons les 70 ans d'existence de l'Union Soviétique, les Posadistes saluent les masses du monde entier qui ont montré leur capacité d'avancer, de mûrir et de structurer la nouvelle direction de cette étape de l'histoire de l'humanité, de régénérer la fonction de l'Union Soviétique, du phare qui éclaire le monde.

Cette assurance historique de l'humanité est la base dialectique du marxisme en tant que conception de la vie, la base du progrès infini du genre humain vers une relation harmonieuse avec la nature et le cosmos. C'est ainsi que nous célébrons dignement ce Premier Mai de progrès de toute l'humanité.

28 Avril 1987

Secrétariat International
de la IVe Internationale Posadiste.

L'enjeu de la manifestation du 25 octobre.

Projet d'accord sur les euromissiles et aggravation

de la crise dans le golfe persique

Les troupes belges hors du Golfe!

L'accord préliminaire pour le retrait des Cruise, Pershing II et des SS-20 de la scène européenne est l'expression d'une défaite des USA. Il faut se rappeler les propos du général Rodgers : "nous avons proposé le double zéro, en pensant que les Soviétiques allaient le refuser". Mais au même moment, les USA interviennent dans le Golfe Persique, et entraînent dans leur sillage des pays de l'OTAN, dont la Belgique, et certains pays riverains de ce Golfe. Un bateau militaire iranien a déjà été coulé par la flotte américaine. Rien ne dit que la situation actuelle restera stable, d'autant moins que parmi les militaires et les politiciens américains il se trouve des voix favorables à un débarquement et la guerre directe contre l'Iran.

A travers les grandes manoeuvres franco-allemandes s'exprime la volonté de la France de reprendre le flambeau américain des armes stratégiques. Mitterrand a aussi profité de ces manoeuvres pour réaffirmer la nécessité de la construction d'une défense européenne indépendante pour se protéger de l'URSS; l'ennemi dans ces manoeuvres était les rouges et cela n'est pas par hasard.

Les USA lâchent du lest comme pour avoir les mains plus libres dans le Golfe Persique. Ils soutiennent une Europe plus indépendante et ils l'entraînent dans cette guerre.

L'impérialisme américain est profondément divisé : une tendance se rend compte qu'il est impossible de gagner une guerre dans l'état du rapport de forces actuel, elle échafaude de nouveaux plans, notamment l'IDS mais pour cela il lui faut dix à quinze ans pour être prêt à faire la guerre. L'autre tendance pense que plus on attend plus le camp socialiste se renforce, que la révolution s'étend dans le monde, que la crise économique accentue la lutte de classe en son sein et que dès lors, il faut affronter immédiatement l'URSS. Le complexe militaro-industriel n'a pas de place dans cette analyse, il n'y a pas de capitalistes "pour la paix" et d'autres "pour la guerre". Seuls les capitalistes décident, ils investissent dans tout ce qui rapporte, l'industrie de guerre est une nécessité pour renforcer leur armée mais aussi une source de revenu considérable, et plus la crise du capitalisme s'aggrave plus l'industrie de guerre augmente, plus l'économie devient une économie de guerre, moins on produit des marchandises pour satisfaire la population, c'est notamment la raison de la baisse constante du pouvoir d'achat, de l'augmentation du chômage. Cela, le capitalisme est incapable de le résoudre pacifiquement, seule la guerre est une solution pour lui. Mais pour cela il doit avoir confiance de la gagner. Or, le capitalisme se rend bien compte qu'il va la perdre, il se sait perdu pour l'histoire et il essaie de reculer l'échéance par tous les moyens. Notamment, les traités permettent au capitalisme de gagner du temps et d'attaquer d'un autre côté. Ceci est l'expression de sa faiblesse. Par exemple, il est obligé d'accepter la révolution du Nicaragua mais doit ensuite organiser la contre-révolution. Il n'a pas de force dans le peuple américain. Le "complexe vietnamien" est une réalité, il exprime la volonté du peuple de ne plus faire de guerre pour le capitalisme, mais de saluer au contraire le Nicaragua.

Les USA ont soutenu une partie de la direction iranienne dans l'espoir que l'Iran reprenne le rôle du Shah. Cette politique s'est retournée contre eux, parce qu'ils n'ont obtenu aucun résultat. De là, entre autre, est sorti l'Iranganate. La situation économique et sociale de l'Iran est désastreuse, mais les masses iraniennes ne veulent pas d'une direction pro-impérialiste et elles ne supportent plus cette guerre. Tout cela oblige la direction iranienne à changer de cap et à renouer économiquement avec l'URSS, tandis que la présence militaire soviétique et sa pression autour du Golfe Persique empêche la réalisation des velléités de débarquement des Etats-Unis.

(Suite page 2)

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Correspondance : « LUTTE OUVRIERE » - Rue des Hellènes, 38 - 1050 Bruxelles
Tél : (02) 648.76.75 - CCP 000-0976234-26 (Pölet)

23e année

numéro 373

octobre 1987

10 Francs

Les forces vives du pays sont dans la classe ouvrière

EDITORIAL

L'Interrégionale wallonne de la FGTB a lancé un appel à la "concertation de toutes les forces vives de Wallonie" pour sauver l'économie de cette région du pays. Comme réponse, les circonstances font que quelques jours plus tard, une nouvelle usine importante de Liège ferme ses portes. Unisys, "la seule entreprise produisant des ordinateurs en Belgique" est liquidée sur un simple geste de la multinationale dont elle fait partie, et parce qu'une réorganisation mondiale conclut au déplacement de cette usine dans un autre coin de la planète. Le ministre lui-même admet publiquement l'impuissance du gouvernement à contrecarrer une telle décision des capitalistes. Tout cela, après avoir offert mille conditions favorables pour que la multinationale s'installe en Belgique, sans contrôle et sans contreparties.

Ce n'est pas le premier appel que la FGTB fait aux capitalistes pour sauver l'économie. Pourquoi ne fait-on pas le bilan de ses résultats ? Il y a une liste énorme de fermetures ou restructurations d'entreprises et Unisys vient s'y ajouter. A chaque fois, les travailleurs se sont battus pour les empêcher ou pour ne pas se retrouver sans rien sur le pavé. Mais ils l'ont fait au coup par coup, sans trouver la possibilité de s'unir aux autres travailleurs pour mener la lutte ensemble. Dans ces moments-là, la FGTB pouvait faire appel à toute la classe ouvrière et proposer un programme pour se battre ensemble contre les fermetures, pour défendre l'emploi. Elle ne l'a pas fait. Et maintenant, la direction syndicale cherche à nouveau des "forces vives" dans la classe capitaliste qui ne fait rien d'autre que détruire toute l'économie du pays. Ces forces vives n'existent pas chez le patronat, mais elles existent dans le pays, dans la classe ouvrière de Flandre, de Wallonie ou de Bruxelles. C'est à elles qu'il faut faire appel pour chercher et élaborer une perspective pour

sortir l'économie et la société belge de la crise et de la décomposition provoquées par le capitalisme.

Face au démantèlement de l'économie et au chômage et difficultés croissantes que cela entraîne pour des milliers de travailleurs et leurs familles, le gouvernement Martens-Gol n'a pas de réponse. Il ne sert qu'à faire payer la crise par ceux qui en sont déjà les plus affectés et à se "déclarer impuissant" quand une société multinationale comme Unisys s'en va. Les mesures budgétaires prises par ce gouvernement grèvent aussi les familles les moins riches, et la privatisation de plusieurs sociétés publiques va entraîner de nouvelles hausses de prix pour la population. Les conditions de vie se dégradent. Quand des intempéries produisent des dégâts les gens les plus pauvres en souffrent le plus, les infrastructures sont de plus en plus défectueuses et rien n'est fait pour y remédier.

Dans cette situation, le problème des Fourons est constamment mis en épingle, pour essayer de montrer que la population flamande et wallonne ont des intérêts et des préoccupations opposées l'une à l'autre, chacun pour soi et pour sa "communauté". Les lois qui ont imposé l'intégration dans la région flamande pour les Fourons sont anti-démocratiques. Cela est certain. Elles ont servi à l'équilibre des forces entre les différents partis qui se disputaient le pouvoir à l'époque. Les socialistes les ont votées comme les autres. Mais pour défendre le droit démocratique de la population des Fourons, comme celui de toute la population en Belgique, il faut s'appuyer sur les forces vives du pays, sur la classe ouvrière essentiellement que ce soit en Flandre ou en Wallonie pour organiser le front unique des travailleurs wallons et flamands pour défendre tous les droits de la population : ne plus avoir de travail, vivre de plus en plus difficilement, ne pas pouvoir étudier ou se développer culturelle-

(Suite page 2)

SOMMAIRE

Pour le respect des droits démocratiques	page 2
A 70 ans de la Révolution d'Octobre	page 2
J. POSADAS : la fonction historique de l'Union Soviétique	page 3
Foire du Livre de Moscou	page 4
Nicaragua : 8 ans de révolution	page 6
Elections et crise du Parti Communiste en Italie	page 6

Les élections en Italie

Les élections en Italie ont provoqué un tremblement de terre dans le Parti Communiste Italien et a dévoilé la crise profonde qui était en train de se développer en partie de façon cachée et lente. Il existait un certain accord au sein de la direction entre les partisans de Berlinguer (le centre gauche), le centre droit et la droite qui a jailli maintenant, et qui oblige le parti à se définir politiquement. On ne peut espérer des changements politiques de grande importance, parce qu'il n'y a aucune tendance capable de diriger et ayant des idées pour intervenir, mais il faut s'attendre par contre à une impulsion du processus critique interne au PCI, qu'il est nécessaire d'élever.

La droite communiste et la droite qui n'a rien à voir avec le communisme, ont essayé immédiatement de profiter de la perte électorale pour prendre la direction, et comme ils sont les seuls à avoir des idées claires, ils ont pris les premières places. Il y a eu une réaction du parti, qui s'est exprimée dans des centaines de réunions des fédérations, contre la droite, tendant à interpréter la perte de voix comme une conséquence du manque de définition du parti face à la crise économique et sociale. Alors que la droite pose que le PCI a perdu parce qu'il n'est pas «crédible» en tant que parti de gouvernement, Napolitano pose qu'il faut finir de rompre avec la tradition de la IIIe Internationale et du mouvement communiste. C'est sur cette base que s'ouvre la discussion du Comité Central.

Le PCI a perdu 740.000 voix, soit 3%, il n'a plus maintenant que 26,8%. Il n'y a pas eu d'augmentation de l'absentéisme, ni des votes nuls et blancs, qui de toute façon sont élevés : 14% d'absentéisme et 5,8% de votes perdus. Les socialistes ont accru leurs voix de 4% (presque un million de voix), La Démocratie Prolétarienne 0,4% (100.000 voix), les Verts qui n'étaient pas représentés au parlement ont obtenu presque 3% (800.000 voix), et les Radicaux ont augmenté également de 1%. La Démocratie Chrétienne a maintenu ses voix de 1983, qui fut son minimum historique, elle n'a augmenté que de 1% correspondant à la perte des fascistes. Les autres partis ont perdu des voix, qui sont allées en général au Parti Socialiste, aux Républicains, aux sociaux-démocrates et aux libéraux (ces trois formations ont perdu ensemble presque la moitié de leur électoral respectif).

La gauche dans son ensemble, même avec la perte de voix du PCI, a augmenté, et pour la première fois au parlement il y a une majorité de 51% de la gauche, c'est-à-dire PCI, PSI, PSDI, DP, Verts, Radicaux. Il est évident qu'il n'est pas dans les plans de Craxi, et encore moins dans ceux du Parti Social-Démocrate d'avoir un tel gouvernement, mais la bourgeoisie voit que si le PCI bouge un peu, il peut imposer une telle issue.

La cause de la perte électorale du Parti Communiste Italien ne vient pas de maintenant. Déjà en 1983 il avait perdu 1 million de voix. C'est une crise qu'il trafne. Après la mort de Berlinguer, le PCI a connu une accentuation de sa crise de direction, qui s'est reflétée dans la paralysie du parti. Il est certain que la droite a été vaincue dans la lutte pour la succession de Berlinguer, mais ceux qui ont gagné ne savaient pas quoi faire et ont fini par s'allier avec celle-ci, tout en continuant le même chemin. Ceci est un exemple de la nature de la crise des partis communistes. Il n'y a pas encore une gauche dans le parti qui ait une grande compréhension pour faire face à la crise finale du système capitaliste, que ce soit en Italie ou ailleurs, car c'est un processus qui dépend en grande partie du développement politique de l'Union Soviétique et des États ouvriers.

Par conséquent, le PCI a été absent des luttes sociales, arrêtant même de mener une lutte contre l'appareil syndical, qui est le secteur le plus réformiste et le plus arriéré qui soit. La classe ouvrière n'a pas pu intervenir, et a été constamment écrasée par l'appareil syndical, et le parti n'a rien dit. De cette façon, la classe ouvrière a dû affronter la lutte contre les coups portés à ses conquêtes et contre l'appareil syndical qui a été complice de la bourgeoisie dans ce processus. Il y a eu une sensible aggravation des conditions de travail et de salaire en Italie, en même temps qu'une augmentation du chômage qui atteint presque les 4 millions maintenant. Voilà ce qu'a été la «modernisation» de Craxi dans ses quatre années de gouvernement.

Ce processus a influencé un secteur de la petite-bourgeoisie qui n'a pas voté pour le Parti Communiste, mais qui a soit

(Suite page 6)

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

ment, cela est tout aussi anti-démocratique que de ne pas avoir droit à un bourgmestre francophone aux Fourons. Et quand des jeunes immigrés se font presque lyncher par des bandes fascistes, comme à Overijse, c'est une atteinte grave aux droits démocratiques de toute la population.

On ne peut donc pas compter trouver dans le capitalisme des forces

vives pour sauver le pays, ni même la Wallonie. Les travailleurs attendent de leur organisation syndicale de préparer la lutte pour affronter cette crise capitaliste, en unissant toutes les forces de la classe ouvrière, les seules forces vives dans le pays qui sont capables d'apporter une solution démocratique et anti-capitaliste aux problèmes de la population.

les missiles

Le pré-accord sur les euromissiles intervient donc dans une situation mondiale où l'affrontement système contre système est plus tendu que jamais. S'il marque la faiblesse et la crise de l'impérialisme et de ses alliés, il ne réduit pas leur course à l'armement. Les travailleurs n'ont pas plus besoin d'une Union européenne de Défense que de l'OTAN. Les militaires belges qui sont partis vers le Golfe Persique sont des otages de la politique impérialiste qui montre quelle est la fonction de l'OTAN. Il faut exiger leur retour immédiatement ! Cette exigence n'est pas une chose séparée de la lutte du mouvement de la paix et il faut la discuter en même temps que les autres revendications du 25 octobre.

Hommage à l'URSS

pour les 70 ans

de la Révolution d'Octobre

En ce 70^{ème} anniversaire de la Révolution russe, on peut voir les progrès constants réalisés en Union Soviétique dans tous les domaines, politique, militaire, social et économique. Les projets d'accords soviéto-américains sur la conclusion d'un traité pour la réduction des missiles de moyenne et courte portée en Europe, ont une importance historique. Il démontre, avant tout, que les pays socialistes et l'Union Soviétique ne veulent pas la guerre, ne sont pas fauteurs de guerre, et qu'ils se préoccupent du sort de l'humanité. Il exprime également la faiblesse de l'impérialisme américain et mondial qui a été obligé de l'accepter, sans pour autant renoncer à son programme de guerre, contre les masses du monde. La concentration des forces militaires impérialistes, de l'Otan dans le Golfe Persique en est également l'expression.

En ce 70^{ème} anniversaire, l'Union Soviétique élève sa fonction de «phare qui illumine le monde». Elle renoue avec les principes du marxisme, du Parti Bolchévique de 1917 à 1924. Tout en signant des accords sur les missiles, l'Union Soviétique assure les masses du monde et les États révolutionnaires de son soutien politique et militaire. La seule présence de l'URSS dans le Golfe Persique, empêche la flotte impérialiste d'attaquer l'Iran et les autres pays du Golfe. Les changements intérieurs politiques et économiques sont très importants, et s'expriment dans toutes les mesures prises par Gorbatchev et le PCUS, pour poursuivre le nettoyage de l'appareil bureaucratique et administratif de l'état. Les travailleurs et les masses soviétiques sont le principal point d'appui de Gorbatchev pour entreprendre ces changements. Le fonctionnement de démocratie soviétique, au travers des conseils de travailleurs est une garantie de l'application de ce progrès. La décision de retirer tous les manuels d'histoire de l'URSS et du

PCUS, pour refaire une nouvelle histoire en remplissant les pages blanches fait partie de ce progrès et du désir de «Transparence». Les archives, toutes les archives vont être réétudiées, et ouvertes, et le rôle de tous les dirigeants de la Révolution russe va être étudié, y compris celui de Trotsky, comme une contribution à la révolution russe et à la fonction de l'URSS dans le monde. Les masses d'Union Soviétique, les jeunes, les travailleurs vont s'emparer de cette occasion formidable d'intervenir, pour utiliser, concentrer les énergies pour faire progresser le pays, pour approfondir des mesures socialistes, et pour influencer les masses du monde, des États-Unis et de tous les pays capitalistes, afin de montrer et de démontrer la supériorité sociale, économique et politique de l'URSS, de façon encore plus convaincante. L'analyse de régénérescence de l'état ouvrier, faite par le camarade Posadas, se confirme dans toute la politique de l'URSS aujourd'hui. Ce processus n'est pas sans éléments contradictoires, tels que la légalisation du petit commerce privé. Mais ce n'est pas un aspect déterminant. Il est certain que ce n'est pas en autorisant le petit travail individuel que l'on pourra trouver une solution aux problèmes qui subsistent en URSS, mais au contraire en augmentant le stimulant moral et la responsabilité collective de la population pour améliorer la production, et la distribution, en augmentant et stimulant le fonctionnement de Soviets à tous les niveaux pour surveiller, contrôler l'application des décisions.

Le socialisme est une nécessité de la vie. En ce 70^{ème} anniversaire de la Révolution Russe, l'Union Soviétique, a démontré non seulement que le socialisme est une nécessité de la vie, mais qu'elle doit agir et qu'elle agit pour le progrès de toute l'humanité, pour délivrer l'humanité toute entière du joug de l'impérialisme et du capitalisme.

DEFENDONS LES DROITS DEMOCRATIQUES EN BELGIQUE !

Le régime capitaliste, dans sa crise, nie de plus en plus gravement les libertés démocratiques dont il se prétendait le défenseur. Que ce soit le droit de grève mis en cause à la Sabena, le droit au refuge politique dans le pays, le droit de vote aux travailleurs immigrés, ou la généralisation et la légalisation des écoutes téléphoniques.

Nous dénonçons, avec toutes les autres organisations progressistes, l'installation d'écoutes téléphoniques dans les locaux du PTB comme la dernière en date découverte. Il y en a encore des milliers d'autres, dirigées contre des militants et des responsables syndicaux et politiques de gauche, qui sont, de fait, assimilés à des personnes subversives et des bandits.

C'est dans le même but de répression du mouvement ouvrier que le gouvernement a incité un tribunal à interdire la grève du personnel de la Sabena. C'est la première fois en Belgique qu'une telle sanction est prise. Elle crée un précédent scandaleux.

Tout cela fait partie de l'ensemble de la politique de ce gouvernement de droite contre lequel doit se développer un front de toutes les forces de gauche, sans distinction de communauté ou de tendance.

Pour le 63^{ème} anniversaire de la Révolution Russe

La fonction historique de l'Union Soviétique

J. POSADAS



5 mai 1920 : Trotsky, Kamenev et Lénine se succèdent à la tribune pour parler aux troupes partant en lutte contre l'armée polonaise qui avait envahi le territoire soviétique en mars.

Le fait le plus important qui ressort du 63^e Anniversaire de la Révolution d'Octobre, c'est que le progrès de l'histoire a besoin, pour s'accomplir, du parti ayant le programme de la révolution, quelles que soient les circonstances. Il n'est pas vrai que des différences historiques existent par rapport à la Révolution Russe, et que de ce fait celle-ci n'impose pas une ligne. C'est tout ce qu'il y a de plus erroné scientifiquement. La Révolution Russe a marqué la route à prendre pour le progrès social : il n'y a pas de progrès social important et durable sans transformations sociales. Et celles-ci doivent s'accomplir contre la volonté de la classe dirigeante.

On ne peut rechercher une voie pour le progrès pouvant être supportée par la classe dirigeante. On ne peut considérer que le capitalisme pourrait céder devant le progrès : il ne cède pas au progrès. Il ne se préoccupe que de son intérêt propre et ne cède qu'à celui-ci. Il y a des aspects de la tactique, du programme concret, qui ont changé depuis la Révolution Russe, mais non la méthode : elle est essentiellement la même que celle de la Révolution Russe. Les formes programmatiques, l'application, le rythme, la portée du programme, changent mais non la méthode, ni les objectifs. La classe dirigeante n'abandonne son poste que si on l'en chasse. La caste dirigeante n'abandonne pas la direction de la société parce qu'elle sent que l'économie et l'histoire la dépassent, mais elle essaie de se maintenir à tout prix. De là la guerre, de là l'armement. On ne peut pas mettre sur le même pied l'armement de l'Union Soviétique et celui du système capitaliste. L'Union Soviétique s'arme pour le progrès de l'histoire. La preuve en est que là où elle intervient, elle impulse l'histoire. Pas un seul des endroits où elle est intervenue n'a subi une régression.

Nos critiques envers la bureaucratie soviétique ne visent pas à rendre impossible le progrès de l'Union Soviétique et de cette même direction. Ce sont des critiques destinées à améliorer, impulser, aider à comprendre et à structurer la conscience, la capacité politique, les sentiments de constructeurs du communisme, à aider au progrès de l'histoire. L'Union Soviétique est un instrument qui, pour vivre, doit impulser la révolution dans le monde entier. Elle doit impulser le socialisme partout dans le monde, elle doit s'opposer au système capitaliste. C'est la condition sine qua non de sa propre existence. Elle ne peut coexister avec le système capitaliste. Elle coexiste, mais elle essaie de l'annuler : ou le système capitaliste est annulé, ou ce sont les États ouvriers qui le sont. Voilà l'expérience qui surgit de l'histoire.

Comment se sont accomplis les nouveaux progrès de l'histoire ? Cherchons les exemples en Europe, en Amérique Latine ou en Afrique, qui sont survenus après l'Union Soviétique : Cuba, l'Éthiopie, le Vietnam, le Mozambique, l'Angola. Comment ont-ils fait ? Ont-ils gagné électoralement ? En attirant politiquement ou syndicalement des couches issues de la bourgeoisie ? Non. Ils l'ont fait en concentrant certaines forces sur la base du programme et de la politique de transformations sociales, qui ont entraîné la population. Et ceci aussi bien en Amérique Latine qu'en Afrique. Quel exemple y a-t-il d'un pays qui ait vaincu autrement ? On ne peut pas dire qu'aucun autre pays n'a suivi l'exemple de l'Union Soviétique. C'est une erreur et une altération de la vérité historique de dire cela. Toutes les autres révolutions, tous les progrès des autres pays se sont réalisés comme en Union Soviétique : la classe dirigeante a été chassée de force. La petite-bourgeoisie et les militaires qui ont été gagnés l'ont été par le programme de la révolution et des transformations sociales. Ils n'ont pas été gagnés par une politique de rapprochements, de concessions à la propriété privée, mais par le programme de la révolution. C'est là le fait de la science de l'histoire.

Depuis la Révolution Russe jusqu'à aujourd'hui, comment ne pas se rappeler la contribution de l'Union Soviétique au progrès de la vie et de l'histoire ? Comment passer son temps à critiquer son intervention en Afghanistan, sans voir ce qui se passe réellement en Afghanistan ? Est-ce que l'Afghanistan a régressé depuis cette intervention ? Le chômage a-t-il augmenté ? Les gens meurent-ils de faim ? L'Union Soviétique emporte-t-elle toute la production ? A-t-elle imposé l'esclavage ? Non, il y a un développement de l'Afghanistan. Il faut donc faire cette analyse. D'autre part, que s'est-il passé dans le système capitaliste là où l'impérialisme est intervenu ? Il y a là un recul de la vie, des massacres, des assassinats, tandis qu'en Afghanistan il y a un progrès. Comment ignorer alors que l'Union Soviétique contribue au développement complet de l'histoire, même si elle est limitée par les formes de fonctionnement bureaucratiques ? Comment ignorer que l'Union Soviétique représente un progrès, tant social qu'économique et scientifique ? Elle ne l'est pas encore du point de vue de la littérature et de l'art, mais elle l'est socialement et économiquement, et cela constitue une base pour une élévation ultérieure de l'art et de la culture.

La culture ne signifie pas seulement la connaissance. C'est le développement social qui est la source de toute la culture. Même si l'Union Soviétique ne s'est pas

développée culturellement en fonction de toutes les possibilités qu'elle a, c'est le pays qui édite le plus, qui publie le plus, qui en fait le plus dans le domaine culturel. La population s'est élevée sur la base de relations humaines pour aller vers le socialisme : voilà la culture. Comment peut-on dire que l'Union Soviétique ne donne aucune norme ? Si tous les peuples du monde la suivent !

Comment ignorer la contribution de l'Union Soviétique à la science et à l'histoire de la vie, quand elle envoie dans l'espace des hommes de différentes nationalités : Cubain, Vietnamiens, Bulgare. Elle crée des expériences historiques qui donnent de l'assurance sociale pour développer la vie. On ne peut réduire l'Union Soviétique à une comparaison entre la quantité qu'elle produit par rapport au capitalisme. En Union Soviétique s'est réalisée l'expérience d'enfants qui naissent sous l'eau, et la gestation d'un enfant dans l'espace est en préparation. En Union Soviétique, on incorpore un dauphin à la vie humaine, comme un être humain qui vit dans l'eau. Cela crée une confiance inimaginable dans la vie. Voilà la Révolution Russe ! Voilà l'exemple à montrer ! Il ne s'agit pas seulement du nombre de grains de blé qu'a l'Union Soviétique par rapport au capitalisme. Il s'agit aussi des graines de dauphins qui viennent alimenter la sécurité humaine, l'intelligence humaine, et la capacité de

résoudre les problèmes de la terre pour s'unir au cosmos : voilà tout ce que signifie la Révolution Russe.

La Révolution Russe ne se limite pas à l'Afghanistan ni même au Vietnam. L'Union Soviétique est intervenue dans ces deux pays : quelle différence entre l'un et l'autre ? Ces deux pays étaient des instruments créés par la propriété féodale liée au système capitaliste pour retarder l'histoire. Tout féodal prend l'impérialisme comme conseiller, comme allié naturel, car il lui est uni par le régime et les perspectives. Il ne s'allie pas à l'Union Soviétique.

LE SOCIALISME EST UNE
NÉCESSITÉ DE LA VIE

Toute l'attitude de l'Union Soviétique et des autres États ouvriers est pleine de l'assurance indestructible que le socialisme est une nécessité de la vie. Le socialisme est une conclusion de l'histoire de la vie. La science, la technique, l'art, la culture, y seront avancés de telle manière que l'être humain pourra déjà voir et prévoir sa relation avec le cosmos. Alors on conçoit qu'il est absurde de faire la guerre de devoir mourir pour vivre et de mourir de faim. L'esprit humain a déjà acquis la conviction qu'il faut supprimer ces conditions de vie, c'est-à-dire supprimer le régime capitaliste. L'Union Soviétique montre qu'elle intervient pour impulser la vie, pour élever au maximum les qualités humaines et scientifiques, artistiques, culturelles, et même dépasser indéfiniment la limitation de la culture terrestre : la culture se propose déjà de s'unir au cosmos. Quand elle étudie et recherche les fondements de l'existence de la vie, c'est pour entrer en communication avec le reste de l'existence dans l'espace ou dans le cosmos.

Une société qui se préoccupe de ces problèmes ne le fait pas pour s'armer, tuer, assassiner et dominer, mais pour élever la culture. Il existe dans ce sens une identification entre l'étape de la culture grecque et celle du socialisme. Les Grecs ont développé les connaissances et l'intelligence humaines, la science, la technique et l'art. Celui-ci s'exprimait plus au travers du théâtre qu'au travers de la musique, car il était nécessaire à cette étape-là de critiquer et de représenter les relations limitées de cette société au moyen de la critique sociale.

À l'étape actuelle, les Soviétiques doivent élever l'être humain vers l'espace, en démontrant que les problèmes de la misère, de la guerre, du manque de travail, des faibles salaires et de la famine, ne sont pas inhérents à l'humanité, mais au régime social capitaliste. Aucun État ouvrier ne connaît la faim ou l'état du besoin. On n'y tue pas les gens, on ne les persécute pas et on ne spéculé pas sur l'état de besoin des gens. Au contraire, on élève les relations entre eux. On y prépare l'humanité à un bond important qui consiste à faire comprendre et sentir que le socialisme est une nécessité de l'organisation de la vie s'appuyant sur la science, la culture et la technique, mais surtout sur les sentiments humains, qui sont plus que science, technique et culture.

Ces sentiments humains se manifestent par exemple en Éthiopie : c'est un pays où le Négus, il y a peu de temps encore, faisait apprendre dans les écoles que la terre était carrée. Et ce pays comprend maintenant que la rondeur de la terre l'unit à l'Union Soviétique, même si elle est très loin. Le peuple éthiopien n'a pas revendiqué qu'il voulait manger pour vivre, mais qu'il voulait, pour vivre et aussi pour manger, construire le socialisme et développer les relations humaines. Et de là, on va passer à développer les relations avec le cosmos.

Ce sont là des tâches fondamentales qu'accomplit l'État ouvrier. Cela permet d'éliminer l'égoïsme, l'individualisme, les intérêts particuliers et familiaux. L'intérêt de famille subsiste, mais en tant que partie de la société socialiste. Il se produit une élimination de l'égoïsme de la

(Suite page 4)

famille, du père, de la mère, de la femme, que ce soit sur le plan économique, sexuel ou relationnel, et une identification avec le progrès humain. Le peuple soviétique sait qu'il contribue avec une partie de son salaire, à ce que le noir cubain puisse voler dans l'espace, contre le système capitaliste.

C'est là une des contributions de l'État ouvrier au progrès de l'histoire. On ne construit pas le socialisme pour vivre mieux et supprimer les besoins, mais aussi pour élever la vie humaine par rapport à la planète, à la terre et au cosmos. C'est ainsi que se manifeste l'assurance en l'avenir. Le capitalisme par contre se prépare, avec une insécurité catastrophique, avec la peur, et en faisant des représailles contre l'humanité.

Les élections qui viennent de s'achever aux États-Unis le montrent. 52% des gens seulement ont voté. Le capitalisme destine la moitié de sa capacité scientifique, économique et technique aux armes atomiques. Mais il n'y a pas un seul bon chanteur ou musicien, ni une seule bonne oeuvre de théâtre aux États-Unis. Tout est pornographie. En Union Soviétique, il n'y a pas encore d'oeuvres de théâtre importantes, mais il en existe qui critiquent la bureaucratie et le mauvais fonctionnement du parti, et qui sont représentées dans les États ouvriers. Il y a un sentiment critique élevé, qui est dû à la confiance dans le futur socialiste de l'humanité.

Le socialisme n'est pas nécessaire pour vivre mieux, mais pour développer l'intelligence et la capacité humaine, pour élever la vie sur la terre vers son inévitable unité avec le cosmos. Le socialisme - ou communisme - est une étape de l'histoire de l'humanité dans laquelle les masses des États ouvriers démontrent leur assurance et leur confiance dans cette conclusion.

Les ouvriers soviétiques donnent en permanence une partie de leur salaire pour que l'Union Soviétique appuie le mouvement révolutionnaire mondial. Ils ne font aucune protestation, aucune grève contre cela. Ils admettent consciemment que l'État ouvrier soviétique doit aider la révolution mondiale, doit impulser la lutte anti-capitaliste, même si cela coûte, et si une partie de leur salaire y est consacré. Cela montre la conscience sociale élevée des masses.

Il est vrai que cette étape n'est pas propice à la création artistique, mais c'est pourtant une étape de culture, non dans le sens de la culture de l'étape postérieure aux Grecs. Aujourd'hui, cette culture consiste à enseigner et à développer la confiance que le progrès social passe par des transformations sociales. C'est là la base de la culture, qui développe par la suite toutes les autres connaissances.

L'Union Soviétique répand la culture dans le monde sur la terre et dans le ciel. C'est une société qui ne pense pas à des lendemains d'exploitation, d'extension de la richesse ou du pouvoir. Elle pense à développer les connaissances, la culture, la science, l'art, parmi les êtres humains, d'abord par nécessité et par crainte, et ensuite par accumulation de propriété

La fonction historique de l'Union Soviétique ...

Suite de la page 3

privée, et de développer en lui le sentiment de représenter le genre humain, voilà ce que fait l'Union Soviétique. C'est la culture la plus élevée qui soit dans toute l'histoire de l'humanité.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LE ROLE DU PARTI BOLCHEVIQUE

Cette conclusion préside à cet anniversaire de la Révolution d'Octobre. Elle influence et impulse les masses du monde. C'est le Parti de Lénine qui a structuré les forces qui permettent de faire une telle activité.

On ne peut rendre hommage à l'Anniversaire de la Révolution Russe, sans commenter que c'est le Parti Bolchevique qui a fait tout cela. C'est le parti de la discipline la plus complète de toute l'histoire de l'humanité. La science la plus rigoureuse, la plus disciplinée, est inférieure à la discipline requise par la formation du Parti, pour faire la Révolution Russe. A cette étape-là, la construction du Parti était une chose ignorée par l'expérience humaine. Les révolutionnaires russes, dirigés par Lénine, ont créé ces conditions. Il faut, dans chaque anniversaire de la Révolution Russe, détacher et mettre en évidence la discipline consciente de la construction du Parti, pour impulser la révolution socialiste, pour élever l'être humain vers des relations avec la nature et le cosmos. Telle est la finalité de la Révolution Russe.

Les exemples de la Révolution Russe s'avèrent impérissables. Le Parti, pour mener cette tâche, est indestructible. Nous ne parlons pas d'un parti fait pour se mêler à la vie quotidienne, syndicale ou électorale du système capitaliste, mais du parti préparé pour cette tâche, formé dans la science et la conscience de cette conclusion. C'est pour cela que malgré Staline, la Révolution Russe est allée de l'avant : les sept premières années de la direction de Lénine ont créé la structure soviétique solide, sur le plan économique comme sur le plan social. La structure sociale a eu plus d'importance que la structure économique, car elle a donné l'assurance au peuple soviétique dans le fait que le progrès de l'Union Soviétique était déterminé par le progrès de la révolution. Si le progrès n'était pas possible dans l'immédiat, il fallait attendre une autre étape tout en maintenant la révolution à tout prix. Le Parti s'était éduqué sur cette base, et il a su attendre sans se déchirer, sans se briser, ni se diviser.

Nous saluons Trotsky, Boukharine, Kamenev et tous les dirigeants du Parti Bolchevique assassinés par Staline. Le progrès de l'histoire répond à une nécessité de la vie. Toute la direction bolchevi-

que fut assassinée, mais les sept premières années construites par ces bolcheviques, avec Lénine, ont donné à l'humanité la certitude que c'était là la voie du progrès. Les masses soviétiques ont soutenu cette certitude, et elles l'ont développée dès qu'elles l'ont pu, comme par exemple au moment de la lutte contre le nazisme.

Trotsky, à son époque, ne pouvait faire autrement pour intervenir qu'en organisant l'Opposition de Gauche. La fondation postérieure de la IVe Internationale se réalisa avec le même sentiment. Quand le posadisme a vu que la fonction de la IVe Internationale telle qu'elle avait été fondée à l'époque de Trotsky, ne correspondait plus aux besoins de l'étape antérieure, il a donné à la IVe Internationale le sens qu'elle a maintenant, en tant que IVe Internationale Posadiste : s'intégrer au développement, aux objectifs historiques, à la fonction historique des États ouvriers, à commencer par l'Union Soviétique.

Il faut considérer aussi que cet anniversaire de la Révolution Russe a lieu à une étape de préparatifs de guerre de la part de l'impérialisme. L'Union Soviétique se prépare à la guerre et ne réduit ni ne retarde rien de son programme de développement social, scientifique ou culturel. Cette étape n'est pas propice à de grandes activités culturelles, littéraires ou musicales. Il n'y a pas en Union Soviétique de musiciens, de peintres, d'écrivains ou de sculpteurs de renommée mondiale. Il n'y a pas une vie suffisante pour y arriver. Mais la vraie raison est ailleurs : l'étape historique actuelle n'est pas propice à cette tâche. C'est une étape à laquelle l'humanité se prépare pour une transformation totale de la société. Toute la structure, tout le corps de l'humanité, se prépare à changer, à entrer dans une nouvelle étape de l'histoire. Elle concentre par conséquent toutes ses pensées, sa volonté, ses sentiments, sa décision, à ces changements nécessaires de l'histoire.

Les capitalistes disent qu'il n'y a pas de culture, ni d'art, ni de littérature en Union Soviétique. Ce n'est pas vrai. Il n'y a pas la même profusion littéraire qu'avant, mais il y a de la culture : l'Union Soviétique développe les peuples du monde vers le socialisme. C'est là la forme la plus élevée de la culture. Cette étape n'est pas celle des romans de la littérature, ni même de l'art en général. C'est une étape de préparation aux transformations sociales. Le peintre ou l'écrivain, face à l'ampleur de cette tâche, ne se sent pas enclin à écrire ou à peindre. Il préfère agir, intervenir. L'étape actuelle est celle d'un processus de transformation et non de création artistique. C'est l'étape d'éclosion d'un art servant les changements sociaux et le progrès de la société. On ne peut donc pas exiger des Soviétiques qu'ils aient quelque chose que le système capitaliste n'a pas lui-même.

En revanche, quand les Soviétiques impulsent la révolution dans le monde, ils font de la littérature, de l'art, de la musique, de la culture. L'appui soviétique à leur révolution est la plus belle des musiques pour les peuples du Mozambique, de l'Éthiopie. La plus belle musique pour Cuba, c'est la fonction qu'il accomplit dans le monde quand, avec le soutien de l'Union Soviétique, il impulse la révolution là où elle va. Voilà la musique qu'il faut écouter, la littérature qu'il faut lire. Il n'existe pas d'écrits littéraires importants aujourd'hui, parce qu'il n'y a pas de place pour des romans : quel roman peut-on faire dans un tel processus de profondes transformations ?

LA FONCTION DE L'UNION SOVIÉTIQUE AUJOURD'HUI DANS LE MONDE

En cet anniversaire de la Révolution Russe, on peut voir la fonction de l'Union

Soviétique qui dirige le processus de progrès du monde. Elle soutient et impulse l'organisation de l'activité pour supprimer le régime capitaliste et passer à une étape de progrès de la société. Il faut sentir que c'est là le réel anniversaire de la Révolution Russe.

Il faut voir l'héroïsme des Soviétiques, des bolcheviques, qui ont dirigé la société soviétique à ses premières étapes. Ils ont créé les bases de la conception du développement de l'histoire à partir de la suppression du système capitaliste, sans laquelle aucun progrès n'est possible. Cela ne veut pas dire qu'on peut le liquider partout, et en même temps, mais on doit préparer le Parti à cette tâche historique : voilà l'anniversaire de la Révolution Russe.

L'impérialisme prépare et va lancer la guerre. Contrairement à Staline qui a laissé venir les nazis, les Soviétiques aujourd'hui préparent le monde à riposter au système capitaliste, à répondre à la guerre capitaliste par la lutte pour détruire le capitalisme et construire le socialisme. Nous croyons que ce programme est encore limité, faute d'une préparation suffisante, mais son objectif est juste.

L'URSS comprend que l'impérialisme prépare la guerre. L'impérialisme est emprisonné dans une concurrence intérieure qui paralyse en partie sa puissance militaire et économique. La crise économique met ses limites au capitalisme. Mais celui-ci prépare la guerre de toutes manières. Cela ne veut pas dire qu'il va la faire quand il veut, ni comme il veut. Mais en préparant la guerre, il tend à mettre l'économie, la société, et même les élections au service de la guerre.

L'Union Soviétique vient de fêter le 63e anniversaire de la Révolution Russe, tandis que le capitalisme a fait des élections auxquelles 52% à peine des gens ont participé. Le président élu a obtenu au maximum 26% des voix. En Union Soviétique, on a fêté la Révolution Russe avec l'appui à 100% des masses du monde et de celles de l'Union Soviétique. On voit bien ce que vaut la démocratie capitaliste, les élections présidentielles aux États-Unis le montrent. La démocratie en Union Soviétique se manifeste dans cette célébration de la Révolution Russe et la joie de contribuer au développement de l'humanité.

Les partis communistes, socialistes, les syndicats, doivent en tirer la conclusion, et se préparer consciemment et politiquement à aller vers des transformations sociales. Ils doivent le dire, l'énoncer, l'exposer, et le développer afin de rendre ces conclusions réalisables.

La Révolution Russe, en son 63e anniversaire, montre qu'aucun programme de particularités nationales ne peut modifier le programme et la tactique historiques de lutte anti-capitaliste. Il y a des changements de tactique locale, de points de programme transitoires, mais non des formes objectives de la lutte anti-capitaliste. La lutte pour supprimer le système capitaliste est toujours aussi nécessaire, même si elle inclut des aspects d'interventions parlementaires ou syndicales. Syndicats et partis doivent concentrer leur décision de se préparer, de développer l'activité des masses vers la lutte anti-capitaliste pour transformer la société : voilà la conclusion qui surgit de l'expérience de l'Union Soviétique et de l'impulsion qu'elle donne.

L'Union Soviétique a organisé l'expérience de la naissance d'enfants dans l'eau et elle prépare la gestation d'enfants dans l'espace. Elle fait intervenir des noirs et des blancs, des Vietnamiens, des Cubains et des Bulgares dans la vie de l'espace. Elle ne se préoccupe pas d'étendre le pouvoir de la société ou de l'économie soviétique, mais elle développe la science, et l'art aussi par conséquent. Il n'y a pas de

NOTRE PARTICIPATION A LA FOIRE DU LIVRE DE MOSCOU

L'Édition Science Culture et Politique a présenté des ouvrages de J. Posadas à la Foire Internationale du Livre qui s'est tenue à Moscou en septembre dernier. 21 brochures ont pu être exposées sur les thèmes politiques, théoriques du marxisme ou culturels développés par Posadas dans les articles et conférences. Des accords de principe ont été pris avec plusieurs maisons d'édition soviétiques pour leur traduction et publication en URSS.

Ces faits sont une expression du profond processus de discussion en cours en Union Soviétique et de la nécessité d'en venir ou de revenir aux principes du marxisme, aux racines de la Révolution d'Octobre pour continuer à avancer. Non seulement la discussion concerne le rétablissement de la vérité historique, le besoin de ne "plus laisser aucune page blanche dans l'histoire du PCUS et de l'URSS", mais aussi celui de développer les idées du marxisme pour aujourd'hui et d'incorporer les tendances et les mouvements qui contribuent au progrès du communisme dans le monde, même en dehors du Parti Communiste, comme c'est le cas pour Posadas.

La fonction historique de l'Union Soviétique...

Suite de la page 4

science qui ne trouve un art qui lui corresponde. Les Cubains et les Vietnamiens qui sont allés dans l'espace sont une des expressions les plus élevées de l'intégration humaine, en vue de développer non la société soviétique, mais la société humaine.

Un des aspects essentiels à mesurer dans cette commémoration du 63e anniversaire de la Révolution Russe, c'est que la crise du système capitaliste est déterminée fondamentalement par le développement des États ouvriers, et pas seulement par la crise économique naturelle du système. L'existence des États ouvriers accroît la crise du système capitaliste. Il ne s'agit pas de crise économique ou politique conjoncturelle, mais de la crise totale, de l'affrontement système contre système, qui décompose et accélère la concurrence interne du capitalisme.

Pour développer la production, le capitalisme a développé la science, la technique et les relations humaines à un niveau qu'il ne peut plus contrôler, ni conduire, ni utiliser parce que celles-ci exigent une relation sociale supérieure, c'est-à-dire le socialisme. Il y a un progrès de la science et de la technique, et la vie humaine est assujettie, elle ne peut utiliser ces connaissances acquises, parce que le système de propriété privée le lui interdit.

Les États ouvriers et particulièrement l'Union Soviétique sont le centre fondamental qui fait voir et sentir cet antagonisme entre le progrès de la science et de la technique, et l'existence du régime capitaliste. C'est là une des pensées fondamentales de Marx : le système de propriété privée capitaliste développe la science et la technique, car il en a besoin pour la concurrence. Mais arrivé à une certaine étape, il ne peut plus les utiliser et il dégénère : c'est ce qui arrive maintenant avec la guerre atomique.

Cet anniversaire de la Révolution Russe s'accomplit à l'étape du règlement final des comptes. Ce n'est pas simplement un anniversaire qui démontre la supériorité sociale de l'État ouvrier sur le système capitaliste. C'est une préparation accélérée du règlement final des comptes. Il n'y a absolument aucune inquiétude, ni aucune crainte, ni aucune panique dans les États ouvriers. Les Soviétiques ont préparé les Jeux Olympiques à Moscou et donnent leur appui à l'Éthiopie ou à toute autre révolution, avec la certitude que cela est nécessaire au progrès de l'histoire.

Il faut considérer que l'existence de l'Union Soviétique est le facteur fondamental de la crise du système capitaliste, mais aussi de la crise de toutes les directions bureaucratiques des États ouvriers, comme en Chine, en Roumanie, en Albanie ou en Yougoslavie. Si l'Union Soviétique n'existait pas, toutes ces directions justifieraient encore leur existence, par exemple en disant que l'existence du capitalisme les empêche de se développer. Mais le progrès de l'Union Soviétique met en évidence pour tout le monde que c'est la structure soviétique qui est nécessaire pour développer l'État ouvrier. Cela met en crise le système capitaliste et la bureaucratie des États ouvriers. Ainsi la Chine, la Roumanie, la Yougoslavie, se séparent de l'URSS et ne se mettent pas au même niveau qu'elle.

Le mouvement communiste mondial n'a pas une compréhension homogène du processus de l'histoire et de la nécessité d'abattre le capitalisme pour développer le socialisme. Il ne comprend pas non plus que les «pays socialistes» sont des États ouvriers et non du socialisme, qu'ils sont à une étape de transition. Dans tous les États ouvriers, il existe encore des rapports de propriété, qui s'expriment entre autre chose par l'existence du salaire. Cela détermine, par conséquent, des catégories, des formes de relations, des différenciations, qui constituent une des bases essentielles de l'arrération qui persiste dans les États ouvriers.

L'État ouvrier va vers la société socialiste. Il n'y a pas d'«État socialiste». L'État est une forme d'organisation déterminée, de toutes manières, par des

catégories, des qualifications ou des intérêts. Il n'y a rien de tout cela dans le socialisme. L'État requiert une série d'institutions et de postes de commandement qui déterminent certaines formes de propriété et de pouvoir. Il n'y a rien de cela dans le socialisme.

L'État ouvrier doit parcourir un certain chemin pour passer à des formes de socialisme, dont l'essentiel consiste à éliminer les formes de distribution inégale. L'État ouvrier doit tendre, à partir des structures dont il a héritées, à développer les formes qui se rapprochent le plus possible de l'égalité. Il doit tendre à appliquer «à chacun selon ses besoins».

Les États ouvriers n'appliquent pas encore cela. Mais l'Union Soviétique accomplit en partie cette fonction lorsqu'elle appuie l'Éthiopie, Cuba, le Vietnam : une partie des richesses des masses soviétiques s'en va vers ces pays pour les développer et pour étendre le champ des relations des États ouvriers. Cela affaiblit le système capitaliste. C'est pour cela que les États ouvriers se préparent avec la tranquillité la plus complète à la guerre que prépare le capitalisme. L'Union Soviétique, en particulier, consacre autant de forces à appuyer la révolution mondiale qu'à se préparer à la guerre.

Il ne faut pas considérer la Révolution Russe simplement comme un exemple, produit par certaines causes historiques. Il faut comprendre qu'elle a établi des principes, issus du développement de la vie marxiste et d'un parti, le Parti Bolchevique, qui s'était préparé pour cela. Il a préparé des cadres et l'expérience des masses. Dans la clandestinité la plus totale, il a préparé les cadres ouvriers à diriger le Parti. Ce parti a fait la preuve de toute sa puissance : malgré le fait que Staline ait assassiné toute la direction bolchevique, les cadres ouvriers préparés par ce Parti Bolchevique ont été les défenseurs de la structure de l'Union Soviétique. Voilà ce qu'il faut faire aujourd'hui.

Il faut réfuter avec toute indignation ceux qui disent que nous vivons à une autre époque, pour justifier l'élimination du principe du renversement par la force du capitalisme. Ce renversement par la force inclut beaucoup de formes différentes, et même la forme parlementaire. Mais il signifie aussi l'intervention des syndicats, du parti, des mouvements de masses conduisant à la nécessité des transformations sociales : cela requiert une préparation scientifique de parti, la discipline de parti et la création de cadres qui vivent cette nécessité et qui acquièrent la conviction marxiste de la nécessité d'une transformation des structures sociales. Le marxisme et le léninisme montrent, avec une continuité inaltérable, qu'ils répondent à cette nécessité.

Marxisme et léninisme représentent les centres de la culture la plus grande de toute l'histoire humaine. Cette culture donne la conscience nécessaire pour organiser le développement de la vie sociale et prévoir le cours de l'histoire : voilà ce que permet le marxisme-léninisme. Le

marxisme donne les moyens pour comprendre et interpréter l'histoire. Le léninisme organise le parti pour mener à bien ces conclusions. Il n'y a aucun changement à faire. Les questions de tactique transitoire changent, mais la tactique historique ne change en rien : il s'agit d'abattre par la force le système capitaliste. Cela signifie aussi qu'il faut tendre à l'affaiblir au maximum, en affaiblissant ses partis, ses centres, en gagnant des gens qui travaillaient à son service. Mais comment les gagner ? Avec la décision historique de transformer la société. C'est ainsi qu'on gagne les gens, car on leur donne une perspective. Autrement, le mouvement de la petite-bourgeoisie tourne en rond et finit par s'épuiser. Mais si on lui donne la perspective des transformations sociales en montrant les exemples historiques, alors on la gagne, on élève sa conviction et sa compréhension de l'histoire.

Ce 63e anniversaire de la Révolution Russe démontre tout cela. Tous les mouvements qui se développent, quel que soit leur point de départ, tendent à adopter les formes de l'Union Soviétique. La Roumanie, l'Albanie, la Chine, n'ont pas créé des formes propres, elles ont pris les formes de l'Union Soviétique. Ces bases sont strictement inaltérables : il faut renverser le capitalisme, étatiser l'essentiel de la propriété, planifier la production, faire intervenir les ouvriers pour contrôler la production, c'est-à-dire qu'ils doivent intervenir dans les usines pour contrôler la quantité, la qualité, le coût, le prix de vente et les salaires. Ces expériences issues de la Révolution Russe, sont immuables, quel que soit le pays ou l'étape. Ce sont des principes qu'il faut appliquer, comme dans la science. On ne peut pas les éluder, en disant qu'il s'agit de relations humaines, d'êtres humains ou d'expériences humaines en économie. Le marxisme donne cette compréhension.

Le marxisme est l'instrument de construction - et pas seulement de mesure - de l'histoire. Il est l'instrument de compréhension et d'organisation de la direction de l'histoire. C'est le parti qui doit utiliser cet instrument pour lui faire remplir cette fonction. Il faut y préparer les masses.

En cet anniversaire de la Révolution Russe, les partis communistes et socialistes, les syndicats, doivent discuter et mettre en valeur le fait que le marxisme est l'instrument nécessaire pour mener

cette activité. C'est le marxisme, dirigé par la conception du parti de Lénine, qui a décidé du triomphe de l'Union Soviétique. Il a supporté la guerre de 1917, celle de 1939, et il a supporté une guerre encore pire que ces deux-là quand Staline tua toute la direction du Parti Bolchevique. Cela n'a pas découragé, ni rendu pessimistes les masses de l'Union Soviétique. L'URSS a passé par toutes les épreuves de l'histoire. La plus importante et la plus écrasante de toutes fut l'assassinat de toute la direction bolchevique. Les

masses soviétiques n'ont pas été écrasées. Elles ont compris, grâce à l'éducation et à l'expérience du Parti Bolchevique, que cet assassinat de la direction du parti était un mal transitoire. Il fallait défendre la conquête que signifiait l'Union Soviétique. Les masses se sont identifiées à l'État ouvrier soviétique, malgré Staline, en luttant contre les nazis.

La situation était telle que le capitalisme et Hitler espéraient que les masses allaient régler son compte à Staline et faciliter une défaite de l'Union Soviétique. Mais les masses ont dit : «Régions d'abord son compte à Hitler, ensuite nous nous occuperons de Staline». Tel était le niveau de l'intelligence historique des masses. Les directions actuelles des partis communistes doivent en tenir compte.

Voilà l'hommage que nous rendons aux masses soviétiques de 1917, de 1945 et de 1980. C'est l'histoire qui rend hommage aux masses soviétiques, ainsi qu'à la direction du Parti Bolchevique de 1917 et à la direction actuelle du Parti Communiste de l'Union Soviétique. L'histoire corrige les défauts, les maux, les adversités qu'elle rencontre dans le cours de son progrès. En Union Soviétique, un grand nombre de difficultés ont surgi, mais les masses sont restées fidèles au Parti Bolchevique. La direction de Staline, la guerre des nazis, la destruction de la direction bolchevique, furent les difficultés les plus grandes. Les masses ne se sont pas découragées, ni déprimées, et elles n'ont pas perdu leur volonté de combat.

Les masses acquièrent une conviction inébranlable quand elles sont dirigées par le Parti. Cette conviction devient l'arme la plus puissante pour le progrès de l'histoire. Les masses ont gagné des intellectuels, des techniciens, des gens de la petite-bourgeoisie, à la conviction que le progrès s'accomplit de cette manière, et qu'il n'y a pas d'autre voie que celle tracée par Lénine. Il y a des changements dans la tactique, dans les formes, mais il n'y a pas d'autre voie que celle qui consiste à détruire le système capitaliste, étatiser la propriété, planifier la production. Toute la population doit intervenir à la direction de la société. Elle apprend ainsi à diriger. Les femmes, les enfants et les vieilles personnes doivent intervenir de toutes leurs forces à la direction de la société. Toute la structure sociale doit intervenir pour diriger la société. Il faut le faire dans tous les domaines - économique, technique, scientifique, artistique, culturel. La population doit intervenir pour apprendre à diriger la société.

Les Bolcheviques ont appliqué ce principe, qui était nouveau dans l'histoire. C'est parce que la population est intervenue à la direction de la société qu'elle n'a pas été abattue par Staline, ni par les nazis. Voilà l'expérience que doivent tirer toutes les directions des partis communistes et socialistes, et des syndicats.

Les syndicats sont intervenus en Union Soviétique comme un facteur fondamental pour le développement du pays, car ils agissaient, non pas en tant que dirigeants de leur organisation, ni sous la domination de préoccupations de salaires et de conditions de travail, mais en tant que dirigeants de la société. Ils maintenaient toutes leurs préoccupations, mais ils exerçaient la fonction d'impulser l'État ouvrier. C'est aussi ce que sont en train de faire actuellement les masses polonaises. Elles apprennent à construire et à diriger le socialisme, à passer de l'État ouvrier au socialisme.

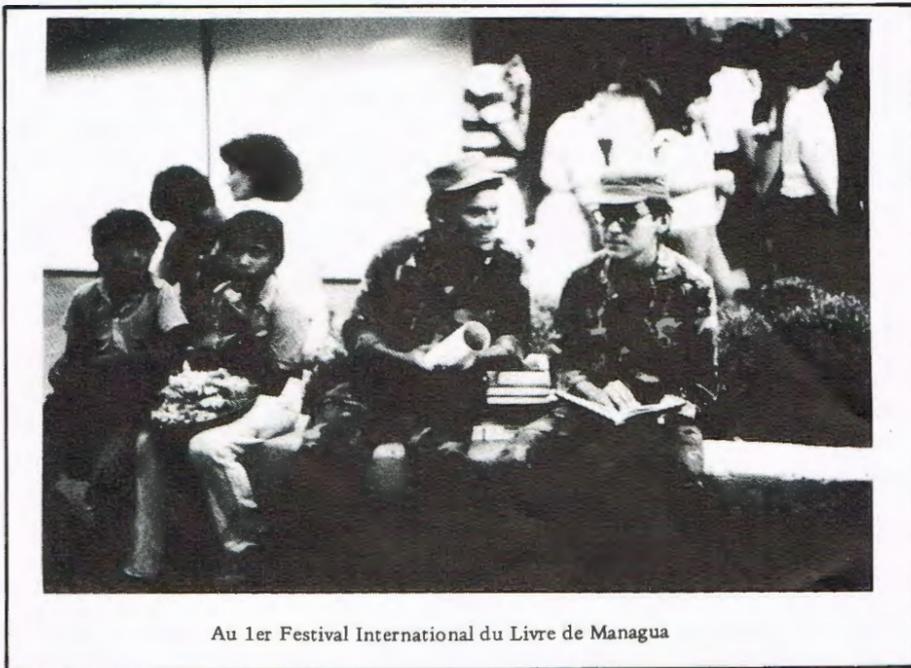
J. POSADAS

7 Novembre 1980



NICARAGUA

8 ans de révolution sandiniste



Au 1er Festival International du Livre de Managua

Le 19 Juillet 1987, le Nicaragua a fêté le 8e anniversaire de la révolution sandiniste. Le meeting central s'est tenu à Matagalpa, ville au nord du pays où les combats sont quotidiens, où la contrainte se livre à des actes de sabotage et pilonne sans cesse les positions des combattants sandinistes.

La vigueur de la révolution sandiniste était représentée là par les milliers d'ouvriers, paysans, combattants, qui s'étaient rassemblés sur la grande place pour assister au discours de Daniel Ortega. Comme celui-ci et les représentants du gouvernement l'ont exprimé en récompensant les travailleurs les plus valeureux, aussi bien pour les progrès accomplis dans la production agricole que pour leur mobilisation dans les zones en guerre, la révolution sandiniste a ses racines dans le peuple même, dans son optimisme, sa joie de vivre, sa décision de se battre jusqu'à la victoire finale.

«Le fait qu'ils m'aient coupé un pied n'est rien, car j'ai de bonnes mains pour continuer à tirer...», cette réflexion d'un combattant blessé par une mine n'est pas un fait isolé, mais l'expression du sentiment de tout un peuple qui depuis huit ans se bat pour maintenir la liberté du pays et essayer de construire une nouvelle société. C'est un sentiment unanime qui provient de l'assurance du combat légitime, et qui s'unifie à tous les mouvements qui luttent pour leur libération nationale dans le monde. C'est ainsi que le Nicaragua ne se sent pas isolé, malgré les conditions difficiles dans lesquelles l'impérialisme américain veut le maintenir. Et le peuple du Nicaragua sait que tout comme au Vietnam, les armes et le blocus militaire ne peuvent rien contre une volonté commune qui mobilise le peuple dans son ensemble, du plus jeune au plus vieux.

L'étatisation des moyens de production, les transformations économiques et sociales du pays qui ont été accomplies, après 40 ans de dictature, ont permis un certain développement, qui reste toutefois limité du fait des conditions actuelles de la guerre impérialiste. Mais toute la population peut aujourd'hui manger à sa faim, des centres de santé et des hôpitaux se sont construits partout, et se construisent encore, les maladies contagieuses ont été freinées. L'alphabétisation s'est étendue à tout le pays, entraînant la création de nouvelles écoles, de nouvelles universités, la formation de nouveaux maîtres et professeurs.

Il est vrai que ces progrès, qui sont considérables pour un pays ayant une économie pauvre comme l'est celle du Nicaragua, créent de nouveaux problèmes pour lesquels la structure actuelle ne permet pas de solution immédiate. Le développement de l'enseignement par exemple se trouve confronté aujourd'hui au manque de matériel le plus élémentaire (cahiers, livres, etc...) et à la nécessité de réviser les vieilles méthodes d'éducation basées sur des conceptions historiques et sociales qui ne correspondent plus à la réalité que vit le pays actuellement, ni même à ce qu'était la réalité antérieure.

Du point de vue économique, le Nicaragua doit affronter de terribles difficultés, dues en partie à l'état dans lequel la dictature de Somoza avait laissé le pays, mais aussi à la situation de guerre qu'il doit subir de la part de l'impérialisme américain. La majorité des installations industrielles et agro-industrielles ayant été réalisées par les États-Unis, les pièces des outillages et des machines usagées ne peuvent être remplacées. C'est ainsi que du matériel agricole, des tracteurs, des camions, des autobus, attendant de pouvoir être réparés et refonctionner, créant ainsi un retard considérable dans le développement de la production du pays. D'autre part, la contrainte bombardant constamment les centres électriques, le Nicaragua a du mal à faire face à la demande de l'ensemble énergétique du pays, ce qui entraîne de nombreuses coupures de courant et impose des limitations dans sa consommation.

Malgré tout, le peuple nicaraguayen met toute son ardeur et sa volonté à accomplir les plans économiques. La dernière récolte de café 86/87 a été la plus productive en qualité et en quantité, et a fait l'objet d'une mobilisation particulière. Mais les dommages causés par la guerre de l'impérialisme affectent l'ensemble de l'économie nationale, provoquant une profonde baisse de la production et une augmentation sans cesse croissante de la dette extérieure. Le budget national doit supporter une part de plus de 40% affectée aux dépenses de la défense du pays, limitant ainsi les progrès que le Nicaragua pourrait accomplir dans d'autres domaines.

Ce 8e anniversaire de la révolution sandiniste a été l'occasion pour son président, Daniel Ortega, de dresser un bilan de la situation nationale et internationale. Le Nicaragua vit dans une telle situation économique précaire que les seuls efforts de la population ne peuvent rattraper le retard pris dans la reconstruction du pays. Les États ouvriers, et en particulier l'Union Soviétique, Cuba, la RDA, participent à de nombreuses tâches de construction, ou à l'approvisionnement en pétrole par exemple. Des pays capitalistes, comme la Suède, de nombreux mouvements progressistes de différents pays du monde, apportent leur contribution économique, en matériel, financière, dans différents domaines. Ce soutien international est une nécessité, y inclus morale, qui le restera tant que le gouvernement américain appuiera militairement la contre-révolution.

Mais la révolution sandiniste, après 8 ans d'action, a une dynamique qui lui donne assez d'assurance pour organiser son 1er Festival International du Livre. «Le livre qui ne circule pas et qui ne se vend pas n'a aucune raison d'avoir été écrit». C'est par ces mots de Carlos Fonseca, dirigeant et héros de la révolution sandiniste, reproduits au centre du parc des expositions de Managua, que s'est ouvert ce festival qui s'est tenu du 20 au 26 Juillet. Pour la première fois, le Nicaragua ouvrait ses portes et ses fenêtres au monde culturel, comme un symbole de la vigueur de la révolution face au blocus de l'impérialisme.

Et toutes les prévisions qui avaient pu être faites par le gouvernement ont été dépassées. Plus de 40 pays étaient représentés, comprenant plus de 160 éditions

internationales. Par souci de «pluralisme» tous les éditeurs qui en avaient fait la demande ont eu leur place dans ce festival, de l'Union Soviétique aux États-Unis.

Dans son discours d'inauguration, le ministre de la culture, Ernesto Cardenal, expliquait : «Il paraît étrange que le Nicaragua en guerre fasse ce festival, mais nous dirons que nous le faisons aussi parce que nous sommes en guerre, que nous sommes en train de souffrir une guerre injuste, parce que nous nous défendons avec tout ce que nous avons, les

fusils et le moral, la tendresse, l'humanisme et l'humour, la danse et le chant, mais aussi les livres».

Et la nécessité des livres au Nicaragua s'est reflétée chaque jour à travers la foule immense qui se pressait aux portes plusieurs heures avant leur ouverture, à travers ces files de jeunes étudiants, collégiens, militaires, qui se bousculaient pour voir, écouter, apprendre, discuter et acheter le matériel dont ils avaient besoin, entre autres les livres de technique, de médecine, d'histoire et de marxisme auxquels ils n'avaient pas accès.

Ce fut une expérience formidable, tant pour les participants internationaux que pour le peuple nicaraguayen, qui a démontré pendant toute la durée du festival son avidité culturelle, son enthousiasme communicatif.

Ce fut un échange culturel très large dans lequel l'aspect commercial de la vente de livres passait au second plan. Ce fut aussi une grande manifestation de solidarité de la part de la majorité des participants européens et latino-américains, d'où sont sorties plusieurs résolutions et prises de positions en faveur de la révolution sandiniste, pour une collaboration culturelle plus étroite. C'est dans cet objectif que notre Édition Science Culture et Politique a également participé à ce festival avec ses publications.

Des artistes de différents pays sont venus spécialement à ce festival pour apporter leur soutien à la révolution sandiniste, en représentation de mouvements de solidarité de leurs propres pays, tels que Billy Bragg d'Angleterre, de Wolfgang Niedecken d'Allemagne Fédérale, ou de Daniel Viglietti d'Uruguay. Pendant quatre soirées consécutives, la musique nicaraguayenne et du monde fut le prolongement du festival, et tout ce que le peuple du Nicaragua comporte d'enthousiasme et de gaieté, de sentiments humains et de sensibilité s'est exprimé pleinement à travers la fête et la danse, témoignage vivant du fait que «Le chant unit les peuples».

20 Septembre 1987

LES ÉLECTIONS EN ITALIE

Suite de la page 2

voté pour les Verts, soit maintenu son abstention ou annulé son vote. D'autre part, une petite partie de l'électorat de droite du PCI a voté pour les socialistes.

De toutes manières, la bourgeoisie n'a pas gagné. Elle a cherché à se montrer triomphante du fait de la perte du PCI, mais elle sait que par la suite dans les luttes sociales, ces secteurs qui n'ont pas voté pour le Parti Communiste vont se mobiliser contre le capitalisme et avec le PCI. De plus, elle voit que même avec une telle crise, le fait que le PCI maintienne un tel électorat (plus de 10 millions) indique que la relation de forces n'a pas changé, parce que ces 10 millions décident beaucoup plus dans la société.

Ce qui est le plus important pour nous, c'est le processus de discussions intérieures qui s'approfondit dans le PCI maintenant. Les dirigeants actuels avaient dernièrement inventé un nouveau «mythe», une version encore pire de «l'eurocommunisme» : «l'eurogauche». Ils espéraient qu'en faisant du suivisme, surtout à la social-démocratie allemande, ils pourraient récupérer en Italie un appui de la bourgeoisie pour aller au gouvernement. Le fait que le SPD n'ait pas gagné les élections en Allemagne les a mis en crise, et ils sont restés dans le vide. Ceci vient du fait qu'au fond le SPD était en train de vivre une crise, qui sans être égale parce qu'il n'est pas un parti communiste, a des similitudes avec celle du PCI. Les deux ne peuvent aller à droite, mais ils ne savent pas comment affronter le capitalisme et ont donc peur, en particulier le PCI. Le SPD est un parti dans lequel la bourgeoisie est présente, tandis que pour le PCI il s'agit d'un problème de direction

qui a été éduquée dans la conciliation, et qui n'a pas su apprendre de l'histoire.

C'est une expérience également pour mesurer comment les changements dans le mouvement communiste mondial sont beaucoup plus difficiles et beaucoup plus lents dans les partis communistes que dans les États ouvriers. Les Soviétiques sont à des kilomètres devant le PCI. Ces dirigeants se sont trompés dans toutes les analyses qu'ils ont faites : ils affirmaient le déclin historique de l'URSS et c'est la renaissance qui arrive, ils croyaient au triomphe de la social-démocratie allemande et anglaise, et cela ne s'est pas passé ainsi. Tous les partis socialistes sont en difficulté, ceux qui sont au gouvernement et ceux qui ne le sont pas, que ce soit Felipe Gonzales ou Papandréou, parce que le capitalisme ne permet pas de réformes. Cependant, ces dirigeants ne remettent pas en question leur ligne politique.

Ce processus critique du PCI fait partie de la crise générale du mouvement communiste, c'est une des formes dans lesquelles elle se présente. Il peut y avoir des divisions, des ruptures, mais il faut impulser et donner assurance à cette direction par rapport au processus de l'histoire pour lequel ils n'ont aucune notion. Une petite perte électorale signifie pour eux la fin du monde. Cela montre leur manque de préparation, et il faut intervenir pour impulser des changements dans la pensée et le comportement du parti.

26 Juin 1987

Article de la Section Italienne de la IVe Internationale Posadiste

SOMMAIRE

- Le krach boursier international page 2
- J. Posadas : "la pensée de Trotsky aujourd'hui" page 3
- A propos de la réhabilitation de Trotsky page 3
- La mort de Thomas Sankara et la crise au Burkina Faso supplément

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

24e année numéro 374 décembre 1987 10 Francs

Correspondance : « LUTTE OUVRIERE » - Rue des Hellènes, 38 - 1050 Bruxelles
Tél : (02) 648.76.75 - CCP 000-0976234-26 (Pôlet)

Manifeste électoral 13 décembre 1987

Le PORT appelle à voter pour la liste du Parti communiste dans tout le pays

Le gouvernement Martens-Gol a une fois de plus démontré son incapacité à résoudre la crise capitaliste. Depuis les dernières législatives du 13 octobre 1985, deux années de gouvernement PSC-PRL ont démontré comment les capitalistes et leurs défenseurs ont continué de faire payer leur crise à l'ensemble des travailleurs et de la population de ce pays. Les plans de "redressement économique" n'ont rien redressé du tout. "Maribel", "Val Duchesse" et tous les autres plans de crise ne servent à rien, si ce n'est à rationaliser, concentrer les capitaux les plus forts et à faire payer par les travailleurs et toute la population la continuité de la course au profit pour les capitalistes les plus forts.

Pendant ces deux années, les mesures imposées à la classe ouvrière et à toute la population n'ont jamais été aussi graves et profondes : le chômage ne cesse d'augmenter, les conditions de vie et de travail se détériorent, ainsi que la santé des enfants, des jeunes, des femmes et des vieux, le niveau de vie général a considérablement baissé, avec la perte de l'INDEX, des augmentations de salaires interprofessionnelles, et de la destruction du bénéfice de tous les Services Publics : Soins de santé, Enseignement, Culture, Loisirs, Secteur social, Transports en commun.

Le gouvernement est tombé, une fois de plus sur le problème des Fourons. Mais ce problème tout en étant réel, n'est qu'un prétexte, face aux graves problèmes économiques et sociaux. En fait, la crise immédiate se produit parce que le PSC a rompu son alliance avec le PRL : il craint de perdre sa base sociale d'appui en continuant l'alliance avec le PRL. Le CVP également recule devant les exigences du PRL parce qu'il a peur lui aussi de perdre sa clientèle qui est fortement touchée par la crise. Dans la base d'appui du PSC-CVP, on retrouve d'importantes couches de la petite bourgeoisie, employés, étudiants, petits commerçants, mais aussi quelques couches de la classe ouvrière qui votent encore PSC-CVP. Les couches sociales, base d'appui du PSC-CVP, subissent sérieusement les conséquences de la crise.

Par contre la base d'appui habituelle libérale est relativement plus à l'aise et au contraire profite des mesures prises par le gouvernement : Professions libérales, Entreprises capitalistes moyennes, gros propriétaires, industriels, financiers.

Le système capitaliste démontre surtout sa faiblesse

Les mesures d'économie prises par le gouvernement au nom des intérêts du grand capital et des banques, ne correspondent pas à ces besoins. D'ailleurs les exigences du FMI le montrent bien. Avec le plan de Val Duchesse, le FMI a estimé que la Bel-

gique se trouvait en bonne voie, mais que le plan est encore insuffisant. D'autre part, le gouvernement est obligé de continuer à verser des indemnités complètes à 640.000 chômeurs alors qu'il souhaiterait ne plus rien payer du tout. Le PRL a fait bien des tentatives pour limiter le droit de grève, empêcher la formation des piquets de grève, limiter la protection des délégués syndicaux. Et il ne peut imposer ouvertement aucune loi de ce type. Il doit mettre en pratique tout un programme de contrôle des organisations de gauche, et des syndicats, clandestinement, au travers des écoutes téléphoniques, des fichiers, et en utilisant à son profit des organisations comme les CCC. Il ne peut rien faire ouvertement au nom des intérêts du système capitaliste. Même dans l'envoi de la flotte belge dans le Golfe persique, le gouvernement manifeste beaucoup d'insécurité, d'hésitations, de doutes. Il n'y a aucune assurance, et pas beaucoup de conviction dans la défense du "Monde Libre". Il n'est pas capable de faire autrement parce qu'il doit tenir compte du PSC-CVP, son partenaire au pouvoir. La crise du système capitaliste est avant tout sociale, et c'est cela qui l'empêche de faire ce qui correspond entièrement à ses intérêts.

Fédéralisme, problèmes linguistiques

La surenchère sur les problèmes linguistiques et fédéralistes, cache en réalité la véritable raison de la

crise. Le gâteau à partager devient de plus en plus petit, et se réduit comme une peau de chagrin. Les différents partis de la majorité veulent tirer le morceau de couverture vers eux. Le CVP veut que les quelques postes de travail vacants qui existent encore reviennent à son électorat flamand, le FDF ou d'autres partis francophones souhaitent que les postes de travail reviennent aux francophones de Bruxelles, et les plus réactionnaires du style Forces Nouvelles ou d'autres souhaitent que les immigrés qui ont un travail le laissent aux "BELCHES" et qu'ils aillent au chômage ou mieux encore qu'ils rentrent chez eux. D'autres encore souhaitent placer des hommes à tous les postes de travail où il y a des femmes et renvoyer celles-ci dans leur cuisine.

Donner tous les postes de travail aux flamands, renvoyer les immigrés chez eux, et les femmes à leur cuisine, ne donnerait pas de travail au million de chômeurs de ce pays. Le fond du problème est qu'il n'y a pas de travail disponible pour tout le monde. Alors, il faut inventer toutes sortes de prétextes pour dévier l'attention et la préoccupation des gens et des hommes politiques sur d'autres problèmes : les Fourons, les immigrés...

Ce qui ne veut pas dire que le problème des Fourons n'existe pas et qu'il n'a pas de solution. Le problème est apparu lorsque la frontière linguistique a été changée. La majorité des Fouronnais demande le retour à



Voter 2 PCB

A Bruxelles
Voter Pôlet Jeannine
11è à la Chambre

Manifeste électoral - 13 décembre 1987

Liège. Il est tout à fait simple de réaliser cela, et le problème sera résolu. En maintenant les Fourons dans le territoire des Flandres, le gouvernement entretient un problème inutilement. Il n'y a pas que les Fourons qui se trouvent dans cette situation. Que l'on rattache les Fourons à Liège, et le problème est résolu. Mais il y aura toujours autant de chômeurs dans ce pays ! Il y aura toujours autant de misère dans ce pays !

Des problèmes apparemment linguistiques se posent aussi dans d'autres domaines : dans l'enseignement, dans le problème de l'avortement, de l'immigration. Et quelles sont les solutions proposées ? Les victimes sont toujours les plus pauvres, les plus démunis, les plus défavorisés, quels qu'ils soient.

Front unique des travailleurs wallons et flamands contre l'Etat capitaliste

Les conséquences de toute la politique gouvernementale que doivent supporter les travailleurs et la population de ce pays sur tous les plans, sont inhérentes à la structure capitaliste de la société. La seule chose qui les intéresse est la course

au profit, au détriment du pouvoir d'achat, des conditions de travail, de l'enseignement, de la culture, de la santé, et de la vie de la majorité. Quelques sociétés capitalistes concentrent tous les profits, avec l'aide du gouvernement. Et ces capitaux ne sont même pas wallons ou flamands, ils ne sont pas belges. Ce sont les grosses sociétés financières, les trusts et les holdings multinationaux dont les banques belges font partie qui décident de tout. Il ne faut se faire aucune illusion. Les organisations syndicales et le PS-SP font appel aux capitalistes wallons à investir en Wallonie. Cela est un leurre, parce que ces capitalistes n'ont aucun pouvoir de décision dans le pays.

C'est la Marché Commun Européen qui décide la production industrielle et agricole que doit faire la Belgique, et les capitalistes belges qu'ils soient wallons ou flamands doivent se soumettre aux quotas. Pour maintenir les prix concurrentiels, on détruit des tonnes et de tonnes de fruits et de légumes, on tue les animaux en surproduction. Le problème se pose pour le beurre par exemple, qui est surproduit. Au lieu de la vendre meilleur marché pour les gens, où de l'en-

voyer dans les pays d'Afrique où les gens meurent de faim, on le détruit, ou on le transforme en "Beurre de Noël". Et il en va de même ainsi pour des masses de produits que la population paie de plus en plus cher sur le marché.

Il n'y a aucune solution dans le cadre du système capitaliste. Il faut sortir du raisonnement de l'économie de marché pour trouver une alternative favorable à la majorité de la population. Et proposer un Front des travailleurs flamands wallons, belges et immigrés contre l'Etat capitaliste. Pour un développement économique qui réponde aux besoins de la population. Le Parti Socialiste propose de faire des réformes, d'appliquer une fiscalité plus juste, mais cela reste toujours dans le cadre du système capitaliste. Cela ne sert strictement à rien que les travailleurs fassent des sacrifices. On a vu des tas d'exemples où cela s'est retourné contre eux. A la Sabena, malgré l'acceptation par les travailleurs de diminutions de salaires de 10 %, la masse des emplois n'a pas été garantie. Chez Michelin, malgré la réduction des emplois et des salaires, l'usine a fermé. Et on pourrait continuer la liste interminable

Nous défendons le droit de vote pour les immigrés.

Les travailleurs immigrés contribuent à la richesse du pays, en participant à son économie. Les gouvernements de droite ont toujours stimulé le racisme et la xénophobie tout en déclarant hypocritement le contraire pour essayer de dévier l'attention des gens des problèmes essentiels que le pays a subi au cours des dernières années, depuis la guerre. Juste après la guerre, les Polonais et les Juifs étaient visés, ensuite les Italiens, les Espagnols, et maintenant les Arabes et les Turcs. La majorité des immigrés visés par le gouvernement sont des gens pauvres, des travailleurs ou des chômeurs.

Dans la classe ouvrière, ce problème n'existe pas. La solidarité humaine dépasse les frontières et on se retrouve ensemble à partager le même salaire, les mêmes conditions de travail. Les travailleurs immigrés ont laissé leur santé et certains même leur vie en travaillant dans les mines, aux hauts fourneaux. Mais ils ont laissé aussi beaucoup de chaleur humaine

(suite page 4)

LA BOURSE : Révélateur de la faiblesse capitaliste

Les bourses de tous les pays capitalistes se sont effondrées. Le capitalisme ne sait plus à quel saint se vouer. Tous ses grands économistes, dont des prix Nobel, ne donnent aucune réponse, aucune solution.

Les crises économiques du système capitaliste se suivent en gardant toujours les mêmes causes : la chute du taux moyen du profit, la demande solvable est inférieure à l'offre. La richesse provient du travail humain et de rien d'autre. Le capitalisme ne désire qu'une chose : le maximum de profit, notamment en créant des entreprises de pointe avec le moins de personnel possible, en cherchant le sur-profit de cette manière. Par exemple : une entreprise qui produit une tonne d'acier pour 10.000 F., une autre la produit pour 7.500 F. mais la vendra à 10.000 F. ou tout juste en dessous. La valeur réelle de l'acier, dans le cas où seules ces deux entreprises existent et produisent plus ou moins chacune la moitié du marché, est de 8.750 F. et en maintenant artificiellement des entreprises boîteuses, le secteur de pointe augmente son bénéfice. Le sur-profit est payé par les entreprises faibles aux entreprises fortes, en gardant le plus longtemps possible les prix des entreprises faibles, de manière à maintenir un profit supérieur. Mais cela ne dure qu'un moment, déjà apparaît une autre entreprise plus performante, et ce mouvement rend le capitalisme instable.

Comme la valeur est créée uniquement par les travailleurs et comme ces entreprises fonctionnent avec de moins en moins de travailleurs, la valeur des produits est égale à la valeur moyenne du travail fourni par les travailleurs. Nous constatons que la diminution du nombre des travailleurs dans la production et une

augmentation de la productivité entraînent une chute du taux moyen du profit. Pour maintenir malgré tout ce profit élevé, le capitalisme diminue les salaires, mais cette mesure n'est qu'un palliatif, les travailleurs achètent de moins en moins, la concurrence est encore plus féroce; de nouvelles entreprises plus performantes apparaissent, la spirale infernale s'accélère, les profits chutent à nouveau, le chômage augmente. Les entreprises ferment leur porte les unes après les autres au profit d'un nombre restreint de capitalistes. Nous voyons la "Société Générale" multiplier par sept son capital de 1981 à aujourd'hui, il y a de moins en moins de place pour la petite et moyenne bourgeoisie, beaucoup de ces bourgeois deviennent des prolétaires.

Seule la recherche du profit détermine le capitalisme. Ainsi, il achète une action avec l'espoir d'avoir un grand bénéfice. Tant qu'une entreprise peut donner un profit supérieur à la moyenne, la valeur de l'action augmente de manière à se rééquilibrer. Ainsi, si le capitaliste achète une action 10.000 F. et il espère obtenir 20 % de dividende et que le taux moyen de l'intérêt est de 8 % en revendant cette action 15.000 F. elle rapportera encore 13 % et dans ce cas il pourra encore la vendre plus cher. Mais cela suppose que la production et le marché soient en constante progression, or précédemment nous avons démontré le contraire.

La réduction des salaires avait donné un espoir momentané de gros dividendes à la bourgeoisie. Il y a beaucoup d'argent dans les banques. Mais comme il n'y a que peu d'espoir de trouver du profit dans l'investissement industriel, que l'endettement des entreprises doit se rembourser sur leurs ventes et que le marché se rétrécit,

le capitalisme se retrouve en état de faillite. L'espoir d'obtenir de gros dividendes disparaît, il faut vendre au plus vite avant que les autres propriétaires d'actions ne s'aperçoivent de la faillite. Or l'endettement devient de plus en plus lourd, la perspective de dividendes rémunérateurs disparaît, la valeur des actions diminue. Ainsi, l'action de 15.000 F. ne rapporte que 5 % et l'intérêt des emprunts d'Etat est de 8 %; il faut réduire à peu près de 40 % l'action, soit 9.000 F., pour obtenir un taux d'intérêt compétitif. Une grande partie de la finance a spéculé avec de l'argent emprunté, les financiers sont obligés de vendre leurs actions pour payer leur dette et si l'offre est supérieure à la demande, il y a effondrement de la Bourse.

La dette principale est produite par le capitalisme américain. Aucun autre Etat capitaliste n'a la force économique ou militaire d'imposer un remboursement, ce qui provoque encore une accélération de la crise. Le dollar est une monnaie de singe, pourtant le capitalisme est obligé de commercer en dollars. Le marché américain pratique le protectionnisme, démontrant clairement l'incapacité du capitalisme européen, japonais de résoudre la crise. Les USA retardent l'effet de la crise en la faisant payer par les autres pays capitalistes.

Nous pourrions croire que les pertes de la bourse ne concernent que les capitalistes; la presse, la radio, la télé nous le disent. En 1929 un grand nombre d'entreprises a fermé, des millions de travailleurs se sont retrouvés sans emploi dans le monde, les gouvernements belges successifs manipulent les statistiques à la baisse en ne comptant pas les demandeurs d'emploi mais uniquement les chômeurs touchant une allocation, plus ou moins 500.000 personnes. Mais si nous comptons les exclus, les femmes confinées dans leur ménage, les jeunes entretenus par leurs parents, les prépensionnés, les chômeurs de plus de cinquante ans, qui s'engagent à ne plus être demandeurs d'emploi pour garder leur maigre allocation, la population émergeant aux CPAS, aux oeuvres sociales telle que l'Ab-

bé Froidure, la Belgique compte entre un million et un million trois cent mille chômeurs.

GB-INNO-BM absorbe "Sarma-Nopri" grâce à la crise et parle de supprimer près de deux cents travailleurs. Il est vrai que les retombées boursières agissent plus lentement qu'en 1929, mais la concentration, la destruction de l'outil de production s'accroissent et provoquent une élévation constante du chômage. Afin de pouvoir drainer des capitaux au profit du secteur privé, le gouvernement patronne une épargne en "Actions" permettant au particulier de déduire de ses revenus le capital investi. L'impôt ristourné est payé par l'ensemble des travailleurs. Ces mêmes travailleurs ont vu leur pension rabotée. Aujourd'hui, cette épargne s'effondre avec le krach. Cette "épargne-pension" des travailleurs aisés est détournée au profit du grand capital. Que restera-t-il de cette épargne au moment de la pension, voilà la fourmi grugée par la cigale.

Le capitalisme n'a aucun sentiment, il est "J.R. de DALLAS", il agit comme le pègre, que le plus fort gagne.

L'investissement militaire compense la faiblesse du marché, là aussi le capitalisme s'essouffle. Ainsi, Reagan qui voulait notamment par la course aux armements pour ruiner l'URSS, a dû jeter l'éponge et réduire son budget militaire, afin de ne pas courir à la faillite. Le capitalisme peut faire des projets à long terme, mais il est incapable de voir plus loin que son portefeuille.

La crise en s'approfondissant, montre aux travailleurs et aux chômeurs l'impossibilité de trouver une solution à leur misère dans le cadre d'une société bourgeoise. Seul un projet anticapitaliste trouve sa place. Dans les grandes organisations ouvrières : syndicats, parti socialiste... nous ne retrouvons pas ce programme de remise en cause du capitalisme. Le parti communiste doit défendre un programme anticapitaliste et l'établissement de la société socialiste, seules ces idées donnent une perspective aux travailleurs et aux chômeurs.

A propos de la réhabilitation de trotsky

Beaucoup de spéculations avaient cours dans la presse occidentale sur l'éventuelle réhabilitation de Trotsky au moment de la célébration du 70e anniversaire de la Révolution d'Octobre par l'URSS.

Pour la IVe Internationale Posadiste, cette demande de réhabilitation n'a jamais été une revendication correcte. Aussi, nous sommes-nous dissociés des Trotskystes qui sont allés manifester devant l'Ambassade de l'Union Soviétique pour demander de la direction soviétique actuelle et de Gorbatchev que Trotsky soit réhabilité, comme s'il s'agissait d'un gage pour prouver la réalité des changements en cours en URSS.

Comme l'analyse le camarade Posadas dans l'article que nous publions dans ce numéro de "Lutte ouvrière", l'essentiel de l'enseignement de Trotsky a consisté à soutenir la confiance de l'avant-garde prolétarienne du monde dans la capacité de l'Etat ouvrier soviétique à démontrer sa supériorité sur le système capitaliste et à se débarrasser du chancre de la bureaucratie.

Or, le processus qui se développe actuellement en URSS et, en particulier, sous la direction de Gorbatchev, représente par lui-même la réhabilitation de Trotsky, car il affirme la fonction de l'Etat ouvrier et un développement sans précédent de la lutte contre la bureaucratie. Même si Gorbatchev n'a pas revendiqué, ni mis à sa juste place la fonction dirigeante de Trotsky dans la Révolution Russe et dans les premières années de la construction de l'Etat ouvrier soviétique, il ne l'a pas non plus qualifié comme le faisaient les dirigeants soviétiques antérieurement, de contre-révolutionnaire. Mais il a, par contre, affirmé, pour la première fois en public, la condamnation du stalinisme. Une minute de silence a été respectée sur la Place Rouge lors de manifestations en hommage aux victimes du stalinisme. Les "pages blanches" de l'histoire de l'URSS restent encore à remplir, mais un processus est enclenché par lequel toutes les archives vont sortir de l'oubli et toute la vérité historique devra se faire jour de l'une ou l'autre manière.

Toutefois, l'important de Trotsky n'est pas dans le rappel de l'histoire, mais dans la méthode de pensée, dans sa continuité pour appliquer la pensée marxiste, les principes de la révolution permanente, du rôle fondamental du processus mondial, de la fonction historique de l'Union Soviétique pour tous les peuples du monde dans leur lutte pour leur libération nationale et sociale. Et c'est cela qui est en train de vivre et de revivre avec une grande force actuellement en Union Soviétique.

Les "vieux trotskystes" croient que l'Union Soviétique est toujours la même qu'à l'époque de Staline et que la lutte principale est à mener contre la bureaucratie soviétique. La direction de Gorbatchev est considérée par eux (voir "La Gauche") comme une "bureaucratie éclairée contre les travailleurs". Ils revendiquent Trotsky comme un affrontement, une opposition à la direction de Gorbatchev et comme pour montrer que rien ne change en Union Soviétique.

Mais c'est fondamental pour tous ceux qui ont vu l'importance de Trotsky dans l'histoire de la Révolution russe, de la construction de l'Etat ouvrier et de la révolution mondiale, de contribuer aujourd'hui à impulser le progrès de l'Union Soviétique, non pas en attaquant sa direction, mais en impulsant celle-ci ainsi que tous les cadres communistes qui sont en train de se développer en URSS et ne connaissent pas le passé, à approfondir les changements actuels avec une meilleure préparation théorique et politique, à les aider à resituer la fonction de Trotsky et celle de l'Etat ouvrier soviétique pour que cela leur serve aujourd'hui. Tous ces camarades communistes et révolutionnaires, en URSS, dans les autres Etats ouvriers et dans le reste du monde, voient bien que le stalinisme est surmonté, que l'appareil bureaucratique qui subsiste encore peut être mis en brèche et qu'il est possible de développer la démocratie soviétique et l'internationalisme, mais aussi qu'il faut se préparer à affronter le système capitaliste qui prépare la guerre contre les Etats ouvriers. Pour rendre utiles les idées et l'exemple révolutionnaire de la vie de Trotsky, il faut les appliquer à l'étape actuelle et aider tout le mouvement communiste et révolutionnaire mondial et, principalement, la direction soviétique à voir ce lien et cette continuité entre la fonction révolutionnaire des Bolchéviques, de la Révolution d'Octobre, de la IIIe Internationale, et les tâches d'aujourd'hui.

C'est pour cette raison que cela n'a pas de sens d'exiger la réhabilitation de Trotsky en URSS, mais qu'il faut avant tout, maintenir une défense inconditionnelle de l'Etat ouvrier pour pouvoir se dire fidèle aux idées de Trotsky.

La pensée de Trotsky aujourd'hui

J. POSADAS

11 Janvier 1979

La pensée de Trotsky est vivante en tant que structure de la pensée qui oriente à comprendre le processus de l'histoire. Les éléments essentiels des analyses de Trotsky à propos de l'URSS - jusqu'à l'époque où il fut assassiné en 1940 - ne sont plus valables pour aujourd'hui : l'époque historique, les rapports de forces de classe, les relations mondiales de forces entre Etats ouvriers (pays socialistes) et capitalisme sont différents de ceux de l'époque de Trotsky. Mais l'instrument essentiel qu'est l'analyse marxiste, le matérialisme dialectique, reste valable pour interpréter le cours du processus.

Les analyses de Trotsky sont destinées à armer l'avant-garde prolétarienne mondiale, les intellectuels, les scientifiques, les dirigeants des partis communistes, des partis socialistes et des syndicats, de la compréhension des éléments qui interviennent dans le processus de l'histoire, la lutte des classes, la lutte inter-bourgeoise et le rapport du seul Etat ouvrier d'alors - l'Union Soviétique - avec le reste du monde capitaliste.

Il y a un changement aujourd'hui par rapport à toutes les analyses de Trotsky de son époque, parce que les relations de forces changent. Mais les éléments, les bases organiques et de classe sont les mêmes qu'à l'époque de Trotsky. Ce qui change et se modifie, ce sont les relations de forces, le poids spécifique de chaque pays capitaliste et de l'ensemble de ceux-ci, mais surtout il y a un accroissement décisif du poids des pays socialistes, des Etats révolutionnaires, qui constituent dans leur ensemble la moitié de l'humanité, et qui représentent socialement la montée du progrès de l'histoire vers la libération de toute forme d'oppression.

Trotsky écrivait dans cette perspective. Il n'a pas essayé de faire un texte qui servirait de programme sans objectif précis, il a fait un programme immédiat pour répondre aux nécessités de l'histoire à l'étape qui allait de la formation de l'Etat ouvrier à son affrontement avec les pays capitalistes. Il prévoyait la guerre qui fut déclenchée par le système capitaliste - tant par les nazis que par les pays capitalistes « démocratiques » pour assurer la survie du système capitaliste. La guerre était pour le système capitaliste le moyen de résoudre les divergences, les contradictions historiques, mais aussi d'annuler et d'écraser l'Etat ouvrier soviétique. Le seul fait que le capitalisme ne fut pas capable de se mettre d'accord avec lui-même pour écraser d'abord l'Union Soviétique et résoudre ensuite ses divergences et contradictions internes, indique la nature des contradictions du capitalisme : celles-ci sont insolubles parce qu'elles surgissent de la nature même du système capitaliste. Ces contradictions augmentent constamment, en même temps que le pouvoir économique et militaire du système capitaliste.

Les conditions actuelles ne sont pas les mêmes qu'à l'époque de Trotsky, mais la lutte de classes est la même, et l'affrontement de classe s'est élevé. Avant, il n'y avait qu'un Etat ouvrier face au système capitaliste, et celui-ci fut incapable de le détruire. Actuellement, les Etats ouvriers forment un ensemble face au système capitaliste et il faut y joindre le constant progrès de pays du « tiers-monde », d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, ainsi que la marche vers une relation de forces plus favorable dans les pays capitalistes pour éliminer le capitalisme. Il faut ajouter aussi la nécessité de se préparer à la guerre que foment le capitalisme : ce sont là des aspects qui n'existaient pas à l'époque de Trotsky.

Par conséquent, les principes de classes sont historiques et restent valables. Les relations de forces changent, et donc également le programme et la tactique. Le programme à développer organiquement change, l'objectif restant le même : être l'instrument pour en finir avec le régime capitaliste. Un des points programmatiques posé par Trotsky - la révolution politique - change aussi par conséquent.

La révolution politique ne s'accomplit plus comme Trotsky le proposait à l'époque où l'Union Soviétique était isolée et sur le point de succomber sous Staline : elle s'accomplit sous la forme du développement de l'extension de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers. L'Union Soviétique donne son appui au processus de progrès des pays dans le monde entier, d'une façon inégale et intempes-tive, mais c'est sous cette forme-là que la révolution politique se développe.

Elle facilite sans l'annuler la lutte pour les principes démocratiques contre la bureaucratie. Cette lutte est unie à la tâche de l'affrontement entre les Etats ouvriers et le système capitaliste : un affrontement entre système Etats ouvriers contre système capitaliste. C'est un affrontement politique, économique, juridique, intellectuel, qui se produit tandis que l'impérialisme prépare et fait constamment la guerre contre les Etats ouvriers. Cet aspect n'existait pas non plus à l'époque de Trotsky.

La bureaucratie forme toujours un appareil, mais il n'y a plus de stalinisme. Le stalinisme fut vaincu par le progrès de la lutte des masses du monde. La bureaucratie existe toujours, mais elle perd constamment des forces et la capacité de contrôle. Il ne s'agit donc plus de mener une lutte particulière contre la bureaucratie, mais une lutte à la fois contre le système capitaliste et pour augmenter la participation des masses, la démocratie, la vie politique révolutionnaire dans les Etats ouvriers, et une meilleure distribution, y inclus la distribution « à chacun selon ses besoins ». Cette question a déjà été débattue, sans toutefois être approuvée, en Union Soviétique.

Ces principes permettent à l'avant-garde prolétarienne mondiale d'apprendre à combiner les luttes contre le système capitaliste, pour le progrès dans chaque pays capitaliste, avec le développement des Etats ouvriers, l'avance de la démocratie soviétique qui va préparer les nouvelles conditions pour la création et le développement mondial du socialisme.

Le problème de la révolution politique se pose sous une forme différente d'avant : ce n'est plus la révolution politique proprement dite, mais la nécessité du développement des conditions de la démocratie socialiste, l'augmentation de la participation publique des syndicats, des centrales ouvrières, de la population, à la

(suite page 4)

Manifeste électoral

ne, de coutumes, et de chansons dans toutes les luttes qu'ils ont menées ensemble avec les travailleurs belges.

La majorité des immigrés voterait à gauche. C'est d'ailleurs bien la raison pour laquelle le droit de vote leur est refusé. Nous défendons le droit de vote pour tout immigré qui entre dans ce pays et qui y réside depuis deux ans au moins, parce qu'il faut un peu de temps pour connaître la vie politique du pays.

Pour une économie planifiée en fonction des besoins de la population

Les besoins essentiels de la population ne sont pas satisfaits dans le pays : il y a 640.000 chômeurs complets indemnisés. Mais en réalité il y a plus d'UN MILLION de chômeurs, dont des dizaines de milliers de personnes qui n'ont même pas le minimum pour vivre. Le travail n'est pas garanti pour tous. Les logements vétustes et insalubres, humides sont très nombreux, le manque d'installations sanitaires, de W.C. individuels avec chasse, de salles de bains et même de douches sont monnaie courante à Bruxelles et dans le reste du pays. Les systèmes de chauffage sont inadaptés et dangereux. Il suffit de se rappeler le nombre énorme d'accidents mortels dans la région de Charleroi, de Liège, à cause du chauffage. Il manque des écoles, des hôpitaux, et la politique en matière de soins de santé crée de plus en plus un fossé et une médecine de riches. Les infrastructures sociales, maisons de jeunes, centres d'accueil, doivent fermer leurs portes par manque de subsides.

La liste est encore bien longue. Les Services Publics sont attaqués de plein front : enseignement, transports en commun, distribution des sources d'énergie. Et tout cela pour le profit de quelques sociétés capitalistes.

Sans parler de la pollution culturelle, au travers des programmes de télévision, des journaux, qui exacerbent l'individualisme, le héros américain à la RAMBO grand défenseur des libertés et de la survie de l'humanité.

Rien que pour satisfaire tous ces besoins de la population, on peut déjà créer beaucoup de postes de travail. Mais qui va prendre en charge l'application d'un tel programme, en même temps que la récupération de tous les acquis sociaux perdus depuis que Martens et Gol sont au gouvernement ?

Front de la gauche pour un programme de transformations sociales du pays

Seule la gauche peut garantir l'application d'un programme qui défende réellement les intérêts de la classe ouvrière et de toute la population dans ce pays. Malgré l'inertie du Parti socialiste et des directions syndicales, les travailleurs et l'ensemble de la population voteront à gauche, et en majorité PS-SP, mais

pas du tout pour le programme qu'ils proposent. Les travailleurs votent PS-SP dans l'espoir d'un changement, pour un programme qui rétablisse les acquis sociaux et tout ce que les travailleurs ont perdu depuis 10 ans. Le PS peut progresser mais Spitaels et l'équipe dirigeante n'ont aucun programme d'alternative anti-capitaliste. C'est cela qu'il est essentiel de discuter.

Les travailleurs n'ont jamais accepté qu'il fallait faire des sacrifices et se sont battus dans tout le pays. Depuis le nouveau gouvernement Martens-Gol, il y a des arrêts de travail, des grèves, des occupations d'usines, des manifestations. Sous toutes les formes possibles, les travailleurs ont manifesté leur opposition, leur résistance à toutes les mesures anti-sociales.

Mais les organisations syndicales FGTB et CSC refusent de généraliser les grèves et les porter à un niveau national et le PS n'a pas pris le relais politique pour s'appuyer sur les luttes des travailleurs et leur donner une expression politique dans un programme anti-capitaliste.

Pour l'unification des travailleurs dans toute l'Europe

Les directions syndicales qui empêchent que les luttes des travailleurs se généralisent au niveau national, comme cela c'est fait pour les grèves des Services Publics de 1986, sont les mêmes qui ont empêché toute action de solidarité au niveau européen pendant la grève des mineurs anglais, et les grèves des sidérurgistes allemands pour les 35 heures. Ils maintiennent les luttes au niveau local, et même usine par usine et secteur par secteur, et en même temps ont saboté les tentatives de solidarité européenne. Mais la solidarité des travailleurs belges s'est manifestée et il y a eu des collectes pour les mineurs anglais et des actions pour soutenir les sidérurgistes allemands. Il fallait proposer une journée de grève générale dans toute l'Europe.

Il faut maintenir la préoccupation pour l'unification syndicale à échelle européenne, et discuter dans toute l'assemblée syndicale de la FGTB ou de la CSC, une réaction immédiate de solidarité pour toute mobilisation, grève dans un pays d'Europe capitaliste.

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

L'unification de l'Europe est une nécessité, mais pas sous le système capitaliste. Les expériences des différents gouvernements de gauche en Espagne, en Grèce et au Portugal montrent qu'il est possible de progresser avec une majorité de gauche. Mais si on maintient la structure capitaliste de l'économie et de l'Etat, les réformes arrivent à une limite. Il faut sortir du raisonnement capitaliste pour progresser et s'appuyer sur les forces sociales décisives : la classe ouvrière. Mitterand, Soarès, Gonzales et Papandréou ont commencé à appliquer un programme de nationalisations, des réformes sociales, et un rejet ferme de l'installation des missi-

les. Mais maintenant, ils ne font plus que gérer la crise à la place des capitalistes, et ne font plus aucun progrès. Cela n'est pas inévitable. En s'appuyant sur les travailleurs, sur la majorité de gauche qui est favorable à un changement il est possible de garantir l'application d'un programme de transformations sociales.

L'Union Soviétique est un programme à suivre

Pour les travailleurs : "être communiste", cela veut dire d'emblée défendre l'Union Soviétique et les pays socialistes dans leur ensemble. Et il est important de montrer et de démontrer que l'Union Soviétique et tous les autres pays socialistes ont résolu les problèmes essentiels de la population. Mais il faut argumenter, convaincre et non présenter cela comme une affirmation, sans fondements. Les maux inhérents au capitalisme n'existent pas dans les pays socialistes. Le chômage, l'exacerbation de l'individualisme, l'alcoolisme, la drogue, la prostitution, la misère, la famine, l'exploitation des enfants, le racisme, les groupes terroristes. Les besoins fondamentaux de tous sont garantis. Les changements actuels en URSS vont dans un sens de progrès plus important du pays dans l'économie planifiée, plus favorable à l'ensemble de la population soviétique.

Nous appelons à voter communiste aux élections du 13 décembre 87

Pour affirmer clairement la perspective d'un changement radical, il est indispensable que le PS-SP sente constamment la pression des travailleurs et des organisations politiques à sa gauche. Nous comprenons très bien le sentiment de la majorité des travailleurs qui veulent voter Socialiste pour barrer la route à la droite, pour voter utile, et qui ont le sentiment que le vote aux "petites" organisations est un vote perdu. Mais un PS au pouvoir qui va

dorer la pilule pour la faire avaler, qui va quand même appliquer un plan d'économie moins injuste, ne servirait à rien. Plus le Parti Communiste est fort, plus il pourra faire pression sur le PS pour qu'il défende les intérêts des travailleurs et des petites gens de ce pays, et agisse en fonction de leur intérêt. Le renforcement du Parti Communiste est également indispensable pour impulser la gauche socialiste et syndicale. Voilà pourquoi nous appelons à voter communiste aux prochaines élections du 13 décembre 1987. Nous souhaitons également que le Parti Communiste retrouve sa place au Parlement, pour l'utiliser comme une Tribune, comme disait Lénine.

A Bruxelles, voter 2, liste du Parti Communiste, pour notre camarade : Polet Jeannine, 11e candidate à la Chambre

Aux élections législatives de 1985, une camarade posadiste intégrait la liste du PCB à Charleroi. Aux élections communales de 1982, deux camarades posadistes intégraient la liste communiste toujours à Charleroi.

Nous pensons que le courant communiste dans l'avant-garde ouvrière, dans les milieux intellectuels ou de la petite bourgeoisie est beaucoup plus large que le public électoral du PCB. Le programme et les objectifs communistes sont une nécessité pour permettre un progrès de ce pays. Nous pensons que le Parti Communiste doit rassembler ce courant et être un instrument, un moteur des luttes sociales et politiques dans ce pays, qu'il doit agir comme une direction même s'il est un petit parti, et qu'il n'a plus de représentation au Parlement.

Nous soutenons le Parti Communiste et invitons à voter pour notre camarade pour affirmer et renforcer ce courant, pour défendre clairement une politique révolutionnaire, un programme contre le capitalisme et un changement pour une société socialiste.

Le 23 novembre 1987.
Le Bureau Politique du P.O.R.(T).

— J.POSADAS : "la pensée de Trotsky aujourd'hui" (suite de la page 3)

vie politique, culturelle, scientifique du pays. Il s'agit de faire, dans tous les États ouvriers, des réunions publiques dans les syndicats, des réunions et discussions dans les usines sur la situation dans le monde, sur les luttes anti-capitalistes, sur l'appui au processus de la révolution mondiale, le soutien à la lutte des masses d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, la nécessité d'une plus grande participation culturelle et scientifique des masses dans l'élaboration du programme, de la politique, la nécessité de niveler les salaires selon le critère « à chacun selon ses besoins », ce qui serait certes un effort économique, mais aussi un exemple immense pour les masses des États-Unis. Il faut faire en sorte que l'Union Soviétique et les autres États ouvriers s'adressent aux masses des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne capitaliste, et que les masses voient la vie culturelle des masses soviétiques, l'épanouissement de leurs relations culturelles, leur participation à la direction de la société, en donnant des idées, en faisant des réunions. Cela signifierait une autorité immense de l'État ouvrier sur les masses de ces pays en vue de préparer aux États-Unis la formation du parti anti-capitaliste, de classe et de masses.

Trotsky écrivait pour garder vivantes la notion et la connaissance que l'État ouvrier est une nécessité de l'histoire. Il expliquait les erreurs de l'État ouvrier, la politique suicidaire de Staline, non comme une conséquence de l'État ouvrier lui-même, mais de sa direction politique. Il enseignait ainsi à l'avant-garde prolétarienne, aux partis communistes, aux syndicats, aux intellectuels, à l'avant-garde intellectuelle du monde, à faire la distinction entre l'État ouvrier et sa direction. La structure de l'État ouvrier était quelque chose de permanent et de nécessaire dans l'histoire, et permettait le progrès de l'histoire. Cette structure était la démonstration que la planification centralisée de l'économie permettait le progrès de l'économie, et celui-ci permettait à son tour le progrès de l'art, de la culture, de la science et de l'élévation infinie des relations humaines.

Trotsky écrivait pour donner confiance à l'humanité dans le fait que le socialisme est une nécessité de l'histoire et non un besoin de la classe ouvrière. L'instrument de cette nécessité était la classe ouvrière, du fait de sa fonction dans l'histoire.

La mort du président Sankara et la crise de direction et de programme de la révolution au Burkina Faso

La IVe Internationale Posadiste exprime toute sa peine et sa préoccupation pour la mort du camarade Thomas Sankara, Président du Burkina Faso et les circonstances qui ont conduit à son élimination physique.

Sankara était un dirigeant révolutionnaire, qui voulait sincèrement lutter pour le progrès du Burkina, des masses burkinabè. Mais nous sommes convaincus qu'il en est de même pour Blaise Compaoré et la plupart des autres dirigeants, militaires ou civils, du Burkina. Ce n'est pas plus juste de traiter Sankara de traître à la révolution, que de considérer Blaise Compaoré comme un agent des forces réactionnaires africaines ou de l'impérialisme français.

Mais la conclusion sanglante des affrontements entre les différents membres de l'équipe des militaires révolutionnaires qui avaient pris le pouvoir en 1983 montre une énorme exaspération des uns et des autres face aux problèmes, aux profondes difficultés que le Burkina devait affronter pour continuer à progresser, et le manque de confiance de ces camarades, pleins de volonté et d'aspirations à la transformation socialiste de la société, mais sans préparation politique et théorique et avec tout le poids de leur formation militaire qui les pousse à régler les problèmes en imposant des rapports de force putschistes. C'est le manque de confiance et de relation profonde avec les masses bur-

kinabè qui a poussé à vouloir régler des problèmes de l'orientation et des organismes dirigeants de la révolution et de la réalisation du Plan Quinquennal par des mesures de force.

Depuis plusieurs mois, la population du pays assiste à des affrontements et des luttes de tendances dans le Conseil National de la Révolution, dans le gouvernement, au sein de l'équipe des quatre capitaines, comme quelque chose qui se passe au-dessus de sa tête. La multiplication des commissions de contrôle et de coercition de la corruption, de contrôle des ministres, des responsables politiques et des CDR eux-mêmes, témoignait déjà de cette crise de la direction de la révolution. L'exaspération extrême des dirigeants militaires révolutionnaires, inclus de Thomas Sankara, est le résultat des contradictions insurmontables du programme économique et social du Plan Quinquennal. D'une part, celui-ci se proposait d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire en peu d'années, et de l'autre, il admettait la dépendance financière du FMI, des "donateurs" étrangers (qui ne sont autres que les forces réactionnaire d'Afrique, du Moyen orient, d'Europe et surtout de la France) pour l'accomplissement du Plan Quinquennal. Le Plan Quinquennal ne progressait pas, non pas à cause des erreurs ou du personnalisme de Sankara, mais parce qu'il ne s'appuie pas sur les rapports de force dans le monde, qu'il ne compte en rien

sur une alliance avec les pays socialistes, de l'Union Soviétique à la Chine, pour donner des bases fermes à sa réalisation. La consigne de "consommer burkinabè" est juste dans le sens de vouloir se libérer de la dépendance du monde capitaliste, mais elle est aussi tout à fait irréaliste quand on considère les conditions d'arriération immenses dans lesquelles le Burkina s'est trouvé à cause de la domination colonialiste de la France pendant des dizaines d'années. Et quand on considère que dans le monde, il existe des forces progressistes sur lesquelles il était fondamental de s'appuyer pour ne pas devoir attendre des années avant d'atteindre une auto-suffisance alimentaire. Du vivant du camarade Sankara, un pas avait cependant été franchi pour se rapprocher de l'Union Soviétique et du camp socialiste, mais il est resté sans suite. Les conditions de vie de la population ne se sont pas élevées et les aspects positifs du Plan n'ont pas été mis en marche. C'est là la base des conflits et des affrontements au sein de la direction militaire révolutionnaire. Mais les camarades n'ont pas posé les problèmes en ces termes, ni de la part de Sankara, ni de celle de Compaoré ou des autres composantes du Conseil National de la Révolution.

Ce n'est que l'impérialisme français ou les gouvernements de droite de cette région d'Afrique qui avaient intérêt à la liquidation de Thomas Sankara et ce sont eux qui ont aiguisé les conflits, créé mille provocations pour aboutir à l'affrontement sanglant du 15 octobre 87. La mort de Sankara et d'autres cadres dirigeants révolutionnaires est une perte pénible et un grand dommage pour la révolution, même si les intentions de ceux qui se revendiquent maintenant du Front Populaire ne sont pas contre-révolutionnaires. La réaction ne peut que se réjouir de cette situation. Le plus dommageable, c'est que tout cela se passe au-dessus de la tête des masses burkinabè, comme si elles n'étaient pas capables d'intervenir et de donner des jugements objectifs dans cette crise. C'est la seule manière de pouvoir progresser et faire progresser le pays : permettre et impulser un débat parmi les masses burkinabè pour faire le bilan de la marche du plan quinquennal

et de ce qu'il faut corriger et transformer pour faire avancer le pays, débattre de la nécessité de mesures socialistes et de l'alliance avec les pays socialistes. Les Comités de Défense de la Révolution n'ont pas accompli cette tâche. C'était et c'est toujours la condition essentielle pour l'avance de la révolution burkinabè. La démocratie socialiste, la participation pleine des masses des villes et des villages à la discussion de tous les problèmes de l'orientation et de la direction du pays permet de garder confiance dans les masses, de regarder objectivement le problème et de mettre toutes les divergences et les difficultés sur la place publique, au lieu de discuter à huis-clos comme l'ont fait les camarades de la direction du Burkina-Faso.

Nous exprimons notre solidarité et notre appui indéfectible à la révolution burkinabè et notre compréhension des difficultés très grandes qui existent pour construire la direction révolutionnaire nécessaire au pays.

Cette crise violente et dommageable pour la perte des cadres révolutionnaires, doit servir d'expérience pour concentrer toutes les préoccupations sur la construction du Parti avec le programme de la révolution socialiste au Burkina Faso. Le temps a manqué pour former le Parti à l'étape antérieure, mais aussi la préparation politique des militants et surtout celle des dirigeants d'origine militaire qui ont été formés pour tuer et imposer la défense du pouvoir par la force. C'est aussi la responsabilité du mouvement communiste et des Etats ouvriers de ne pas avoir aidé, dans le passé, à construire la direction politique révolutionnaire. La construction du Parti avec le programme de la révolution socialiste est la conclusion pour surmonter cette crise et la voie pour sortir de l'impasse actuelle et pour ne pas céder aux pressions des forces réactionnaires nationales et internationales.

*Le Bureau Européen
de la IVe Internationale Posadiste.
Le 25.10.87.*